PRÉFET
DE L'YONNE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Direction départementale des territoires**

# PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS PRÉVISIBLES D'INONDATION PAR RUISSELLEMENT du CHABLISIEN

## Règlement

**Communes concernées :**

| | | |
|---|---|---|
| • Beine<br>• Béru<br>• Chablis<br>• Chemilly-sur-Serein<br>• Chichée<br>• Chitry<br>• Collan<br>• Courgis | • Fleys<br>• Fontenay-près-Chablis<br>• La Chapelle Vaupelteigne<br>• Lignorelles<br>• Ligny-le-Châtel | • Maligny<br>• Poilly-sur-Serein<br>• Préhy<br>• Saint-Cyr-les-Colons<br>• Villy<br>• Viviers |

(vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral)

À Auxerre, le

**Le préfet de l'Yonne,**

**Jean Salomon**

# Table des matières

UTILISATION PRATIQUE DU RÈGLEMENT ..... 4

TITRE I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES ..... 5
I. 1. Champs d'application du PPRr ..... 5
I. 2. Le cadre législatif ..... 5
I. 3. Objectifs du PPRr ..... 6
I. 4. L'aléa de référence ..... 7
I. 5. Les enjeux ..... 7
I. 6. Le risque ..... 7
I. 7. La cote de référence ..... 7

TITRE II – EFFETS DU PPR ..... 9
II. 1. PPRr, Plan Local d'Urbanisme (PLU) et code des Assurances ..... 9
II. 2. Dans le cadre de la délivrance des autorisations d'urbanisme ..... 10
II. 3. Les constructions existantes à la date d'approbation du PPRr ..... 10
II. 4. Informations Acquéreurs Locataires (IAL) ..... 11
II. 5. La révision ou modification du PPRr ..... 11
II. 6. Les recours contre le PPRr ..... 12

TITRE III – RÉGLEMENTATION DES PROJETS ..... 13
III. 1. Contenu du règlement ..... 13
III. 2. Principe de zonage ..... 13

TITRE IV – RÉGLEMENTATION DES AXES DE RUISSELLEMENT ..... 15
IV. 1. PROJETS NOUVEAUX ..... 18
IV. 1. 1. Interdictions ..... 18
IV. 1. 2. Autorisations ..... 18
IV. 1. 3. Prescriptions ..... 20
IV. 2. BIENS EXISTANTS ..... 20
IV. 2. 1. Interdictions ..... 20
IV. 2. 2. Autorisations avec prescriptions ..... 20

TITRE V – RÉGLEMENTATION DE LA ZONE ROUGE ..... 22
V. 1. PROJETS NOUVEAUX ..... 22
V. 1. 1. Interdictions ..... 22
V. 1. 2. Autorisations ..... 22
V. 1. 3. Prescriptions ..... 26
V. 2. BIENS EXISTANTS ..... 27
V. 2. 1. Interdictions ..... 27
V. 2. 2. Autorisations avec prescriptions ..... 27

TITRE VI – RÉGLEMENTATION DE LA ZONE BLEUE ..... 29
VI. 1. PROJETS NOUVEAUX ..... 29
VI. 1. 1. Interdictions ..... 29
VI. 1. 2. Autorisations ..... 29
VI. 1. 3. Prescriptions ..... 33
VI. 2. BIENS EXISTANTS ..... 35
VI. 2. 1. Interdictions ..... 35
VI. 2. 2. Autorisations avec prescriptions ..... 35

TITRE VII – RÉGLEMENTATION DE LA ZONE VERTE....37
TITRE VII. 1. RÉGLEMENTATION DE LA ZONE VERTE V1....38
VII. 1. 1. PROJETS NOUVEAUX....38
VII. 1. 1. 1. Interdictions....38
VII. 1. 1. 2. Autorisations....38
VII. 1. 1. 3. Prescriptions....41
VII. 1. 2. BIENS EXISTANTS....43
VII. 1. 2. 1. Interdictions....43
VII. 1. 2. 2. Autorisations....43
VII. 1. 2. 3. Prescriptions....44
TITRE VII. 2. RÉGLEMENTATION DE LA ZONE VERTE V2....46
VII. 2. 1. PROJETS NOUVEAUX....46
VII. 2. 1. 1. Interdictions....46
VII. 2. 1. 2. Autorisations....46
VII. 2. 1. 3. Prescriptions....49
VII. 2. 2. BIENS EXISTANTS....52
VII. 2. 2. 1. Interdictions....52
VII. 2. 2. 2. Autorisations....52
VII. 2. 2. 3. Prescriptions....53
TITRE VII. 3. RÉGLEMENTATION DE LA ZONE VERTE V3....57
VII. 3. 1. PROJETS NOUVEAUX....58
VII. 3. 1. 1. Interdictions....58
VII. 3. 1. 2. Autorisations....58
VII. 3. 1. 3. Prescriptions....59
VII. 3. 2. BIENS EXISTANTS....60
VII. 3. 2. 1. Interdictions....60
VII. 3. 2. 2. Autorisations....60
VII. 3. 2. 3. Prescriptions....60
TITRE VII. 4. TABLEAU DE SYNTHÈSE....64

TITRE VIII – MESURES DE PRÉVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE....66
VIII. 1. MESURES À CHARGE DES COMMUNES ET DES MAÎTRES D'OUVRAGES....66
VIII. 2. MESURES À CHARGE DES ENTREPRISES....69
VIII. 3. MESURES DE RÉDUCTION ET LIMITATION DE LA VULNÉRABILITÉ POUR L'HABITAT....74
VIII. 4. MESURES RECOMMANDEES AUX ACTIVITÉS AGRICOLES....77
VIII. 5. OPÉRATONS D'ENTRETIEN, PROTECTION ET PRÉVENTION....77

TITRE IX – LEXIQUE....78

TITRE X – ANNEXES....86

# Utilisation pratique du règlement

Le zonage réglementaire et son règlement s'utilisent de la façon suivante :

<table>
<tr><th colspan="3">Étape 1 – Repérage de la parcelle cadastrale</th></tr>
<tr><td colspan="3">Relever la couleur de la parcelle cadastrale concernée sur la carte du zonage réglementaire du PPRr :</td></tr>
<tr><td colspan="2">• axe orange (axe de ruissellement)<br>• zone rouge<br>• zone bleue</td><td>• zone verte V1<br>• zone verte V2<br>• zone verte V3</td></tr>
<tr><th colspan="3">Étape 2 – Utilisation du règlement</th></tr>
<tr><td colspan="3">2.1 – J'ai un projet<br>Consulter le titre du règlement correspondant à la zone réglementaire identifiée sur la carte, puis se référer à la section intitulée « projets nouveaux* ».<br><br>Par exemple, votre projet se trouve en zone rouge, il faudra donc regarder la section « projets nouveaux* » dans Titre V – Zone rouge.</td></tr>
<tr><td>Cas 1</td><td>Le projet est autorisé.</td><td>Le projet est réalisable s'il respecte les prescriptions* associées à la section « projets nouveaux* » de la zone concernée et les « Titre VIII – mesures de prévention*, de protection et de sauvegarde », ainsi que les autres textes législatifs et réglementaires en vigueur.</td></tr>
<tr><td>Cas 2</td><td>Le projet n'est pas autorisé.</td><td>Soit le projet n'est pas réalisable, soit il doit être modifié pour satisfaire au règlement du PPRr.</td></tr>
<tr><td colspan="3">2.2 - Je n'ai pas de nouveau projet, mais un bien déjà existant<br>Dans le cas 3, consulter le Titre VIII du règlement du PPRr concernant les mesures de réduction de la vulnérabilité* sur les biens et les activités existants*.</td></tr>
<tr><td>Cas 3</td><td>Je prends connaissance des <u>prescriptions* applicables aux bâtis et installations existantes</u> qui me sont imposées.</td><td>Je prends connaissance des <u>recommandations</u> applicables aux bâtis et installations existantes qui me sont conseillées.</td></tr>
</table>

**La présence d'un astérisque (*) indique que l'expression ou le mot est défini dans le lexique (Titre IX - Lexique)**

# Titre I - Dispositions Générales

Le présent Plan de Prévention des Risques de ruissellement (PPRr) s'applique dès son approbation. Ce document pourra éventuellement être révisé ou modifié en cas d'évolution des connaissances du risque ou du contexte local.

## I. 1. Champ d'application du PPRr

Le présent règlement s'applique aux parties de territoire des communes de **Beine, Béru, Chablis, Chemilly-sur-Serein, Chichée, Chitry-le-Fort, Collan, Courgis, Fleys, Fontenay-près-Chablis, La Chapelle-Vaupelteigne, Lignorelles, Ligny-le-Châtel, Maligny, Poilly-sur-Serein, Préhy, Saint Cyr-les-Colons, Villy** et **Viviers** délimitées par les plans du présent plan de prévention des risques (P.P.R.).

## I. 2. Le cadre législatif

Le PPRr est un plan de prévention des risques naturels (PPRn) élaboré et mis en application par l'État selon les dispositions des articles L.562-1 à L.562-8-1 et R.562-1 à R.562-10-2 du code de l'Environnement.

L'article L.562-1 du code de l'Environnement dispose que :

*« I. – L'État élabore et met en application des plans de prévention des risques naturels prévisibles tels que les inondations, les mouvements de terrain, les avalanches, les incendies de forêt, les séismes, les éruptions volcaniques, les tempêtes ou les cyclones.*

*II. – Ces plans ont pour objet, en tant que de besoin :*

*1º) – De délimiter les zones exposées aux risques, en tenant compte de la nature et de l'intensité du risque encouru, d'y interdire tout type de construction, d'ouvrage, d'aménagement ou d'exploitation agricole, forestière, artisanale, commerciale ou industrielle ou, dans le cas où des constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles pourraient y être autorisés, prescrire les conditions dans lesquelles ils doivent être réalisés, utilisés ou exploités ;*

*2º) – De délimiter les zones, qui ne sont pas directement exposées aux risques mais où des constructions, des ouvrages, des aménagements ou des exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles pourraient aggraver des risques ou en provoquer de nouveaux et y prévoir des mesures d'interdiction ou des **prescriptions*** telles que prévues au 1º ;*

*3º) - De définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises, dans les zones mentionnées au 1º et au 2º, par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers ;*

*4º) – De définir, dans les zones mentionnées au 1º et au 2º, les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants à la date de l'approbation du plan qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs.*

*5º) – De définir, dans les zones mentionnées aux mêmes 1º et au 2º, des exceptions aux interdictions ou aux **prescriptions*** afin de ne pas s'opposer à l'implantation d'installations de production d'énergie solaire dès lors qu'il n'en résulte pas une aggravation des risques.*

*III. – La réalisation des mesures prévues aux 3º et 4º du II peut être rendue obligatoire en fonction de la nature et de l'intensité du risque dans un délai de cinq ans, pouvant être réduit en cas d'urgence. À défaut de mise en conformité dans le délai prescrit, le préfet peut, après mise en demeure non suivie d'effet, ordonner la réalisation de ces mesures aux frais du propriétaire, de l'exploitant ou de l'utilisateur.*

*IV. – Les mesures de prévention prévues aux 3° et 4° du II, concernant les terrains boisés, lorsqu'elles imposent des règles de gestion et d'exploitation forestière ou la réalisation de travaux de prévention concernant les espaces boisés mis à la charge des propriétaires et exploitants forestiers, publics ou privés, sont prises conformément aux dispositions du titre II du livre III et du livre IV du Code Forestier.*

*V. – Les travaux de prévention imposées en application du 4° du II à des biens construits ou aménagés conformément aux dispositions du code de l'Urbanisme avant l'approbation du plan et mis à la charge des propriétaires, exploitants ou utilisateurs ne peuvent porter que sur des aménagements limités.*

*VI. – Les plans de prévention des risques d'inondations sont compatibles ou rendus compatibles avec les dispositions du plan de gestion des risques d'inondation défini à l'article L.566-7.*

*VII. – Des décrets en Conseil d'État définissent en tant que de besoin les modalités de qualification des **aléas*** et des risques, les règles générales d'interdiction, de limitation et d'encadrement des constructions, de prescription de travaux de réduction de la **vulnérabilité***, ainsi que d'information des populations, dans les zones exposées aux risques définies par les plans de prévention des risques naturels prévisibles.*

*Le présent règlement prévoit par ailleurs des mesures de réduction de la **vulnérabilité*** pour les constructions existantes.*

## I. 3. Objectifs du PPRr

- **délimiter les zones exposées aux risques, dites « *zones de danger* »** en tenant compte de la nature et de l'intensité du risque encouru, d'y interdire tout type de construction, d'ouvrage, d'aménagement ou d'exploitation agricole, forestière, artisanale, commerciale ou industrielle ou, dans le cas où des constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles pourraient y être autorisés, prescrire les conditions dans lesquelles ils doivent être réalisés, utilisés ou exploités ;

- **délimiter les zones dites « *zones de précaution* »** qui ne sont pas directement exposées aux risques mais où des constructions, des ouvrages, des aménagements ou des exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles pourraient aggraver des risques ou en provoquer de nouveaux et y prévoir des mesures d'interdiction ou des **prescriptions*** telles que prévues au 1) ;

- **définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde** qui doivent être prises, dans les zones mentionnées au 1) et au 2), par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers ;

**définir, dans les zones mentionnées au 1) et au 2), les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés** existants à la date de l'approbation du plan qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs ;

- **définir, dans les zones mentionnées aux mêmes 1° et 2°, des exceptions aux interdictions ou aux prescriptions* afin de ne pas s'opposer à l'implantation d'installations de production d'énergie solaire** dès lors qu'il n'en résulte pas une aggravation des risques.

En application des textes mentionnés ci-dessus, le présent règlement fixe les dispositions applicables :

- aux projets de constructions et installations ;
- aux **biens et activités existants*** ;
- à l'exécution de tous travaux ;
- à l'exercice de toute activité.

## I. 4. L'aléa* de référence

L'événement de référence est l'orage le plus fort connu et, dans le cas où celui-ci serait plus faible qu'un orage de fréquence centennale, par défaut ce dernier.

L'orage de référence pris en compte dans le règlement est celui du 14 mai 1998 de période de retour centennale.

## I. 5. Les enjeux*

Les **enjeux*** sont déterminés en fonction de l'occupation humaine à la date d'élaboration du plan. On distingue :

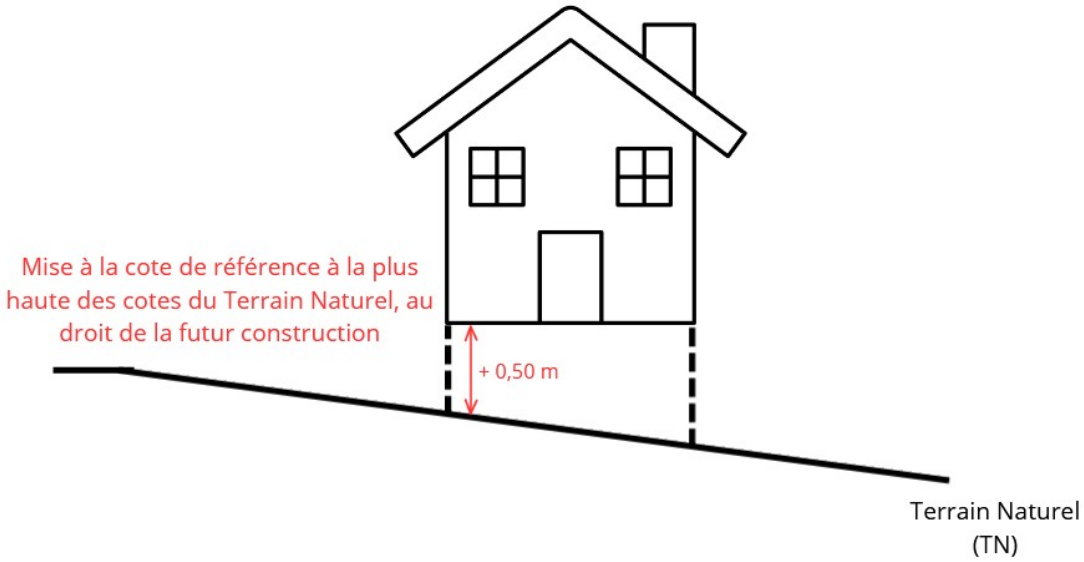
- les **enjeux*** faibles, constitués des zones non urbanisées, agricoles et naturelles.
- les **enjeux*** forts, constitués des zones d'habitats, d'activités, et les captages d'eau potable.

## I. 6. Le risque

Le risque est le croisement de l'**aléa*** et des **enjeux***.

## I. 7. La cote de référence*

La **cote de référence*** à prendre en considération pour l'élaboration des nouvelles constructions autorisées est fixée à 0,50 m par rapport à la plus haute des cotes du terrain naturel au droit de la future construction.




Pour des explications plus détaillées, se reporter à la note de présentation.

# Titre II - Effets du PPRr

Conformément à l'article L.562-1 du code de l'Environnement, les dispositions du règlement du présent PPRr consistent en des interdictions visant l'occupation ou l'utilisation des sols et en des **prescriptions*** et des recommandations destinées à prévenir les dommages sur les **biens et activités existants*** ou à venir.

Selon l'article L.562-4 du code de l'Environnement, **le présent PPRr approuvé vaut servitude d'utilité publique.**

Le règlement du présent PPRr s'appuie sur la carte de zonage établie à partir du croisement entre la cartographie des **enjeux*** définis avec les collectivités et la cartographie des **aléas***.

La nature et les conditions d'exécution des mesures de prévention prises pour l'application du règlement du présent PPRr sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du **maître d'ouvrage*** ou du propriétaire du bien et du maître d'œuvre concernés par les projets visés. Les propriétaires sont également tenus d'assurer les opérations de gestion et d'entretien nécessaires pour maintenir la pleine efficacité de ces mesures.

Le PPRr s'applique également sans **préjudice*** de l'application des autres législations et réglementations en vigueur. Ainsi, en cas de différences entre les règles fixées par une législation ou un règlement en vigueur (par exemple un plan local d'urbanisme) et celles du PPRr, ce sont toujours les règles les plus contraignantes qui s'appliquent.

## II. 1. PPRr, Plan Local d'Urbanisme (PLU) et Code des assurances

Conformément à l'article L.562-3 du code de l'Environnement, le plan de prévention des risques naturels prévisibles est approuvé par arrêté préfectoral après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'Environnementet après avis des conseils municipaux des communes sur le territoire desquelles il doit s'appliquer.

Conformément à l'article L.562-4 du code de l'Environnement, **le présent PPRr approuvé vaut servitude d'utilité publique.** A ce titre, il doit être **annexé au Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi).** Conformément à l'article L.153-60 du code de l'Urbanisme. Si cette formalité n'a pas été effectuée dans le délai de trois mois, l'autorité administrative compétente de l'État y procède d'office.

Les dispositions du règlement du présent PPRr ne préjugent pas de règles d'urbanisme éventuellement plus restrictives, contenues dans le PLU ou PLUi.

Conformément à l'article L.562-5 du code de l'Environnement, le non-respect des dispositions du présent PPRr est puni des peines prévues à l'article L.480-4 du code de l'Urbanisme.

Selon les dispositions de l'article L.125-6 du code des Assurances, l'obligation de garantie de l'assuré contre les effets des catastrophes naturelles prévues à l'article L.125-1 du même code ne s'impose pas aux entreprises d'assurance, à l'égard des activités et des biens immobiliers exploités ou construits en violation des règles prescrites. Toutefois, cette dérogation ne peut intervenir que lors de la souscription initiale ou du renouvellement du contrat d'assurance.
En application du même article du code des Assurances, l'assureur peut également (lors de la souscription initiale ou du renouvellement du contrat), sur décision du bureau central de tarification, procéder à des abattements spéciaux sur les indemnités à verser (augmentation de la

franchise) si le propriétaire ou l'exploitant ne se conforme pas aux mesures de réduction de la **vulnérabilité*** rendues obligatoires par le PPR dans le délai prescrit (ou à défaut 5 ans) sur les **biens et activités existants*.**

## II. 2. Dans le cadre de la délivrance des autorisations d'urbanisme

Le règlement et le zonage réglementaire sont opposables à toute personne publique ou privée qui entreprend des constructions, installations, aménagements, travaux ou activités.

Dans tout le périmètre du PPRr, les conditions ci-après s'imposent en sus de la réglementation en matière d'urbanisme :

- toute demande d'autorisation d'occupation ou d'utilisation du sol dans la zone inondable du PPRr devra être accompagnée des éléments d'information permettant d'apprécier la conformité du projet aux règles d'urbanisme instituées par le règlement du PPRr ;

- les constructions, installations, aménagements, travaux ou activités non soumis à un régime de déclaration ou d'autorisation préalable sont édifiés ou entrepris sous la seule responsabilité de leurs auteurs dans le respect des dispositions du présent PPRr ;

- conformément à l'article R.431-9 du code de l'Urbanisme, « lorsque le projet est situé dans une zone inondable délimitée par un plan de prévention des risques, les cotes du plan de masse sont rattachées au système altimétrique de référence de ce plan ». Dans le cadre du présent PPRr, il s'agit du Nivellement Général de la France par l'Institut Géographique National en 1969 (**NGF*** IGN 69), système altimétrique dans lequel devront être affichées la cote du terrain naturel, la **cote de référence*** et la cote des différents niveaux de planchers bâtis ;

- conformément à l'article R.431-16 du code de l'Urbanisme, lorsque la réalisation d'une étude préalable permettant de déterminer les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation d'un projet est requise au titre du présent règlement, une attestation établie par l'architecte du projet ou par un expert certifiant la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte ces conditions au stade de la conception devra être jointe au dossier de demande de permis de construire.

Ces études sont à la charge du **maître d'ouvrage*** et doivent être réalisées et signées par un bureau d'étude compétent (architecte du projet ou expert). Les maîtres d'ouvrage ont l'obligation de respecter les mesures préconisées par ces études.

## II. 3. Les constructions existantes à la date d'approbation du PPRr

Les **biens et activités existants***, régulièrement construits ou exercés antérieurement à la publication du PPRr continuent de bénéficier du régime général de garantie des assurances prévu par la loi.

En application de l'article R.562-5 du code de l'Environnement, les mesures de prévention obligatoires prévues par le PPRr (Titre VIII du présent règlement) concernant les biens existants antérieurement à la publication de ce plan ne peuvent entraîner un coût supérieur à 10 % de la valeur vénale ou estimée des biens à la date d'approbation du présent PPRr.

**Le respect des dispositions du PPRr :**

- relève de l'entière responsabilité des pétitionnaires et des maîtres d'ouvrage ;

- conditionne la possibilité pour l'assuré de bénéficier de la réparation des dommages matériels directement occasionnés par l'intensité anormale d'un agent naturel lorsque l'état de catastrophe naturelle sera constaté par arrêté interministériel.

**Enfin, le non-respect des dispositions du PPRr est puni des peines prévues à l'article L.562-5 du code de l'Environnement.**

## II. 4. Informations Acquéreurs Locataires (IAL)

Il est rappelé que les dispositions du code de l'Environnement (article L.125-5 et R.123-23 à R.123-25) relatives à l'information des acquéreurs et locataires s'appliquent pour toute vente ou location de biens immobiliers situés dans les zones couvertes par le présent PPRr et donnent notamment lieu à un état des risques établi conformément à l'article R.125-24 du code de l'Environnement.

L'annonce relative à la vente ou la location d'un bien pour lequel doit être établi l'état des risques quel que soit son support de diffusion, comporte la mention suivante : « Les informations sur les risques auxquels ce bien est exposé sont disponibles sur le site Géorisques : www. georisques. gouv. fr ».

L'état des risques établi depuis moins de six mois est remis lors de la première visite de l'immeuble au potentiel acquéreur par le vendeur ou au potentiel locataire par le bailleur.
L'état des risques est actualisé par le promettant, le réservant, le vendeur ou le bailleur, selon le cas, si les informations qu'il contient ne sont plus exactes à la date de signature de la promesse de vente, du contrat préliminaire en cas de vente en l'état futur d'achèvement, de l'acte authentique ou du contrat de bail, auquel il doit être annexé.

## II. 5. La révision ou modification du PPRr

Le présent PPRr pourra être révisé, révisé partiellement ou modifié ultérieurement pour tenir compte d'une évolution significative de la connaissance des risques et du contexte et ce conformément à l'article L.562-4-1 du code de l'Environnement.
Le PPRr peut également être adapté dans les conditions définies à l'article L.300-6-1 du code de l'Urbanisme.

## II. 6. Les recours contre le PPRr

Les dispositions du présent PPRr valent servitude d'utilité publique et entraînent, par leur annexion aux documents d'urbanisme des communes, des limitations aux droits de construire. Dès lors, l'arrêté qui approuve le présent PPRr est susceptible de faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux (2) mois à compter de la date de sa publication au registre des actes administratifs de l'Yonne.

# Titre III – Réglementation des projets

## III. 1. Contenu du règlement

Conformément aux articles L.562-1 et R.562-3-3° du code de l'Environnement, le règlement du PPRr comporte des interdictions et des **prescriptions***, ainsi que des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde, des mesures de réduction de la **vulnérabilité*** des biens existants.

Ces règles concernent les **projets nouveaux***, mais aussi les projets pour les **biens et activités existants*** et, plus généralement, l'usage des sols.

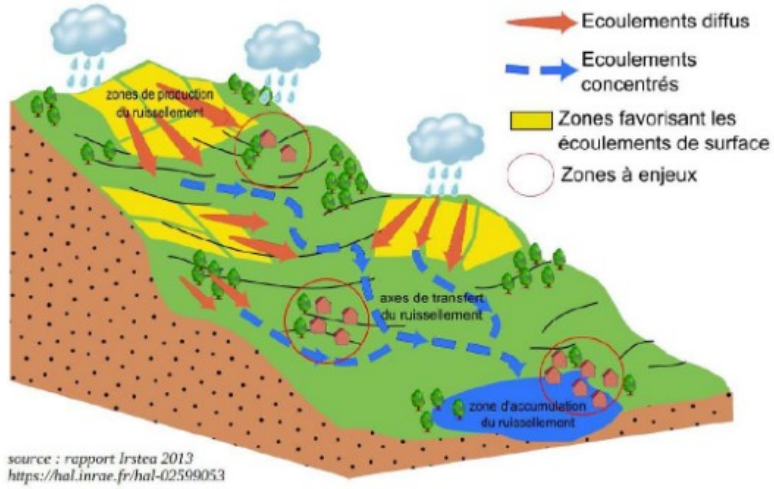
**Un projet est défini comme tout ouvrage, construction, installation, aménagement ou exploitation agricole, forestière, artisanale, commerciale ou industrielle susceptible d'être réalisé. Les projets, dont il est question, sont ceux établis à la demande du pétitionnaire.**

**Bien qu'ils concernent des biens existants, les projets d'extension*, de changement de destination* ou de reconstruction* après sinistre* sont, comme tout projet nécessitant une déclaration de travaux ou l'obtention préalable d'un permis de construire ou d'un permis d'aménager, réglementés au titre des projets.**

## III. 2. Principe de zonage

Les différentes zones réglementées du présent PPRr sont identifiées en fonction du niveau d'**aléa*** et du croisement avec les **enjeux***.
**La note de présentation précise les modalités de caractérisation des aléas*, d'identification des enjeux* et de détermination des zonages réglementaires.**

Trois types de zone sont définies : Les zones de production (écoulement diffus) classés en trois zones distinctes suivant l'intensité de l'aléa et en fonction des enjeux situés en aval, les axes de concentration du ruissellement, et les zones d'accumulation des eaux en secteur urbanisé ou non urbanisé.




- Zones de production du ruissellement

Les **zones de production** de ruissellement correspondent aux coteaux et points hauts. Sont des zones de départ des écoulements suite aux précipitations, le ruissellement y est diffus.

Trois zonages réglementaires (V1, V2, V3) caractérisent ces zones de production suivant la classe d'aléa et les enjeux situés en aval, susceptibles d'être impactés par le ruissellement.

Sont considérés comme des **enjeux*** forts, les bâtis concentrés ou diffus, les zones d'activités et les captages d'eau potable.

Sont considérés comme des enjeux* faibles les espaces naturels et agricoles.

Ainsi, le zonage des zones de production a été déterminé à partir du croisement entre le niveau d'**aléa*** d'un sous-bassin versant et le type d'**enjeux*** situé à l'aval de cette zone.

| | Enjeux faibles | Enjeux forts |
|---|---|---|
| Aléa très faible | **Zonage V1** | **Zonage V1** |
| Aléa faible | **Zonage V1** | **Zonage V2** |
| Aléa moyen | **Zonage V2** | **Zonage V3** |
| Aléa fort | **Zonage V2** | **Zonage V3** |

Les **axes d'écoulements** désignent les secteurs de concentration des écoulements qui devient linéaire. Ainsi, la masse d'eau, devenue plus importante, favorise le phénomène d'érosion, et crée des coulées de boues. C'est un secteur à risque, quel que soit le type d'**enjeux***, un zonage orange a été retenu.

Les zones d'accumulation des eaux sont des points, cuvettes topographiques ou des surfaces rencontrant des obsatcles bloquant le ruissellement. Réglementairement, elles sont classées en zone rouge ou bleue à partir de la superposition des **enjeux*** et de l'**aléa*** accumulation.

| | Habitat concentré, diffus et zones d'activités | Espaces agricoles et naturels | Espaces verts de sports et de loisirs |
|---|---|---|---|
| Aléa accumulation | **Zonage bleu** | **Zonage rouge** | **Zonage rouge** |

Lorsqu'une unité foncière se compose de deux niveaux de zonage, il faut alors se référer à la Fiche n°6 du Titre X - Annexes.

# Titre IV - Règlementation des axes de ruissellement

Les **axes de ruissellement,** délimités en orange, sur les cartes de zonage réglementaire sont des secteurs linéaires (chemins, dépressions, voies publiques..) où la masse d'eau se concentre, favorisant ainsi le phénomène d'érosion et la création de coulées de boues. C'est un secteur à risque, quel que soit le type d'**enjeux***.

Les **objectifs** du classement en zone axe de ruissellement sont :

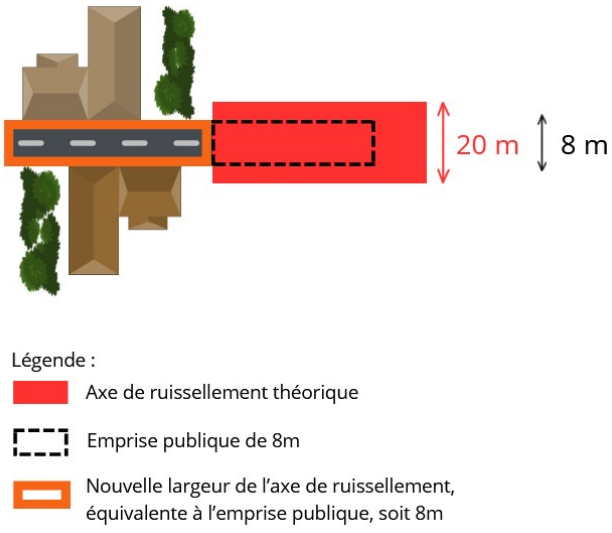
- l'interdiction d'implantation humaine permanente ;
- l 'interdiction d'implantation de nouveaux biens ;
- la non aggravation du risque ;
- la préservation des capacités d'infiltration des sols.

Les projets doivent être réalisés en mettant en œuvre les MESURES DE PRÉVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE, du Titre VIII – Mesure de prévention, de protection et sauvegarde, notamment les parties VIII. 2. et VIII. 3. relatives respectivement aux entreprises et aux constructions.

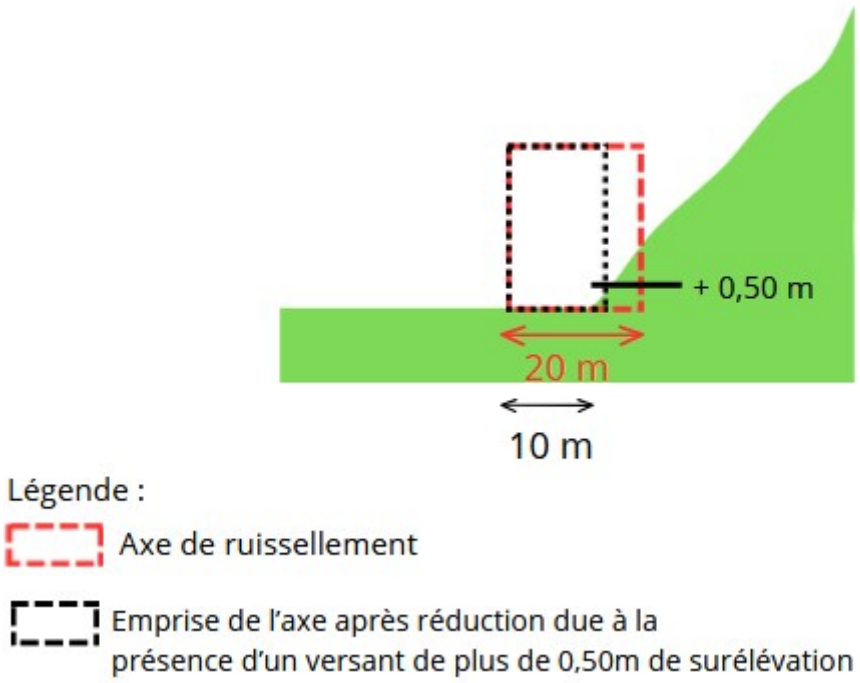
**Définition de la zone orange**

Règle générale :
L'emprise de la zone orange est constituée d'une bande de 20 m à partir du centre de l'axe de ruissellement figurant sur la carte de zonage réglementaire.
Le secteur de ruissellement est défini en considérant une bande totale de 20m, soit 10 mètres de part et d'autre du centre de l'axe, figurant sur la carte de zonage.

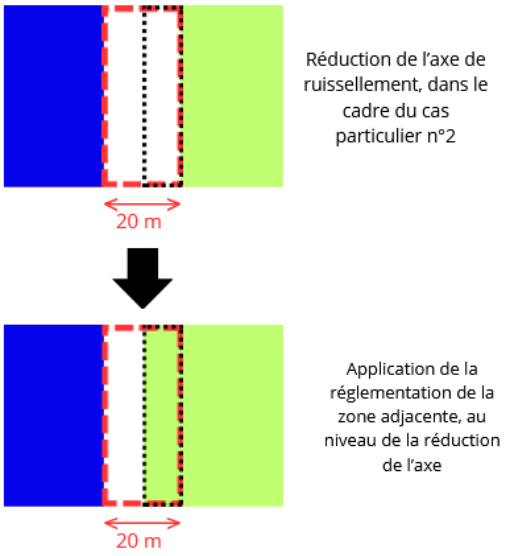
**Cas particulier n°1 : Rues ou voies en zones urbaines**
Dans les zones urbaines, délimitées par les cartes jointes à la Fiche 7 - Cartes des zones urbaines par communes du Titre X – Annexes, la largeur des axes de ruissellement est ramenée à celle de l'emprise de la rue ou de la voie.



**●Cas particulier n°2 :**
Dans le cas où un versant présente une surélévation d'au moins 50 cm par rapport à son point bas, au niveau du périmètre de l'axe d'écoulement, une réduction de la largeur de cette bande peut être envisagée uniquement à l'emplacement de la surélévation.
Toutefois, cette réduction ne peut être appliquée qu'après une étude spécifique de chaque situation, au cas par cas.

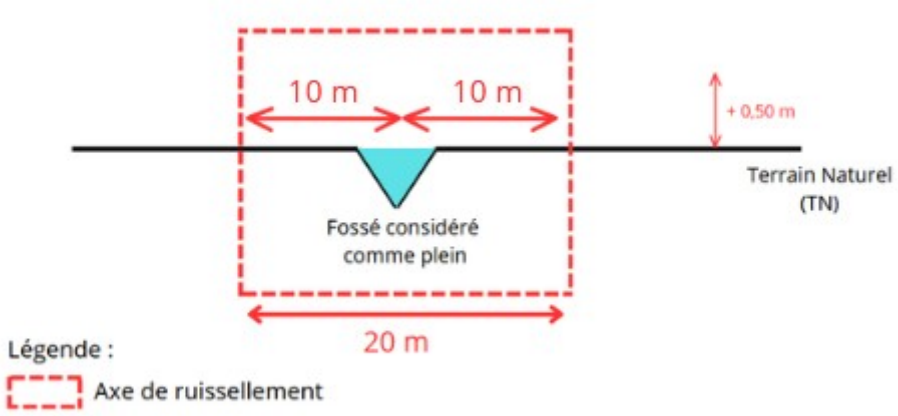



À noter que lorsque l'axe de ruissellement est réduit, la réglementation applicable à la zone réduite est celle de la zone qui la jouxte directement.
*Exemple : si l'axe est bordé par deux zones distinctes (ex : zones bleue ou verte V1), c'est la réglementation de la zone directement adjacente qui s'applique là où l'axe est réduit.*




**Cas particulier n°3 : Axe d'écoulement constitué par un cours d'eau ou un fossé**

Si un axe d'écoulement est constitué par un fossé ou un cours d'eau. Ce dernier étant considéré comme plein, la surélévation de 50 cm est mesurée à partir du haut du fossé, et en dehors de la bande de 20m de l'axe, soit 10m de part et d'autre à partir du centre de l'axe.



## IV. 1. PROJETS NOUVEAUX*

### IV. 1. 1. Interdictions :

À l'exception de ceux expressément listés au paragraphe IV.1.2 ci-dessous, **tous les projets nouveaux* sont interdits dans le périmètre de l'axe de ruissellement.**

### IV. 1. 2. Autorisations :

**Sont admis à la cote de référence* (minimum 0,50 m par rapport à la plus haute des cotes du terrain naturel au droit de la future construction) :**

✔ **La reconstruction*** des constructions existantes pour l'ensemble des catégories de constructions après démolition volontaire totale ou partielle ou destruction causée par un **sinistre*** autre que l'inondation ou les coulées de boues.
Cette **reconstruction*** peut s'effectuer sur un autre emplacement que la construction initiale et sur la même **unité foncière***.
Elle ne doit pas conduire à augmenter l'**emprise au sol*** initiale de la construction existante avant destruction, et doit respecter la mise en œuvre des mesures de sauvegarde, de protection et de réduction de la **vulnérabilité*** prévues au Titre VIII.
Cette reconstruction devra également mettre en place une gestion des eaux pluviales à l'unité foncière. Cette disposition vise à ne pas augmenter les eaux ruisselées à l'aval des terrains supportant les projets autorisés.

Sauf impossibilité, la gestion des eaux pluviales à la parcelle s'effectuera en privilégiant l'évacuation de celles-ci par **infiltration dans le sol** (noues, bassins, cuves, tranchées drainantes, etc...).Le **volume de rétention** considéré sera calculé sur une pluie de période de retour de **30 ans** (voir Fiche 1 du Titre X - Annexes). Afin d'atteindre le volume de rétention requis par le calcul de gestion des eaux pluviales à la parcelle, **plusieurs aménagements** peuvent être implantés. La capacité d'infiltration de chaque aménagement, une fois additionnée, devra être équivalente au volume total déterminé par le calcul. Ces aménagements devront être matérialisés (marquages visibles au-dessus de la hauteur d'eau en cas d'inondation).

Si **impossibilité** due :

- à la spécificité pédologique des sols en place au droit du projet,
- à l'appartenance du projet à un périmètre de protection de captage d'eau potable,
- à la présence d'une nappe susceptible d'interférer sur la capacité d'infiltration de l'aménagement,

le projet devra prévoir le rejet des eaux pluviales, après régulation, vers le milieu récepteur superficiel (cours d'eau, fossé, etc.) ou à défaut vers la canalisation publique, sous réserve de l'accord du propriétaire.

À ce titre, une étude de perméabilité est recommandée, en cas de doute sur la nature karstique du sol. La mise en œuvre d'un prétraitement des eaux pluviales pourra être exigée du pétitionnaire en fonction de la nature des activités exercées ou des **enjeux*** de protection du milieu naturel environnant.

Le stockage nécessaire à la rétention des eaux, pour atteindre l'objectif de régulation précité, sera dimensionné de telle façon que les surfaces imperméabilisées ne génèrent pas un ruissellement excédant le rejet naturel avant travaux.

**Sont admis au niveau du Terrain Naturel (TN):**

✔ **Les clôtures et les portails :**

- Hors zone urbaine : sous réserve qu'ils assurent une transparence hydraulique en cas de ruissellement ;
- En zone urbaine : à condition qu'ils soient ajourés sur les deux tiers de la surface située sous la **cote de référence*** (minimum 0,50 m par rapport à la plus haute des cotes du terrain naturel au droit de la future construction).

*Se référer aux cartes de la Fiche 7 – Carte des zones urbaines par communes, du Titre X – Annexes.*

✔ Les **travaux d'aménagements hydrauliques** destinés à améliorer l'écoulement ou le stockage des eaux et à réduire les risques. Plus précisément, les travaux de nature à réduire les risques, sous réserve qu'ils n'augmentent pas la **vulnérabilité***, ni l'imperméabilisation.

✔ Les **pacages**, les cultures y compris les vignes, **la plantation, la gestion et l'entretien de haies, et d'arbres.**

✔ **Les réseaux enterrés**, sous réserve qu'ils n'entraînent pas une augmentation de l'imperméabilisation des sols, dont l'état est considéré à la date d'approbation du PPRr.

✔ **Les centrales hydro-électriques** y compris les constructions annexes directement liées, et justifiées par le mémoire technique du projet (locaux techniques, poste de transformation électrique…), lorsque l'axe de ruissellement est un cours d'eau.

✔ **La pose d'ombrières** (seulement celles intégrant un procédé de production d'énergie renouvelable) sur des parcs de stationnement existants, sans limite d'**emprise au sol***, à condition d'être ancrées afin de résister aux crues et que le bas des panneaux se trouve au-dessus de la **cote de référence***.

✔ **Les installations et constructions relatives à la production d'énergie renouvelable** (excepté les centrales hydro-électriques faisant l'objet du point suivant).
Sur la base d'une expertise hydraulique, l'étude devra démontrer que le projet est transparent en termes d'écoulement des eaux et n'aggrave pas le risque d'inondation par ruissellement. L'étude listera les mesures de réduction de la **vulnérabilité*** retenues pour les constructions : matériaux imputrescibles, démonstration de la suffisance des ancrages (fondations et structures porteuses des panneaux, des clôtures, des postes électriques…) pour résister aux embâcles et éviter l'arrachement, respecter le sens d'écoulements, etc.
Le bas des panneaux photovoltaïques devra se trouver à la **cote de référence*** (0,50 m par rapport à la plus haute des cotes du terrain naturel au droit de la future construction).
Les constructions d'une **emprise au sol*** maximale de 30 m² (locaux techniques, gardiennage, stockage…) sont autorisées à la **cote de référence*** (0,50 m par rapport à la plus haute des cotes du terrain naturel au droit de la future construction) si la démonstration est faite qu'aucune autre solution n'est envisageable hors zone inondable.
Les réseaux secs devront être enterrés et étanches, prolongés au-dessus de la **cote de référence*** lorsqu'ils sortent de terre. Le projet doit comporter un dispositif de coupure automatique de la production électrique en cas de crue.

### IV. 1. 3. Prescriptions* :

Les projets autorisés devront respecter les **prescriptions*** suivantes :

✔ La création de **sous-sols** (plancher sous le terrain naturel) est interdite.

✔ Tout obstacle à l'écoulement, inutile ou abandonné, doit être éliminé.

## IV. 2. BIENS EXISTANTS

### IV. 2. 1. Interdictions :

À l'exception de ceux expressément listés au paragraphe IV.2.2 ci-dessous, **tous les travaux, constructions, installations sont interdits.**

### IV. 2. 2. Autorisations avec prescriptions* :

✔ **Le changement de destination*** des constructions existantes pour l'ensemble des catégories de constructions, hors création d'établissements sensibles, et à condition qu'il implique une diminution significative de l'exposition aux risques des personnes et des biens, et qu'aucune personne ne puisse être exposée au risque de façon permanente sous la **cote de référence*** (minimum 0,50 m par rapport à la plus haute des cotes du terrain naturel au droit de la future construction).

✔ **Les travaux d'entretien et de gestion courants** des constructions existantes tels que les traitements de façade, la création d'ouvertures (à réaliser au-dessus de la **cote de référence***) et les réfections de toiture, ainsi que les travaux destinés à réduire la **vulnérabilité*** et la mise aux normes.

✔ **L'aménagement interne** et/ou la mise aux normes dans le volume des constructions existantes pour l'ensemble des catégories de constructions y compris les établissements sensibles, à condition de ne pas augmenter le nombre de personnes exposées au risque et la **vulnérabilité*** des biens. **L'aménagement de sous-sols** (plancher sous le terrain naturel) est **interdit**.

✔ La **démolition-reconstruction*** des **clôtures et portails existants** dans les conditions similaires aux clôtures admises en tant que **projets nouveaux*** :

- Hors zone urbaine : sous réserve qu'ils assurent une transparence hydraulique en cas de ruissellement ;
- En zone urbaine : à condition qu'ils soient ajourés sur les deux tiers de la surface située sous la **cote de référence*** (minimum 0,50 m par rapport à la plus haute des cotes duau terrain naturel au droit de la future construction).

*Se référer aux cartes de la Fiche 7 – Carte des centres urbains par communes, du Titre X – Annexes.*

✔ Tout obstacle à l'écoulement, inutile ou abandonné, doit être éliminé.

# Titre V - Règlementation de la zone rouge

La **zone rouge** délimitée sur les cartes de zonage réglementaire est une zone d'accumulation. Elle comprend des zones non urbanisées, ou peu urbanisées. C'est une zone à préserver de toute urbanisation nouvelle.

Les **objectifs** du classement en zone rouge sont :

- la limitation d'implantation humaine permanente ;
- la limitation des biens exposés ;
- la préservation des capacités d'infiltration des sols.

Les projets doivent être réalisés en mettant en œuvre les MESURES DE PRÉVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE, du Titre VIII – Mesure de prévention, de protection et sauvegarde, notamment ceux des paragraphes VIII. 2. et VIII. 3. relatives respectivement aux entreprises et aux constructions.

## V. 1. PROJETS NOUVEAUX*

### V. 1. 1. Interdictions :

À l'exception de ceux expressément listés au paragraphe **V.1.2** ci-dessous, **tous les projets nouveaux* sont interdits.**

### V. 1. 2. Autorisations :

Les projets admis respecteront les dispositions listées dans le paragraphe **V. 1. 3.** P**rescriptions*** :

**Sont admis au-dessus de la cote de référence* (**0,50 m par rapport à la plus haute des cotes du terrain naturel au droit de la future construction) **:**

✔ **Une extension* d'une emprise au sol* limitée à 20 m², en une seule et unique fois,** dont la nature n'augmente pas la capacité d'hébergement, **à l'exclusion des établissements sensibles***

Si le **respect de la cote de référence* s'avère structurellement et/ou fonctionnellement impossible**, l'extension pourra se faire dans le prolongement de l'existant. Le porteur de projet devra accompagner son dossier d'un **argumentaire technique précis et étayé** conclusif en ce sens.

✔ **La surélévation** des constructions existantes pour l'ensemble des catégories de constructions, sans augmentation du nombre de personnes exposées au risque d'inondation,

✔ **La reconstruction*** des constructions existantes pour l'ensemble des catégories de constructions après destruction volontaire totale ou partielle ou destruction causée par un **sinistre*** autre que l'inondation ou les coulées de boue.
Cette **reconstruction*** peut s'effectuer sur un autre emplacement que la construction initiale et sur la même **unité foncière***.
Elle peut être accompagnée ou non d'un **changement de destination***, sous réserve de :

- ne pas créer un **Établissement sensible***,
- ne pas créer de nouveaux **logements* supplémentaire**,
- ne pas augmenter la **vulnérabilité***.

Elle ne doit pas conduire à augmenter l'**emprise au sol*** initiale de la construction existante avant destruction et doit respecter la mise en œuvre des mesures de sauvegarde, de protection et de réduction de la **vulnérabilité*** prévues au Titre VIII.
Une **reconstruction*** au niveau du terrain naturel peut toutefois être tolérée sous réserve de justifier de l'impossibilité technique de la mise à la **cote de référence***.

✔ **Les installations de traitement des eaux usées collectives,** si les nécessités fonctionnelles des équipements ne permettent pas de les réaliser hors zone exposée et que le caractère d'inondabilité soit pris en compte.

**Sont admis au niveau du Terrain Naturel (TN):**

✔ **Les installations et constructions relatives à la production d'énergie renouvelable** (excepté les centrales hydro-électriques faisant l'objet du point suivant).
Sur la base d'une expertise hydraulique, l'étude devra démontrer que le projet est transparent en termes d'écoulement des eaux et n'aggrave pas le risque d'inondation par ruissellement. L'étude listera les mesures de réduction de la **vulnérabilité*** retenues pour les constructions : matériaux imputrescibles, démonstration de la suffisance des ancrages (fondations et structures porteuses des panneaux, des clôtures, des postes électriques…) pour résister aux embâcles et éviter l'arrachement, respecter le sens d'écoulements, etc.
Le bas des panneaux photovoltaïques devra se trouver à la **cote de référence*** (0,50 m par rapport à la plus haute des cotes du terrain naturel au droit de la future construction).
Les constructions d'une **emprise au sol*** maximale de 30 m² (locaux techniques, gardiennage, stockage…) sont autorisées à la **cote de référence*** (0,50 m par rapport à la plus haute des cotes du terrain naturel au droit de la future construction) si la démonstration est faite qu'aucune autre solution n'est envisageable hors zone inondable.
Les réseaux secs devront, soit être enterrés et étanches, soit prolongés au-dessus de la **cote de référence*** lorsqu'ils sortent de terre. Enfin, le projet doit comporter un dispositif de coupure automatique de la production électrique en cas de crue.

✔ Les **centrales hydro-électriques** y compris les constructions annexes directement liées, et justifiées par le mémoire technique du projet (locaux techniques, poste de transformation électrique…).

✔ **La pose d'ombrières** (seulement celles intégrant un procédé de production d'énergie renouvelable) sur des parcs de stationnement existants, sans limite d'**emprise au sol***, à condition d'être ancrées afin de résister aux crues.

✔ Les constructions et installations publiques, légères et limitées en **emprise au sol*** à 20 m² notamment kiosque, auvent, WC publics ainsi que l'ensemble du mobilier urbain, à condition de les ancrer au sol ;

✔ **Les piscines**, entièrement construites sous le niveau du terrain naturel, à condition d'être complètement ancrées au sol, enterrées et matérialisées par des marquages ayant une hauteur suffisante pour être visibles en cas d'inondation. Les piscines non-couvertes et entièrement construites sous le niveau du terrain naturel sont considérées comme sans limitation d'**emprise au sol***.
Les abris de piscines sont interdits à l'exception d'un volet ou rideau roulant.
**S'il est prévu un local** destiné à recevoir les **éléments techniques** nécessaires à la filtration de la piscine, le premier plancher devra être rehaussé à 0,50 m par rapport à la plus haute des cotes du terrain naturel au droit de la future construction.

✔ Les équipements de type **cuves, réserves incendie, et les systèmes d'assainissement non collectif,** nécessaires aux constructions admises, à condition d'être complètement ancrées au sol, ou enterrés sous le niveau du terrain naturel et ne générant pas d'exhaussement du sol.

✔ Les **travaux d'aménagements hydrauliques** destinés à améliorer l'écoulement ou le stockage des eaux et à réduire les risques, plus précisément, les travaux de nature à réduire les risques, sous réserve qu'ils n'augmentent pas la **vulnérabilité***, ni l'imperméabilisation.

✔ Les **annexes*** des constructions existantes :

- **ouvertes**, avec les côtés totalement ouverts, sur poteaux solidement ancrés au sol pour résister aux embâcles, et avec un plancher au niveau du terrain naturel et résistant aux inondations. L'**emprise au sol*** sera limitée à 30m².
- **fermées,** avec les côtés totalement ou partiellement fermés, et avec un plancher au niveau du terrain naturel résistant aux inondations. L'**emprise au sol *** ne devra pas dépasser 20m².

✔ **Les clôtures et les portails :**

- Hors zone urbaine : sous réserve qu'ils assurent une transparence hydraulique en cas de ruissellement ;
- En zone urbaine : à condition qu'ils soient ajourés sur les deux tiers de la surface située sous la **cote de référence*** (minimum 0,50 m par rapport au terrain naturel ).

*Se référer aux cartes de la Fiche 7 - Carte des zones urbaines par communes du Titre X – Annexes.*

✔ **Les occupations temporaires, liées aux manifestations,** pouvant être annulées ou interrompues avec une évacuation normale et complète des personnes et des biens (ancrées au sol mais démontables) dans un délai compatible avec la vigilance météorologique émise par Météo-France.

✔ Les **parcs** ou **espaces verts** sans augmentation de l'imperméabilisation.

✔ Les pacages, les cultures y compris les vignes, **la plantation, la gestion et l'entretien de haies, et d'arbres.**

✔ **Les serres** réalisées à l'aide de tubes cintrés ancrés au sol et recouvertes d'un film plastique, formant un tunnel, pour les cultures maraîchères en pleine terre uniquement. Celles-ci devront être dans le sens de l'écoulement.

✔ **La construction de parcs de stationnement**, sous réserve de :

- ne pas créer de niveau enterré ;
- ne pas remblayer ;
- utiliser un revêtement poreux ou raccorder à un dispositif de stockage et de traitement des eaux ou mettre en place une gestion des eaux pluviales composée d'aménagement issue de l'hydraulique douce (noues, fossés, haies, etc.) ;
- comporter une structure de chaussée résistant à l'**aléa*** ruissellement et favorisant l'infiltration de l'eau ;
- ne pas accentuer l'écoulement des eaux, ni aggraver les risques ;
- respecter les dispositions du paragraphe **VIII. 1. 8. Aires de stationnement**

✔ **La réalisation d'espaces de loisirs de plein air**, dont les installations devront êtres ancrées au sol, capables de résister aux affouillements, sans création de remblai et permettre ainsi le libre

écoulement des eaux. Un local sanitaire est autorisé par espaces de loisirs, à condition que l'**emprise au sol*** ne dépasse pas 20m². Les éléments accessoires (bancs, tables, etc.) sont autorisés, à condition qu'ils soient ancrés au sol. Les espaces devront respecter les dispositions de l'article **1.8 du Titre VIII** relatif à l'affichage du risque et être rendus inaccessibles en cas d'inondation.

✔ **Les travaux d'infrastructures publiques,** les équipements d'infrastructures nécessaires au fonctionnement des services publics et des réseaux d'intérêt public, y compris la pose de lignes et de câbles, à condition que ces équipements ne puissent être implantés sur des espaces moins exposés**,** ainsi que leurs voies de desserte sous 5 conditions :

- leur réalisation hors zone exposée n'est pas envisageable pour des raisons techniques et/ou financières ;
- il n'y aura notamment aucune création d'activité de restauration, ni d'habitation ;
- le parti retenu parmi les différentes solutions (dont les solutions hors zone exposée) présentera le meilleur compromis technique, économique et environnemental ;
- les ouvrages, tant au regard de leurs caractéristiques, de leur implantation que de leur réalisation, ne doivent pas augmenter les risques en amont et en aval ;
- la finalité de l'opération ne doit pas permettre de nouvelles implantations en zone exposée.

✔ **Les carrières** autorisées en vertu des dispositions relatives aux installations classées, les équipements indispensables à leur fonctionnement ainsi que le stockage des matériaux afférent à ces carrières, à condition que ce stockage n'excède pas 40% d'**emprise au sol***. Lors des études d'impact, le risque de perturbation hydraulique ou du transport solide par captation par la carrière, devra être particulièrement étudié. Les aires de stockage des matériaux et des terres de découverte ne pourront pas être orientées transversalement au sens de l'écoulement des eaux.

### V. 1. 3. Prescriptions*

✔ Toute demande de permis de construire, doit comporter des cotes en 3 dimensions (art. R. 431-9 du code de l'Uranisme), rattachées au système Nivellement Général de la France (« cotes **NGF*** »).

✔ La création de **sous-sols** (plancher sous le terrain naturel) est interdite.

✔ **Une gestion des eaux pluviales à l'unité foncière*** doit être assurée pour chacun des projets de construction autorisés. Cette disposition vise à ne pas augmenter les eaux ruisselées à l'aval des terrains supportant les projets autorisés.

Sauf impossibilité, la gestion des eaux pluviales à l'unité foncière s'effectuera en privilégiant l'évacuation de celles-ci par **infiltration dans le sol** (noues, bassins, cuves, tranchées drainantes, etc...). Le **volume de rétention** considéré sera calculé sur une pluie de période de retour de **30 ans** (voir **Fiche 1 du Titre X - Annexes**). Afin d'atteindre le volume de rétention requis par le calcul de gestion des eaux pluviales à la parcelle, **plusieurs aménagements** peuvent être implantés. La capacité d'infiltration de chaque aménagement, une fois additionnée, devra être équivalente au volume total déterminé par le calcul. Ces aménagements devront être matérialisés (marquages visibles au-dessus de la hauteur d'eau en cas d'inondation).

Si **impossibilité** due :

- à la spécificité pédologique des sols en place au droit du projet,
- à l'appartenance du projet à un périmètre de protection de captage d'eau potable,

- à la présence d'une nappe susceptible d'interférer sur la capacité d'infiltration de l'aménagement,

le projet devra prévoir le rejet des eaux pluviales, après régulation, vers le milieu récepteur superficiel (cours d'eau, fossé, etc.) ou à défaut vers la canalisation publique, sous réserve de l'accord du propriétaire.

À ce titre, une étude de perméabilité est recommandée, en cas de doute sur la nature karstique du sol. La mise en œuvre d'un prétraitement des eaux pluviales pourra être exigée du pétitionnaire en fonction de la nature des activités exercées ou des **enjeux*** de protection du milieu naturel environnant.

Le stockage nécessaire à la rétention des eaux, pour atteindre l'objectif de régulation précité, sera dimensionné de telle façon que les surfaces imperméabilisées ne génèrent pas un ruissellement excédant le rejet naturel avant travaux.

✔ Sauf impossibilité technique justifiée, les ouvertures (portes, baies vitrées, etc.) ne doivent pas être positionnées dans le sens des écoulements (côté amont) et les constructions seront établies de façon à ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux (i.e. positionner la plus grande longueur du bâtiment parallèlement au sens des écoulements).

✔ Tout obstacle à l'écoulement, inutile ou abandonné, sera éliminé.

✔ Les remblais éventuels seront limités aux accès immédiats des bâtiments autorisés. Les talus seront au maximum de 1 mètre en vertical, pour 2 mètres en horizontal.

✔ Pour la mise à la **cote de référence***, les constructions seront réalisées sur **vide sanitaire inondable, aéré, vidangeable et non transformable ou sur pilotis**. En cas d'impossibilité technique justifiée ou si le coût de la mise en œuvre de cette prescription est disproportionné au regard du projet global, une mise à la **cote de référence*** par remblaiement est tolérée.

✔ Tous les remblais autorisés et réalisés en zone inondable, devront systématiquement faire l'objet de **mesures compensatoires volumétriques** [*exemple de réalisation : noues, lagunes, zone tampon humide articielle, bassins ou ouvrages maçonnés vidangeables, dont la profondeur devra être faible en cas de nappe phréatique élevée (cf site www.georisques.gouv.fr)*]. **Les mesures compensatoires volumétriques devront être effectuées à proximité du site, le dimensionnement de ces volumes doit être justifié.**

## V. 2. BIENS EXISTANTS

### V. 2. 1. Interdictions :

À l'exception de ceux expressément listés au paragraphe **V.2.2** ci-dessous, **tous les projets sur biens existants sont interdits**.

### V. 2. 2. Autorisations avec prescriptions* :

✔ **Le changement de destination*** des constructions existantes pour l'ensemble des catégories de constructions, hors création d'établissements sensibles, et à condition qu'il implique une diminution significative de l'exposition aux risques des personnes et des biens, et qu'aucune personne ne puisse être exposée au risque de façon permanente sous la **cote de référence*** (minimum 0,50 m par rapport à la plus haute des cotes du terrain naturel au droit de la future construction).

✔ **Les travaux d'entretien et de gestion courants** des constructions existantes tels que les traitements de façade, la création d'ouvertures (à réaliser au-dessus de la **cote de référence***) et les réfections de toiture, ainsi que les travaux destinés à réduire la **vulnérabilité*** et la mise aux normes.

✔ **L'aménagement interne** et/ou la mise aux normes dans le volume des constructions existantes pour l'ensemble des catégories de constructions y compris les établissements sensibles, à condition de ne pas augmenter le nombre de personnes exposées au risque et la **vulnérabilité*** des biens. **L'aménagement de sous-sols** (plancher sous le terrain naturel) est interdit.

✔ La **démolition-reconstruction*** des **clôtures et portails existants** dans les conditions similaires aux clôtures admises en tant que **projets nouveaux*** :

- Hors zone urbaine : sous réserve qu'ils assurent une transparence hydraulique en cas de ruissellement ;
- En zone urbaine : à condition qu'ils soient ajourés sur les deux tiers de la surface située sous la **cote de référence*** (minimum 0,50 m par rapport à la plus haute des cotes du terrain naturel au droit de la future construction. ).

*Se référer aux cartes de la Fiche 7– Carte des zones urbaines par communes, du Titre X – Annexes.*

✔ Tout obstacle à l'écoulement, inutile ou abandonné, doit être éliminé.

# Titre VI - Règlementation de la zone bleue

La **zone bleue** délimitée sur les cartes de zonage réglementaire est une zone urbanisée ou en cours d'urbanisation, soumise à un **aléa*** d'accumulation, où des **enjeux*** de territoire ont été identifiés.

Les **objectifs** du classement en zone bleue sont :

- l'adaptation des projets et des usages face au risque d'inondation ;
- le développement urbain sous réserve de **prescriptions*** spécifiques ;
- la conservation des capacités d'écoulement.

Les projets doivent être réalisés en mettant en œuvre les MESURES DE PRÉVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE, du Titre VIII et notamment celles des paragraphes VIII. 2. et VIII. 3. relatives respectivement aux entreprises et aux constructions.

## VI. 1. PROJETS NOUVEAUX*

### VI. 1. 1. Interdictions :

À l'exception de ceux expressément listés au paragraphe **VI. 1.2** ci-dessous, **tous les projets nouveaux* sont interdits.**

### VI. 1. 2. Autorisations :

Les projets admis respecteront les **prescriptions*** listées dans le paragraphe **VI. 1. 3. Prescriptions***

Sont admis au-dessus de la cote de référence* (0,50 m par rapport à la plus haute des cotes du terrain naturel au droit de la future construction) :

✔ La création et l'**extension* de l'ensemble des catégories de constructions, à l'exclusion des établissements sensibles**.

Le coefficient d'**emprise au sol*** des constructions existantes et projetées, **annexes*** incluses, sera au plus égal à :

- **70 % en zone urbaine***, par rapport à la surface de l'**unité foncière*** faisant l'objet de la demande d'autorisation **incluse dans la zone bleue**
- **50 % hors zone urbaine***, par rapport à la surface de l'**unité foncière*** faisant l'objet de la demande d'autorisation **incluse dans la zone bleue**.

***Cas particulier n°1 :***

Dans le cas d'une **extension***, ou d'une mise aux normes**, si le respect de la cote de référence* s'avère structurellement et/ou fonctionnellement impossible**, le porteur de projet devra accompagner son dossier d'un **argumentaire technique précis et étayé** conclusif en ce sens.

Dans ce cas précis, l'**extension*** se fera dans le prolongement de l'existant et sera **plafonnée à 20 %** de l'**emprise au sol*** des constructions existantes incluses dans la zone bleue, ou de 30m² et ce, **en une seule et unique fois** (non cumulatif).

***Cas particulier n°2 :***

**Les établissements de commerces et d'activités de services existants, affectés au stockage** où dans lesquels s'exercent des manutentions manuelles au sens de l'article R4541-2 du code du Travail[1], peuvent être étendus au niveau du terrain naturel, dans une limite de :

- **70 % dans le centre urbain***, par rapport à la surface de l'**unité foncière*** faisant l'objet de la demande d'autorisation **incluse dans la zone bleue ;**
- **50 % hors centre urbain***, par rapport à la surface de l'**unité foncière*** faisant l'objet de la demande d'autorisation **incluse dans la zone bleue**.

Cette exception est possible, lorsque la mise hors d'eau du bâtiment est de nature à compromettre le fonctionnement de l'établissement, notamment en cas d'impossibilité de circulation des engins de levage du fait des pentes engendrées, sous réserve que les biens stockés dans ces bâtiments soient insensibles à l'eau, qu'ils soient entreposés au-dessus de la **cote de référence*** et que les bâtiments soient ouverts, au moins, dans le sens de l'écoulement des eaux.

[1] « *On entend par manutention manuelle, toute opération de transport ou de soutien d'une charge, dont le levage, la pose, la poussée, la traction, le port ou le déplacement, qui exige l'effort physique d'un ou de plusieurs travailleurs* ».

✔ **L'extension* des établissements sensibles plafonnée à 20 %** de l'**emprise au sol*** des constructions existantes incluses dans la zone bleue et ce, **en une seule et unique fois** (non cumulatif).

✔ **La reconstruction*** des constructions existantes pour l'ensemble des catégories de constructions après démolition volontaire totale ou partielle ou destruction causée par un **sinistre*** autre que l'inondation ou les coulées de boues.
Cette **reconstruction*** peut s'effectuer sur un autre emplacement que la construction initiale sur la même **unité foncière***.
Elle peut être accompagnée ou non d'un **changement de destination***, sous réserve de:

- ne pas créer un **Établissement sensible***,
- ne pas créer de nouveaux **logements supplémentaires** *,
- ne pas augmenter la **vulnérabilité***.

Elle ne doit pas conduire à augmenter l'**emprise au sol*** initiale de la construction existante avant destruction et doit respecter la mise en œuvre des mesures de sauvegarde, de protection et de réduction de la **vulnérabilité*** prévues au Titre VIII du présent règlement.
Une **reconstruction*** au niveau du terrain naturel peut, toutefois, être tolérée sous réserve de justifier de l'impossibilité technique de la mise à la **cote de référence***.

✔ La création de **nouvelles aires de stockage de plein air,** notamment les aires de stockage des marcs de vignes, si les nécessités fonctionnelles avec les constructions existantes, explicitement détaillées dans une note jointe au dossier, ne permettent pas de les réaliser hors zone inondable. L'aménagement d'auvents sur ces aires de stockage est autorisé s'ils sont ouverts au moins sur deux côtés.

✔ **Les installations de traitement des eaux usées collectives,** si les nécessités fonctionnelles des équipements ne permettent pas de les réaliser hors zone exposée et que le caractère d'inondabilité par ruissellement soit pris en compte dans l'étude.

✔ **La pose d'ombrières** (seulement celles intégrant un procédé de production d'énergie renouvelable) sur des parcs de stationnement existants, sans limite d'**emprise au sol***, à condition d'être ancrées afin de résister aux crues.

**Sont admis au niveau du Terrain Naturel (TN) :**

✔ **Les installations et constructions relatives à la production d'énergie renouvelable** (excepté les centrales hydro-électriques faisant l'objet du point suivant),.
Sur la base d'une expertise hydraulique, l'étude devra démontrer que le projet est transparent en termes d'écoulement des eaux et n'aggrave pas le risque d'inondation par ruissellement. L'étude listera les mesures de réduction de la **vulnérabilité*** retenues pour les constructions : matériaux imputrescibles, démonstration de la suffisance des ancrages (fondations et structures porteuses des panneaux, des clôtures, des postes électriques…) pour résister aux embâcles et éviter l'arrachement, respecter le sens d'écoulements, etc.
Le bas des panneaux photovoltaïques devront se trouver à la **cote de référence*** (0,50 m par rapport à la plus haute des cotes du terrain naturel au droit de la future construction).
Les constructions d'une **emprise au sol*** maximum de 30 m² (locaux technique, gardiennage, stockage…) sont autorisées à la **cote de référence*** (0,50 m par rapport à la plus haute des cotes du terrain naturel au droit de la future construction) si la démonstration est faite qu'aucune autre solution n'est envisageable hors zone inondable.
Les réseaux secs devront, soit être enterrés et étanches, soit prolongés au-dessus de la **cote de référence*** lorsqu'ils sortent de terre. Enfin, le projet doit comporter un dispositif de coupure automatique de la production électrique en cas de crue.

✔ Les **centrales hydro-électriques** y compris les constructions annexes directement liées, et justifiées par le mémoire technique du projet (locaux techniques, poste de transformation électrique…).

✔ Les **travaux d'aménagements hydrauliques** destinés à améliorer l'écoulement ou le stockage des eaux et à réduire les risques. Plus précisément, les travaux de nature à réduire les risques, notamment ceux autorisés au titre de la loi sur l'eau et ceux réalisés dans le cadre d'un projet d'aménagement et de protection contre le ruissellement, sous réserve qu'ils n'augmentent pas la **vulnérabilité***, ni l'imperméabilisation.

✔ **Les piscines**, entièrement construites sous le niveau du terrain naturel, à condition d'être complètement ancrées dans le sol, enterrées et matérialisées par des marquages ayant une hauteur suffisante pour être visibles en cas d'inondation. Les piscines non-couvertes et entièrement construites sous le niveau du terrain naturel sont considérées comme sans limitation d'**emprise au sol***.

**S'il est prévu un local** destiné à recevoir les **éléments techniques** nécessaires à la filtration de la piscine, le premier plancher devra être rehaussé à la cote de référence (0,50 m par rapport à la plus haute des cotes du terrain naturel au droit de la future construction).

✔ Les équipements de type **cuves, réserves incendie, et les systèmes d'assainissement non collectif,** nécessaires aux constructions admises, à condition d'être complètement ancrées dans le sol, ou enterrés sous le niveau du terrain naturel et ne générant pas d'exhaussement du sol.

✔ Les **annexes*** de constructions existantes :
- **ouvertes**, avec les côtés totalement ouverts, sur poteaux solidement ancrés au sol pour résister aux embâcles, et avec un plancher au niveau du terrain naturel et résistant aux inondations. L'**emprise au sol*** sera limitée à 30m² ;
- **fermées,** avec les côtés totalement ou partiellement fermés, et avec un plancher au niveau du terrain naturel résistant aux inondations. Lemprise au sol ne devra pas dépasser 20m².

✔ Les constructions et installations publiques légères et limitées en **emprise au sol*** (20 m²), notamment kiosque, auvent, WC publics ainsi que l'ensemble du mobilier urbain, à condition de les ancrer au sol.

✔ **Les occupations temporaires, liées aux manifestations,** pouvant être annulées ou interrompues avec une évacuation normale et complète des personnes et des biens (ancrées au sol mais démontables) dans un délai compatible avec la vigilance météorologique émise par Météo-France.

✔ **Les clôtures et les portails :**

- Hors zone urbaine : sous réserve qu'ils assurent une transparence hydraulique en cas de ruissellement ;
- En zone urbaine : à condition qu'ils soient ajourés sur les deux tiers de la surface située sous la **cote de référence*** (minimum 0,50 m par rapport à la plus haute des cotes du terrain naturel au droit de la future construction).

*Se référer aux cartes de la Fiche 7– Carte des zones urbaines par communes du Titre X – Annexes.*

✔ Les **parcs** ou **espaces verts** sans augmentation de l'imperméabilisation.

✔ Les **pacages, la plantation, la gestion et l'entretien de haies, d'arbres, de culture**s dont les vignes.

✔ **Les serres** réalisées à l'aide de tubes cintrés ancrés au sol et recouvertes d'un film plastique, formant un tunnel, pour les cultures maraîchères en pleine terre uniquement. Celles-ci devront être dans le sens de l'écoulement.

✔ **La construction de parcs de stationnement**, sous réserve de :

- ne pas créer de niveau enterré ;
- ne pas remblayer ;
- utiliser un revêtement poreux ou être raccordée à un dispositif de stockage et de traitement des eaux ou mettre en place une gestion des eaux pluviales composée d'aménagement issue de l'hydraulique douce (nous, fossés, haies, etc.) ;
- comporter une structure de chaussée résistant à l'**aléa*** ruissellement et favorisant l'infiltration de l'eau ;
- ne pas accentuer l'écoulement des eaux, ni aggraver les risques ;
- respecter les dispositions du paragraphe **VIII. 1. 8. Aires de stationnement**.

✔ **La réalisation d'espace de loisirs de plein air**, dont les installations devront êtres ancrées au sol, capables de résister aux affouillements, sans création de remblai et permettre ainsi le libre écoulement des eaux. Un local sanitaire est autorisé par espaces de loisirs, à condition que l'**emprise au sol*** ne dépasse pas 20m². Les éléments accessoires (bancs, tables, etc.) sont autorisés, à condition qu'ils soient ancrés au sol. Les espaces devront respecter les dispositions de l'article 1.8 du Titre VIII relatif à l'affichage du risque et être rendus inaccessibles en cas d'inondation.

✔ **Les travaux d'infrastructures publiques,** (les équipements d'infrastructures nécessaires au fonctionnement des services publics et des réseaux d'intérêt public, y compris la pose de lignes et de câbles, à condition que ces équipements ne puissent être implantés sur des espaces moins exposés)**,** ainsi que leurs voies de desserte sous 5 conditions :

- leur réalisation hors zone exposée n'est pas envisageable pour des raisons techniques et/ou financières ;
- il n'y aura notamment aucune création d'activité de restauration, ni d'habitation ;
- le parti retenu parmi les différentes solutions (dont les solutions hors zone exposée) présentera le meilleur compromis technique, économique et environnemental ;

- les ouvrages tant au regard de leurs caractéristiques, de leur implantation que de leur réalisation, ne doivent pas augmenter les risques en amont et en aval ;
- la finalité de l'opération ne doit pas permettre de nouvelles implantations en zone exposée.

✔ **Les carrières** autorisées en vertu des dispositions relatives aux installations classées, les équipements indispensables à leur fonctionnement ainsi que le stockage des matériaux afférent à ces carrières, à condition que ce stockage n'excède pas 40% d'**emprise au sol***. Par ailleurs, lors des études d'impact, le risque de perturbation hydraulique ou du transport solide par captation par la carrière, devra être particulièrement étudié. Les aires de stockage des matériaux et des terres de découverte ne pourront pas être orientées transversalement au sens de l'écoulement des eaux.

### VI. 1. 3. Prescriptions* :

✔ Toute demande de permis de construire, doit comporter des cotes en 3 dimensions (art. R. 431-9 du code de l'Uranisme), rattachées au système Nivellement Général de la France (« cotes **NGF*** »).

✔ La création de **sous-sols** (plancher sous le terrain naturel) est interdite.

✔ Tout obstacle à l'écoulement, inutile ou abandonné, sera éliminé.

✔ **Une gestion des eaux pluviales à l'unité foncière*** doit être assurée pour chacun des projets de construction autorisés. Cette disposition vise à ne pas augmenter les eaux ruisselées à l'aval des terrains supportant les projets autorisés.

Sauf impossibilité, la gestion des eaux pluviales à la parcelle s'effectuera en privilégiant l'évacuation de celles-ci par **infiltration dans le sol** (noues, bassins, cuves, tranchées drainantes, etc...). Le **volume de rétention** considéré sera calculé sur une pluie de période de retour de 30 ans (voir Fiche 1 du Titre X - Annexes). Afin d'atteindre le volume de rétention requis par le calcul de gestion des eaux pluviales à la parcelle, **plusieurs aménagements** peuvent être implantés. La capacité d'infiltration de chaque aménagement, une fois additionnée, devra être équivalente au volume total déterminé par le calcul. Ces aménagements devront être matérialisés (marquages visibles au-dessus de la hauteur d'eau en cas d'inondation).

Si **impossibilité** due :
- à la spécificité pédologique des sols en place au droit du projet,
- à l'appartenance du projet à un périmètre de protection de captage d'eau potable,
- à la présence d'une nappe susceptible d'interférer sur la capacité d'infiltration de l'aménagement,

le projet devra prévoir le rejet des eaux pluviales, après régulation, vers le milieu récepteur superficiel (cours d'eau, fossé, etc.) ou à défaut vers la canalisation publique, sous réserve de l'accord du propriétaire.

À ce titre, une étude de perméabilité est recommandée, en cas de doute sur la nature karstique du sol. La mise en œuvre d'un prétraitement des eaux pluviales pourra être exigée du pétitionnaire en fonction de la nature des activités exercées ou des **enjeux*** de protection du milieu naturel environnant.

Le stockage nécessaire à la rétention des eaux, pour atteindre l'objectif de régulation précité, sera dimensionné de telle façon que les surfaces imperméabilisées ne génèrent pas un ruissellement excédant le rejet naturel avant travaux.

✔ Sauf impossibilité technique justifiée, les ouvertures (portes, baies vitrées, etc.) ne doivent pas être positionnées dans le sens des écoulements des eaux (côté amont) et les constructions seront établies de façon à ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux (i.e. positionner la plus grande longueur du bâtiment parallèlement au sens des écoulements).

✔ Pour la mise à la **cote de référence***, les constructions seront réalisées sur **vide sanitaire inondable, aéré, vidangeable et non transformable ou sur pilotis**. En cas d'impossibilité technique justifiée ou si le coût de la mise en œuvre de cette prescription est disproportionné au regard du projet global, une mise à la **cote de référence*** par remblaiement est tolérée.

✔ Les remblais éventuels seront limités aux accès immédiats des bâtiments autorisés. Les talus seront au maximum de 1 mètre en vertical, pour 2 mètres en horizontal.

✔ Tous les remblais autorisés et réalisés en zone inondable, devront systématiquement faire l'objet de **mesures compensatoires volumétriques** [*exemple de réalisation : noues, lagunes, bassins ou ouvrages maçonnés vidangeables, dont la profondeur devra être faible en cas de nappe phréatique élevée (cf site www.georisques.gouv.fr)*]. **Les mesures compensatoires volumétriques devront être effectuées à proximité du site, le dimensionnement de ces volumes doit être justifié.**

✔ Pour les constructions existantes antérieurement à la date d'approbation du PPRr et ayant **déjà atteint ou en passe de dépasser leur plafond de coefficient d'emprise au sol***, il pourra être autorisé, **en une seule et unique fois**, une augmentation de leur droit à construire dans la limite des nouveaux plafonds suivants :

- 20 m² d'**emprise au sol*** supplémentaire pour les constructions à vocation de **logement*** ou d'hébergement, **annexes*** incluses ;
- 20 % d'augmentation par rapport à l'**emprise au sol*** des constructions existantes situées en zone inondable, pour les constructions à vocation de commerces et activités de service, celles des secteurs secondaire et tertiaire et les constructions à vocations d'exploitation agricole et forestière, **annexes*** incluses.

## VI. 2. BIENS EXISTANTS

### VI. 2. 1. Interdictions :

À l'exception de ceux expressément listés au paragraphe **VI. 2. 2. Autorisations avec prescriptions**, **tous les projets des biens existants sont interdits**.

### VI. 2. 2. Autorisations avec prescriptions* :

✔ **Le changement de destination*** des constructions existantes pour l'ensemble des catégories de constructions, hors établissements sensibles, lorsqu'il entraîne une diminution significative de l'exposition aux risques des personnes et des biens, et ainsi n'augmente pas la **vulnérabilité***. Les mesures de réduction et de limitation de la **vulnérabilité*** tels que définit au Titre VIII du présent règlement devront êtres appliquées.

✔ **Les travaux d'entretien et de gestion courants** des constructions existantes tels que les traitements de façade, la création d'ouvertures (à réaliser au-dessus de la **cote de référence***) et les réfections de toiture, ainsi que les travaux destinés à réduire la **vulnérabilité***.

✔ **L'aménagement interne** et/ou la mise aux normes dans le volume des constructions existantes, situées **sous et au-dessus de la cote de référence* (**0,50 m par rapport à la plus haute des cotes du terrain naturel au droit de la future construction) pour l'ensemble des catégories de

constructions y compris les établissements sensibles, à condition de ne pas augmenter le nombre de personnes exposées au risque et la **vulnérabilité*** des biens.

✔ La **démolition-reconstruction*** des **clôtures et portails existants** dans les conditions similaires aux clôtures admises en tant que **projets nouveaux*** :

- Hors zone urbaine : sous réserve qu'ils assurent une transparence hydraulique en cas de ruissellement ;
- En zone urbaine : à condition qu'ils soient ajourés sur les deux tiers de la surface située sous la **cote de référence*** (minimum 0,50 m par rapport à la plus haute des cotes du terrain naturel au droit de la future construction).

*Se référer aux cartes de la Fiche 7 – Carte des zones urbaines par communesdu Titre X – Annexes.*

✔ La **démolition-reconstruction*** des **cabanes de jardins existantes** à condition de ne pas augmenter leur nombre total, de les ancrer au sol et sans en augmenter l'**emprise au sol***.

✔ Tout obstacle à l'écoulement pouvant être générateur d'embâcle, inutile ou abandonné, doit être éliminé.

# Titre VII - Réglementation de la zone verte

Les **zones vertes** délimitées sur les cartes de zonage réglementaire sont des zones de production et d'aggravation de l'**aléa***, le plus souvent situées en tête des sous bassins versants. Les dommages générés par des forts orages sont dus à des ruissellements d'eau de pluie que le sol des bassins versants du vallon qui n'absorbe pas ou peu par infiltration.

Les **objectifs** communs de ces zones sont :

- préserver, voire augmenter la capacité des sols à infiltrer l'eau de pluie, en augmentant la couverture végétale ;
- ralentir la propagation du phénomène en réalisant des freins hydrauliques enherbés ;
- intercepter des lames d'eau correspondant à des orages décennaux et trentennaux pour préserver les **enjeux*** situés en aval ;
- limiter les coulées de boues en développant des techniques culturales permettant de stabiliser les terres dans les parcelles viticoles.

Le délai de réalisation de l'ensemble des pratiques culturales, détaillées ci-après et rendues obligatoires, est :

- **de 5 ans pour les vignes en place,** à compter de la date d'approbation du Plan de Prévention des Risques de ruissellement et de coulées de boues ;
- **dans l'année pour les nouvelles vignes,** à compter de la date d'autorisation de changement d'occupation du sol si le défrichement est visé par le code Forestier et, sinon, à compter de la date effective du défrichement ou de la plantation des vignes.
  Le dossier de demande d'autorisation de changement d'occupation du sol (défrichement) devra être accompagné d'un projet définissant les caractéristiques techniques et de mise en œuvre des aménagements (**emprise au sol*** et capacité de stockage), prévus dans les zones vertes V1 et V2.

Le pétitionnaire devra veiller au bon entretien des aménagements mis en place.

Le présent règlement distingue les vignes existantes, déjà en place avant l'approbation du PPRr, des vignes nouvelles, dont la plantation est réalisée postérieurement à la date d'approbation du PPRr.

Lorsque la plantation et les pratiques culturales de la vigne font l'objet d'une réglementation par arrêté communal, ou par ce présent règlement, les dispositions les plus restrictives sont seules applicables.

La « *re-plantation* » d'une parcelle déjà affectée à la viticulture, y compris si elle intervient après l'approbation du PPRr, est assimilé à des « vignes existantes ».

La notion de « *parcelle* » à laquelle il est fait référence pour l'application des pratiques culturales, s'entend comme étant la zone de terrain comprise entre deux **tournières*** parallèles consécutives et perpendiculaires à la pente du terrain.

# Titre VII. 1. Réglementation de la zone verte V1

L'objectif du classement en zone V1 consiste à favoriser l'infiltration des écoulements dans le sol, afin de préserver les enjeux à l'aval.
Les zones V1 correspondent aux zones de production de l'**aléa*** situées en :

- secteurs naturels ou de cultures (vignes comprises) en zone d'**aléa*** très faible à faible ;
- secteurs urbanisés en zone d'**aléa*** très faible à faible.

## VII. 1. 1. PROJETS NOUVEAUX*

### VII. 1. 1. 1. Interdictions :

À l'exception de ceux expressément listés au paragraphe **VII.1.1.2** ci-dessous, **tous les projets nouveaux* sont interdits.**

### VII. 1. 1. 2. Autorisations au niveau du Terrain Naturel (TN) :

✔ La création et l'**extension* de l'ensemble des catégories de constructions**. Le coefficient d'**emprise au sol*** des constructions existantes et projetées, **annexes*** incluses, sera au plus égal à **70 %** par rapport à la surface de l'**unité foncière*** faisant l'objet de la demande d'autorisation. Pour les **constructions à usage agricole (y compris viticole)**, il pourra être admis :

- soit l'application du coefficient d'**emprise au sol*** de 70 % ;
- soit une emprise maximale limitée à 500 m².

✔ Dans le cas où le coefficient d'emprise de 70 % est atteint avant l'approbation du PPRr, le projet est autorisé dans une limite de 20 % supplémentaire de l'**emprise au sol*** de la construction déjà existante.

✔ **La reconstruction*** des constructions existantes pour l'ensemble des catégories de constructions après démolition volontaire totale ou partielle ou destruction causée par un **sinistre*** autre que l'inondation.
Cette **reconstruction*** peut s'effectuer sur un autre emplacement que la construction initiale sur la même **unité foncière***, et peut être accompagnée ou non d'un **changement de destination***.

✔ La création de **nouvelles aires de stockage de plein air**, sous réserve du libre écoulement des eaux de ruissellement. L'aménagement d'auvents sur ces aires de stockage est autorisé s'ils sont ouverts au moins sur deux côtés.

✔ **Les installations de traitement des eaux usées collectives,** sous réserve que le caractère d'inondabilité par ruissellement soit pris en compte dans l'étude.

✔ **Les installations et constructions relatives à la production d'énergie renouvelable** (excepté les centrales hydro-électriques faisant l'objet du point suivant).
Sur la base d'une expertise hydraulique, l'étude devra démontrer que le projet est transparent en termes d'écoulement des eaux et n'aggrave pas le risque d'inondation par ruissellement. L'étude listera les mesures de réduction de la **vulnérabilité*** retenues pour les constructions : matériaux imputrescibles, démonstration de la suffisance des ancrages (fondations et structures porteuses des

panneaux, des clôtures, des postes électriques…) pour résister aux embâcles et éviter l'arrachement, respecter le sens d'écoulements, etc.
Le bas des panneaux photovoltaïques devra se trouver à la **cote de référence*** (0,50 m par rapport à la plus haute des cotes du terrain naturel au droit de la future construction).
Les constructions d'une **emprise au sol*** maximale de 30 m² (locaux techniques, gardiennage, stockage…).
Les réseaux secs devront, soit être enterrés et étanches, soit prolongés au-dessus de la **cote de référence*** lorsqu'ils sortent de terre. Enfin, le projet doit comporter un dispositif de coupure automatique de la production électrique en cas de crue.

✔ Les **centrales hydro-électriques** y compris les constructions annexes directement liées, et justifiées par le mémoire technique du projet (locaux techniques, poste de **transformation*** électrique…).

✔ **La pose d'ombrières** (seulement celles intégrant un procédé de production d'énergie renouvelable) sur des parcs de stationnement existants, sans limite d'**emprise au sol***, à condition d'être ancrées afin de résister aux crues.

✔ Les **travaux d'aménagements hydrauliques** destinés à améliorer l'écoulement ou le stockage des eaux et à réduire les risques. Plus précisément, les travaux de nature à réduire les risques, sous réserve qu'ils n'augmentent pas la **vulnérabilité***, ni l'imperméabilisation.

✔ **Les piscines**, entièrement construites sous le niveau du terrain naturel, à condition d'être complètement ancrées dans le sol, enterrées et matérialisées par des marquages pour être visibles en cas d'inondation. Les piscines non-couvertes et entièrement construites sous le niveau du terrain naturel sont considérées comme sans limitation d'**emprise au sol***.

✔ Les équipements de type **cuves, réserves incendie, et les systèmes d'assainissement non collectif,** nécessaires aux constructions admises, à condition d'être complètement ancrées au sol, ou enterrés sous le niveau du terrain naturel et ne générant pas d'exhaussement du sol.

✔ Les **parcs** ou **espaces verts** sans augmentation de l'imperméabilisation.

✔ **L'exploitation des vignes nouvelles, ainsi que les autres exploitations agricoles**, sous réserve du respect des pratiques culturales développées au paragraphe **VII. 1. 1. 3 Prescriptions***.

✔ La plantation, la gestion et l'entretien de haies et d'arbres.

✔ **Les serres** réalisées à l'aide de tubes cintrés ancrés au sol et recouvertes d'un film plastique, formant un tunnel, pour les cultures maraîchères en pleine terre uniquement. Celles-ci devront être dans le sens de l'écoulement des eaux.

✔ **Les clôtures et les portails :**
- Hors zone urbaine : sous réserve qu'ils assurent une transparence hydraulique en cas de ruissellement ;
- En zone urbaine : à condition qu'ils soient ajourés sur les deux tiers de la surface située sous la **cote de référence*** (minimum 0,50 m par rapport à la plus haute des cotes du terrain naturel au droit de la future construction).

*Se référer aux cartes de la Fiche 7 – Carte des centres urbains par communes, du Titre X – Annexes.*

✔ **La construction de parcs de stationnement**, sous réserve de :
- ne pas créer de niveau enterré ;
- ne pas remblayer ;
- utiliser un revêtement poreux ou raccorder à un dispositif de stockage et de traitement

des eaux ou mettre en place une gestion des eaux pluviales composée d'aménagement issue de l'hydraulique douce (nous, fossés, haies, etc.) ;

- comporter une structure de chaussée résistant à l'**aléa*** ruissellement et favorisant l'infiltration de l'eau ;
- ne pas accentuer l'écoulement des eaux, ni aggraver les risques ;
- respecter les dispositions du paragraphe **VIII. 1. 8. Aires de stationnement**.

✔ **La réalisation d'espace de loisirs de plein air**, dont les installations devront êtres ancrées au sol, capable de résister aux affouillements, sans création de remblai et permettre ainsi le libre écoulement des eaux. Des constructions limitées aux locaux sanitaires et techniques, indispensables à l'activité prévue, sont autorisés sous réserve que les éléments accessoires (bancs, tables, *etc.*) soient ancrés au sol et les eaux pluviales soient gérées à la parcelle.

✔ **Les travaux d'infrastructures publiques,** (les équipements d'infrastructure nécessaires au fonctionnement des services publics et des réseaux d'intérêt public, y compris la pose de lignes et de câbles)**.** Les ouvrages tant au regard de leurs caractéristiques, de leur implantation que de leur réalisation, ne doivent pas augmenter les risques en amont et en aval.

✔ **Les carrières** autorisées en vertu des dispositions relatives aux installations classées, les équipements indispensables à leur fonctionnement ainsi que le stockage des matériaux afférent à ces carrières. Par ailleurs, lors des études d'impact, le risque de perturbation hydraulique ou du transport solide par captation par la carrière, devra être particulièrement étudié. Les aires de stockage des matériaux et des terres de découverte ne pourront pas être orientées transversalement au sens de l'écoulement des eaux.

### VII. 1. 1. 3. Prescriptions* :

✔ Toute demande de permis de construire, doit comporter des cotes en 3 dimensions (art. R. 431-9 du code de l'Uranisme), rattachées au système Nivellement Général de la France (« cotes **NGF*** »).

✔ **Une gestion des eaux pluviales à l'unité foncière*** doit être assurée pour chacun des projets de construction autorisés. Cette disposition vise à ne pas augmenter les eaux ruisselées à l'aval des terrains supportant les projets autorisés.

Sauf impossibilité, la gestion des eaux pluviales à la parcelle s'effectuera en privilégiant l'évacuation de celles-ci par **infiltration dans le sol** (noues, bassins, cuves, tranchées drainantes, etc...). Le **volume de rétention** considéré sera calculé sur une pluie de période de retour de 10 ans (voir Fiche 1 du Titre X - Annexes). Afin d'atteindre le volume de rétention requis par le calcul de gestion des eaux pluviales à la parcelle, **plusieurs aménagements** peuvent être implantés. La capacité d'infiltration de chaque aménagement, une fois additionnée, devra être équivalente au volume total déterminé par le calcul. Ces aménagements devront être matérialisés (marquages visibles au-dessus de la hauteur d'eau en cas d'inondation).

Si **impossibilité** due :

- à la spécificité pédologique des sols en place au droit du projet,
- à l'appartenance du projet à un périmètre de protection de captage d'eau potable,
- à la présence d'une nappe susceptible d'interférer sur la capacité d'infiltration de l'aménagement,

le projet devra prévoir le rejet des eaux pluviales, après régulation, vers le milieu récepteur superficiel (cours d'eau, fossé, etc.) ou à défaut vers la canalisation publique, sous réserve de l'accord du propriétaire.

À ce titre, une étude de perméabilité est recommandée, en cas de doute sur la nature karstique du sol. La mise en œuvre d'un prétraitement des eaux pluviales pourra être exigée du pétitionnaire en fonction de la nature des activités exercées ou des **enjeux*** de protection du milieu naturel environnant.

Le stockage nécessaire à la rétention des eaux, pour atteindre l'objectif de régulation précité, sera dimensionné de telle façon que les surfaces imperméabilisées ne génèrent pas un ruissellement excédant le rejet naturel avant travaux.

Sauf impossibilité technique justifiée, les ouvertures (portes, baies vitrées, etc.) ne doivent pas être positionnées dans le sens des écoulements des eaux (côté amont) et les constructions seront réalisées de façon à ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux (i.e. positionner la plus grande longueur du bâtiment parallèlement au sens des écoulements).

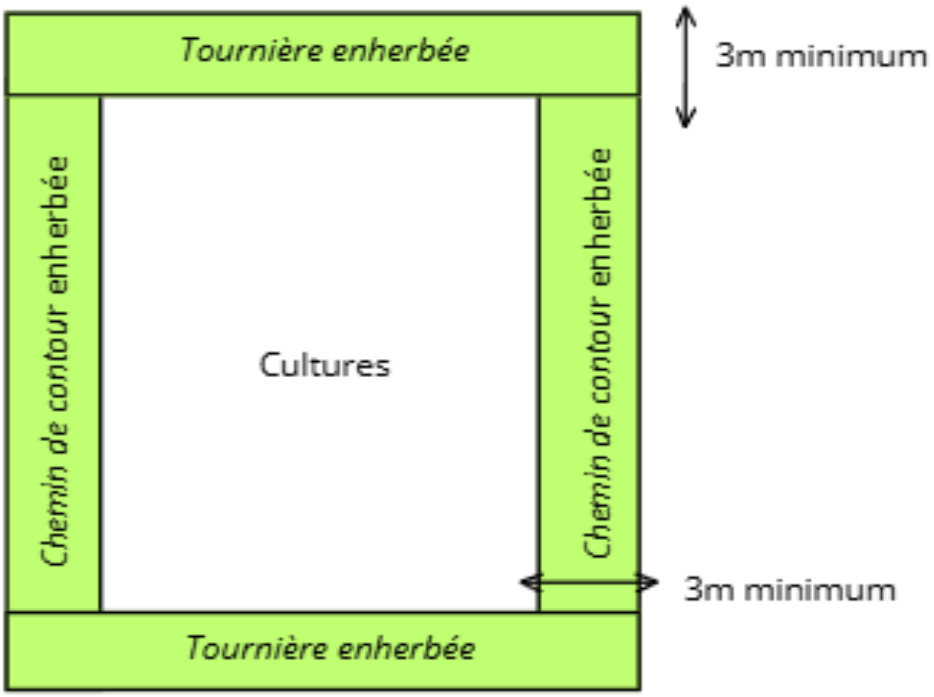
**Prescriptions applicables à la plantation de nouvelles vignes**

✔ Pour toute nouvelle-vigne, il est **obligatoire** de :

- mettre en place un **enherbement en haut et bas** de parcelle sur une largeur minimum de 3 mètres par bande (minimum 3 mètres en haut et 3 mètres en bas, **tournière***s comprises). Cet enherbement qu'il soit naturel ou semé, doit être planté de manière pérenne.
- mettre en place un **enherbement de 3m minimum par bande sur les éventuels chemins de contours,** situés entre les parcelles, dirigés dans le sens de la pente.

  Cet enherbement qu'il soit naturel ou semé, doit être planté de manière pérenne.

Ces prescriptions ne s'appliquent pas à la « *re-plantation* » de vignes après arrachage partiel ou totale d'une parcelle déjà affectée à la viticulture, y compris si elle intervient après l'approbation du PPRr.

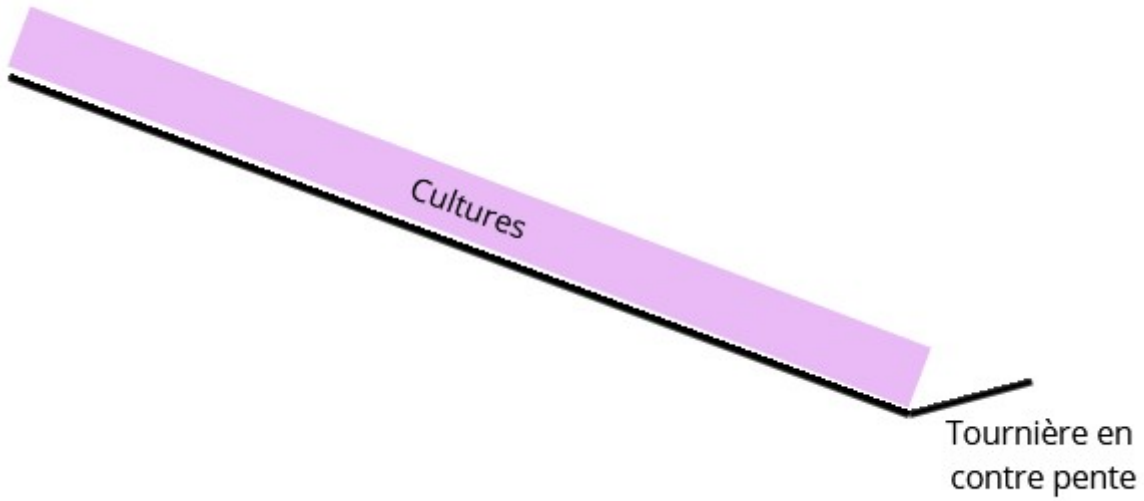



**Recommandations**

✔ Pour toute nouvelle vigne, il est fortement recommandé de :

- stabiliser les terres par l'adoption d'une technique alternative dont le choix est laissé à l'initiative de l'agriculteur ;
- réaliser un ou plusieurs aménagements à la parcelle ou de manière collective. Les aménagements devront êtres positionnés de manière à intercepter efficacement les eaux de ruissellement issues de la ou des parcelle(s) concernée(s) ;
  Ces ouvrages devront êtres dimensionnés au regard d'un orage décennal à l'échelle d'un bassin versant représentant une entité hydrographique homogène.
  Afin d'atteindre le volume de rétention requis par le calcul de dimensionnement de bassins, plusieurs aménagements peuvent être implantés. La capacité d'infiltration de chaque aménagement, une fois additionnée, devra être équivalente au volume total déterminé par le calcul.
  Les aménagements devront être matérialisés (marquages ayant une hauteur suffisante pour être visible en cas d'inondation).
  Pour accéder à la Fiche de Calcul, veuillez cliquer sur le lien suivant : Fiche de calcul aménagements, ou vous rendre directement sur le site de la préfecture via le lien suivant : https://www.yonne.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Securite-et-prevention-des-risques/Risques-majeurs/Risques-naturels/PPR-inondation-par-ruissellement-et-coulees-de-boues-du-Chablisien-Procedure-de-revision
- implanter des tournières* en contre pente, en bas de pente, de manière à intercepter l'eau de ruissellement.

Schéma d'une tournière* en contre pente :




### VII. 1. 2. BIENS EXISTANTS

#### VII. 1. 2. 1. Interdictions :

À l'exception de ceux expressément listés au paragraphe **VII. 1. 2. 2. Autorisations, tous les projets sur biens existants sont interdits**.

#### VII. 1. 2. 2. Autorisations :

✔ **Le changement de destination*** des constructions existantes pour l'ensemble des catégories de constructions.

✔ **Les travaux d'entretien et de gestion courants** des constructions existantes tels que les traitements de façade, la création d'ouvertures et les réfections de toiture, ainsi que les travaux destinés à réduire la **vulnérabilité***.

✔ **L'aménagement interne** et/ou la mise aux normes dans le volume des constructions existantes pour l'ensemble des catégories de constructions y compris les établissements sensibles.

✔ La **démolition-reconstruction*** des **clôtures et portails existants** dans les conditions similaires aux clôtures admises en tant que **projets nouveaux*** :

- Hors zone urbaine : sous réserve qu'ils assurent une transparence hydraulique en cas de ruissellement ;
- En zone urbaine : à condition qu'ils soient ajourés sur les deux tiers de la surface située sous la **cote de référence*** (minimum 0,50 m par rapport à la plus haute des cotes du terrain naturel au droit de la future construction).

*Se référer aux cartes de la Fiche 7 – Carte des zones urbaines par communes, du Titre X – Annexes.*

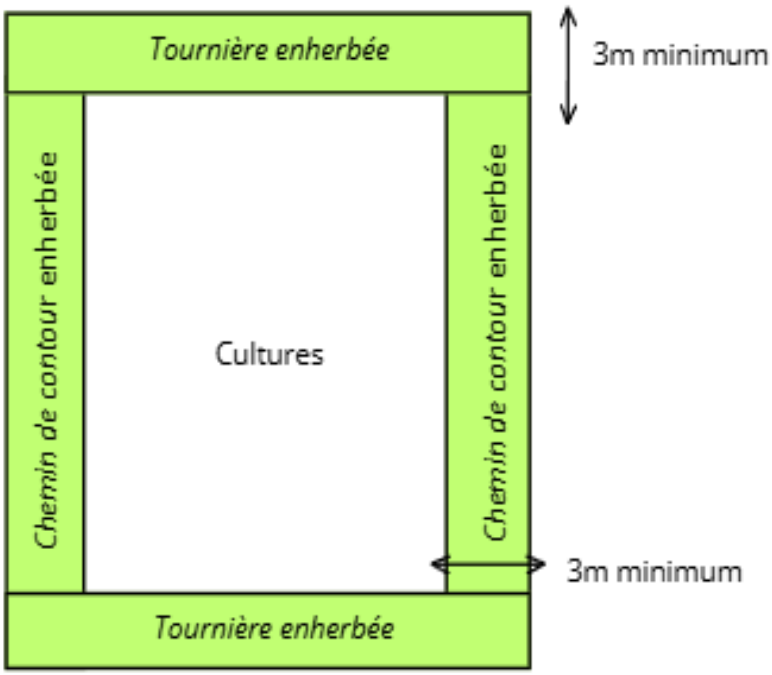
✔ La **démolition-reconstruction*** des **cabanes de jardins existantes.**

**VII. 1. 2. 3. Prescriptions applicables aux vignes existantes à la date d'approbation du PPRr* :**

✔ Pour toute vigne en place, il est obligatoire dans un délai de 5 ans suivant l'approbation du PPRr de :

- mettre en place un **enherbement en haut et bas** de parcelle sur une largeur minimum de 3 mètres par bande (3 mètres en haut et 3 mètres en bas, **tournière***s comprises). Cet enherbement qu'il soit naturel ou semé, doit être planté de manière pérenne ;
- mettre en place un **enherbement de 3m minimum par bande sur les éventuels chemins de contours,** situés entre les parcelles, dirigés dans le sens de la pente.

  Cet enherbement qu'il soit naturel ou semé, doit être planté de manière pérenne.




**<u>Recommandations :</u>**

✔ Pour toute vigne en place, il est **fortement recommandé** de :

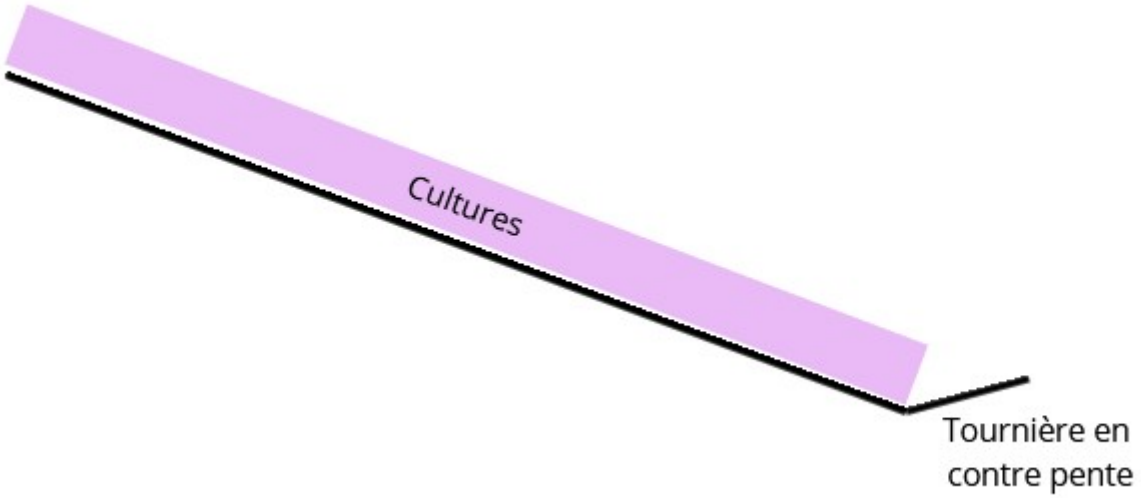
- **stabiliser les terres** par l'adoption d'une technique alternative, dont le choix est laissé à l'initiative de l'agriculteur ;
- **réaliser un ou plusieurs aménagements** à la parcelle ou de manière collective. Les aménagements devront êtres positionnés de manière à intercepter efficacement les eaux de ruissellement issues de la ou des parcelle(s) concernée(s).
  Ces ouvrages devront êtres dimensionnés au regard d'un orage **décennal** à l'échelle d'un bassin versant représentant une entité hydrographique homogène.
  Afin d'atteindre le volume de rétention requis par le calcul de dimensionnement de bassins, plusieurs aménagements peuvent être implantés. La capacité d'infiltration de chaque aménagement, une fois additionnée, devra être équivalente au volume total déterminé par le calcul.

Les aménagements devront être matérialisés (marquages ayant une hauteur suffisante pour être visible en cas d'inondation).

Pour accéder à la Fiche de Calcul, veuillez cliquer sur le lien suivant : Fiche de calcul aménagements, ou vous rendre directement sur le site de la préfecture via le lien suivant : https://www.yonne.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Securite-et-prevention-des-risques/Risques-majeurs/Risques-naturels/PPR-inondation-par-ruissellement-et-coulees-de-boues-du-Chablisien-Procedure-de-revision

- **implanter des tournière*s en contre pente,** en bas de pente, de manière à intercepter l'eau de ruissellement

  Schéma d'une **tournière*** en contre pente :



# Titre VII. 2. Réglementation de la zone verte V2

L'objectif du classement en zone verte V2 consiste à :

- favoriser l'infiltration des écoulements dans le sol, afin de préserver les enjeux à l'aval ;
- compenser toute modification de l'occupation du sol qui engendre des ruissellements plus importants.

Les zones V2 correspondent aux zones de production de l'**aléa*** situées en :

- secteurs naturels ou de cultures (vignes comprises) en zone d'**aléa*** moyen ;
- secteurs urbanisés en zone d'**aléa*** moyen.

## VII. 2. 1. PROJETS NOUVEAUX

### VII. 2. 1. 1. Interdictions :

À l'exception de ceux expressément listés au paragraphe **VII. 2. 1. 2.** ci-dessous, **tous les projets nouveaux* sont interdits.**

### VII. 2. 1. 2. Autorisations au niveau du Terrain Naturel (TN) :

✔ La création et l'**extension* de l'ensemble des catégories de constructions**. Le coefficient d'**emprise au sol*** des constructions existantes et projetées, **annexes*** incluses, sera au plus égal à **70 %** par rapport à la surface de l'**unité foncière*** faisant l'objet de la demande d'autorisation.
Pour les **constructions à usage agricole**, il pourra être admis :
- soit l'application du coefficient d'**emprise au sol*** de 70 % ;
- soit une emprise maximale limitée à 500 m$^2$.

✔ Dans le cas où le coefficient d'emprise de 70 % est atteint avant l'approbation du PPRr, le projet est autorisé dans une limite de 20 % supplémentaire de l'emprise au sol* de la construction déjà existante.

✔ **La reconstruction*** des constructions existantes pour l'ensemble des catégories de constructions après démolition volontaire totale ou partielle ou destruction causée par un **sinistre*** autre que l'inondation.
Cette **reconstruction*** peut s'effectuer sur un autre emplacement que la construction initiale sur la même **unité foncière***, et peut être accompagnée ou non d'un **changement de destination***.

✔ La création de **nouvelles aires de stockage de plein air**, sous réserve du libre écoulement des eaux de ruissellement. L'aménagement d'auvents sur ces aires de stockage est autorisé s'ils sont ouverts au moins sur deux côtés.

✔ **Les installations de traitement des eaux usées collectives,** sous réserve que le caractère d'inondabilité par ruissellement soit pris en compte dans l'étude.

✔ **Les installations et constructions relatives à la production d'énergie renouvelable** (excepté les centrales hydro-électriques faisant l'objet du point suivant),.
Sur la base d'une expertise hydraulique, l'étude devra démontrer que le projet est transparent en termes d'écoulement des eaux et n'aggrave pas le risque d'inondation par ruissellement. L'étude listera les mesures de réduction de la **vulnérabilité*** retenues pour les constructions :

matériaux imputrescibles, démonstration de la suffisance des ancrages (fondations et structures porteuses des panneaux, des clôtures, des postes électriques…) pour résister aux embâcles et éviter l'arrachement, respecter le sens d'écoulements, etc.
Le bas des panneaux photovoltaïques devra se trouver à la **cote de référence*** (0,50 m par rapport à la plus haute des cotes du terrain naturel au droit de la future construction).
Les constructions d'une **emprise au sol*** maximale de 30 m² (locaux techniques, gardiennage, stockage…) sont autorisées à la **cote de référence*** (0,50 m par rapport à la plus haute des cotes du terrain naturel au droit de la future construction) si la démonstration est faite qu'aucune autre solution n'est envisageable hors zone inondable.
Les réseaux secs devront, soit être enterrés et étanches, soit prolongés au-dessus de la **cote de référence*** lorsqu'ils sortent de terre. Enfin, le projet doit comporter un dispositif de coupure automatique de la production électrique en cas de crue.

- ✔ Les **centrales hydro-électriques** y compris les constructions annexes directement liées, justifiées par le mémoire technique du projet (locaux techniques, poste de **transformation*** électrique…).

- ✔ **La pose d'ombrières** (seulement celles intégrant un procédé de production d'énergie renouvelable) sur des parcs de stationnement existants, sans limite d'**emprise au sol***, à condition d'être ancrées au sol afin de résister aux crues.

- ✔ Les **travaux d'aménagements hydrauliques** destinés à améliorer l'écoulement ou le stockage des eaux et à réduire les risques. Plus précisément, les travaux de nature à réduire les risques, sous réserve qu'ils n'augmentent pas la **vulnérabilité***, ni l'imperméabilisation.

- ✔ **Les piscines**, entièrement construites sous le niveau du terrain naturel, à condition d'être complètement ancrées au sol, enterrées et matérialisées par des marquages ayant une hauteur suffisante pour être visibles en cas d'inondation. Les piscines non-couvertes et entièrement construites sous le niveau du terrain naturel sont considérées comme sans limitation d'**emprise au sol***.
  Les abris de piscines sont interdits à l'exception d'un volet ou rideau roulant.

- ✔ Les équipements de type **cuves, réserves incendie, et les systèmes d'assainissement non collectif,** nécessaires aux constructions admises, à condition d'être complètement ancrées au sol, ou enterrés sous le niveau du terrain naturel et ne générant pas d'exhaussement du sol.

- ✔ Les **parcs** ou **espaces verts** sans augmentation de l'imperméabilisation.

- ✔ **L'exploitation des vignes nouvelles, ainsi que les autres exploitations agricoles**, sous réserve du respect des pratiques culturales développées au paragraphe VI.1.1.3. P**rescriptions***.

- ✔ La plantation, la gestion et l'entretien de haies et d'arbres.

- ✔ **Les serres** réalisées à l'aide de tubes cintrés ancrés au sol et recouvertes d'un film plastique, formant un tunnel, pour les cultures maraîchères en pleine terre uniquement. Celles-ci devront être dans le sens de l'écoulement.

- ✔ **Les clôtures et les portails :**
  - Hors zone urbaine : sous réserve qu'ils assurent une transparence hydraulique en cas de ruissellement ;
  - En zone urbaine : à condition qu'ils soient ajourés sur les deux tiers de la surface située sous la **cote de référence*** (minimum 0,50 m par rapport à la plus haute des cotes du terrain naturel au droit de la future construction).

*Se référer aux cartes de la Fiche 7 – Carte des centres urbains par communes, du Titre X – Annexes.*

- ✔ **La construction de parcs de stationnement**, sous réserve de :
  - ✔ ne pas créer de niveau enterré ;
  - ✔ ne pas remblayer ;
  - ✔ utiliser un revêtement poreux ou raccordé à un dispositif de stockage et de traitement des eaux ou mettre en place une gestion des eaux pluviales composée d'aménagement issue de l'hydraulique douce (nous, fossés, haies, etc.) ;
  - ✔ comporter une structure de chaussée résistant à l'**aléa*** ruissellement et favorisant l'infiltration de l'eau ;
  - ✔ ne pas accentuer l'écoulement des eaux, ni aggraver les risques ;
  - ✔ respecter les dispositions du paragraphe **VIII. 1. 8. Aires de stationnement**.

- ✔ **La réalisation d'espace de loisirs de plein air**, dont les installations devront êtres ancrées au sol, capables de résister aux affouillements, sans création de remblai et permettre ainsi le libre écoulement des eaux. Des constructions limitées aux locaux sanitaires et techniques, indispensables à l'activité prévue, sont autorisés sous réserve que les éléments accessoires (bancs, tables, *etc.*) soient ancrés au sol et les eaux pluviales soient gérées à la parcelle.

- ✔ **Les travaux d'infrastructures publiques,** (les équipements d'infrastructure nécessaires au fonctionnement des services publics et des réseaux d'intérêt public, y compris la pose de lignes et de câbles)**.** Les ouvrages tant au regard de leurs caractéristiques, de leur implantation que de leur réalisation, ne doivent pas augmenter les risques en amont et en aval.

- ✔ **Les carrières** autorisées en vertu des dispositions relatives aux installations classées, les équipements indispensables à leur fonctionnement ainsi que le stockage des matériaux afférent à ces carrières. Par ailleurs, lors des études d'impact, le risque de perturbation hydraulique ou du transport solide par captation par la carrière, devra être particulièrement étudié. Les aires de stockage des matériaux et des terres de découverte ne pourront pas être orientées transversalement au sens de l'écoulement des eaux.

### VII. 2. 1. 3. Prescriptions* :

✔ Toute demande de permis de construire, doit comporter des cotes en 3 dimensions (art. R. 431-9 du code de l'Uranisme), rattachées au système Nivellement Général de la France (« cotes **NGF*** »).

✔ **Une gestion des eaux pluviales à l'unité foncière*** doit être assurée pour chacun des projets de construction autorisés. Cette disposition vise à ne pas augmenter les eaux ruisselées à l'aval des terrains supportant les projets autorisés.

Sauf impossibilité, la gestion des eaux pluviales à la parcelle s'effectuera en privilégiant l'évacuation de celles-ci par **infiltration dans le sol** (noues, bassins, cuves, tranchées drainantes, etc...). Le **volume de rétention** considéré sera calculé sur une pluie de période de retour de 30 ans (voir Fiche 1 du Titre X - Annexes). Afin d'atteindre le volume de rétention requis par le calcul de gestion des eaux pluviales à la parcelle, **plusieurs aménagements** peuvent être implantés. La capacité d'infiltration de chaque aménagement, une fois additionnée, devra être équivalente au volume total déterminé par le calcul. Ces aménagements devront être matérialisés (marquages visibles au-dessus de la hauteur d'eau en cas d'inondation).

Si **impossibilité** due :

- à la spécificité pédologique des sols en place au droit du projet,
- à l'appartenance du projet à un périmètre de protection de captage d'eau potable,
- à la présence d'une nappe susceptible d'interférer sur la capacité d'infiltration de l'aménagement,

le projet devra prévoir le rejet des eaux pluviales, après régulation, vers le milieu récepteur superficiel (cours d'eau, fossé, etc.) ou à défaut vers la canalisation publique, sous réserve de l'accord du propriétaire.

À ce titre, une étude de perméabilité est recommandée, en cas de doute sur la nature karstique du sol. La mise en œuvre d'un prétraitement des eaux pluviales pourra être exigée du pétitionnaire en fonction de la nature des activités exercées ou des **enjeux*** de protection du milieu naturel environnant.

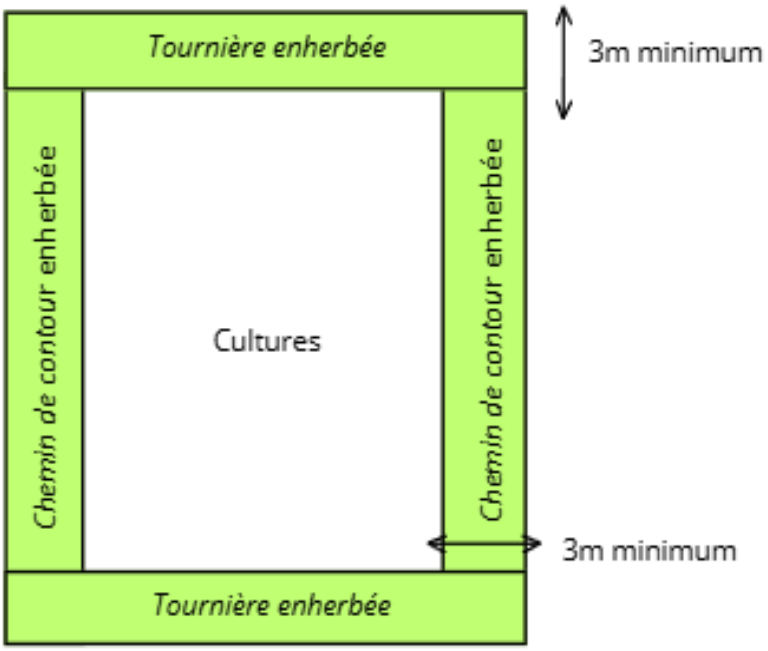
Le stockage nécessaire à la rétention des eaux, pour atteindre l'objectif de régulation précité, sera dimensionné de telle façon que les surfaces imperméabilisées ne génèrent pas un ruissellement excédant le rejet naturel avant travaux.

✔ Sauf impossibilité technique justifiée, les ouvertures (portes, baies vitrées, etc.) ne doivent pas être positionnées dans le sens des écoulements des eaux (côté amont) et les constructions seront établies de façon à ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux (i.e. positionner la plus grande longueur du bâtiment parallèlement au sens des écoulements).

✔ Pour toute nouvelle vigne, il est **obligatoire** de :

- mettre en place **un enherbement en haut et bas de parcelle** sur une largeur minimum de 3 mètres par bande (minimum 3 mètres en haut et 3 mètres en bas, **tournières*** comprises). Cet enherbement qu'il soit naturel ou semé, doit être planté de manière pérenne ;
- mettre en place un enherbement de **3m** minimum par bande sur les éventuels **chemins de contours**, situés entre les parcelles, dirigés dans le sens de la pente.

  Cet enherbement qu'il soit naturel ou semé, doit être planté de manière pérenne.



- **réaliser un ou plusieurs aménagements** à la parcelle ou de manière collective. Les aménagements devront êtres positionnés de manière à intercepter efficacement les eaux de ruissellement issues de la ou des parcelle(s) concernée(s).

  Ces ouvrages devront êtres dimensionnés au regard d'un orage **trentenal** à l'échelle d'un bassin versant représentant une entité hydrographique homogène.

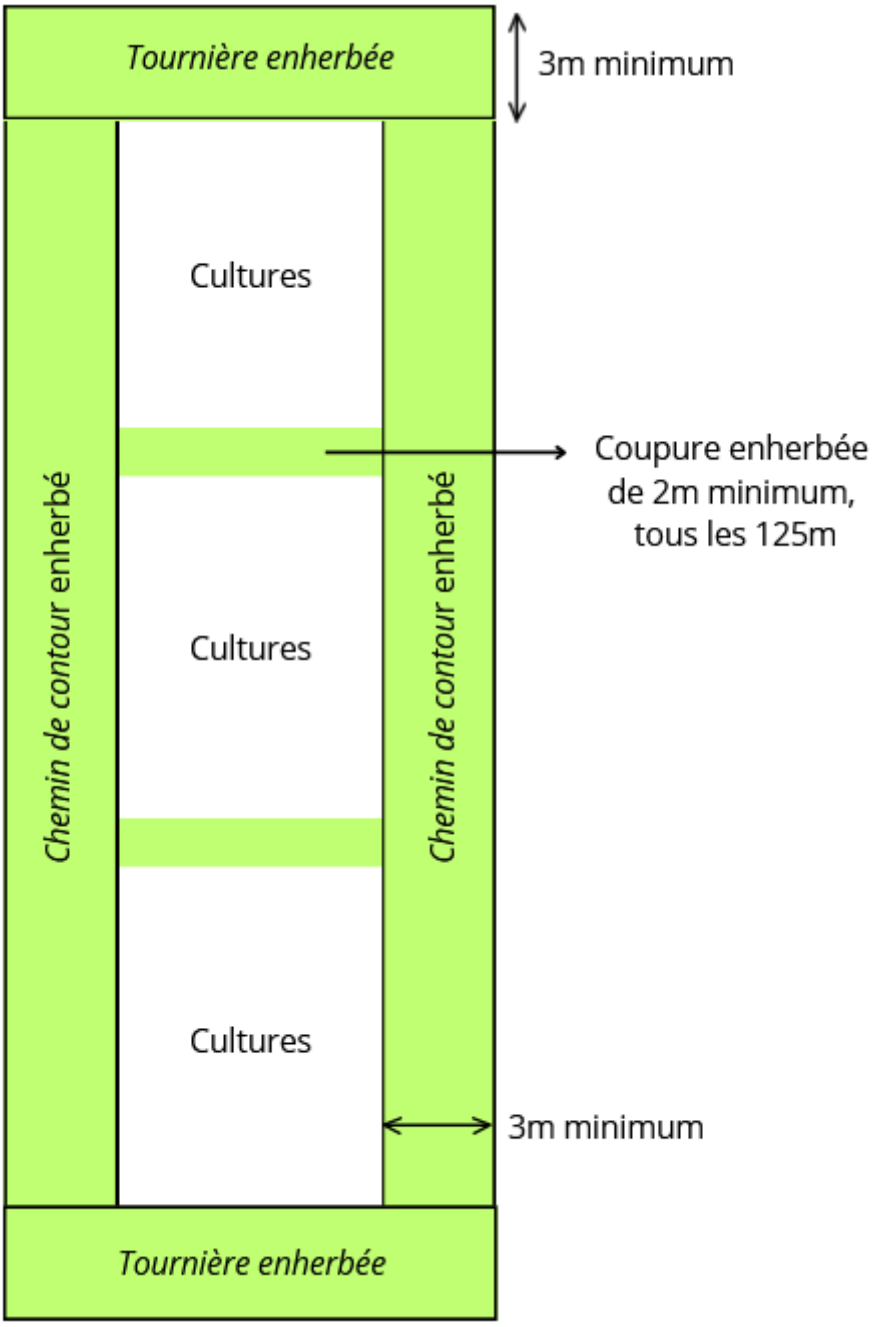
  Afin d'atteindre le volume de rétention requis par le calcul de dimensionnement de bassins, plusieurs aménagements peuvent être implantés. La capacité d'infiltration de chaque aménagement, une fois additionnée, devra être équivalente au volume total déterminé par le calcul.

  Les aménagements devront être matérialisés (marquages ayant une hauteur suffisante pour être visible en cas d'inondation).

  Pour accéder à la Fiche de Calcul, veuillez cliquer sur le lien suivant : Fiche de calcul aménagements, ou vous rendre directement sur le site de la préfecture via le lien suivant : https://www.yonne.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Securite-et-prevention-des-risques/Risques-majeurs/Risques-naturels/PPR-inondation-par-ruissellement-et-coulees-de-boues-du-Chablisien-Procedure-de-revision

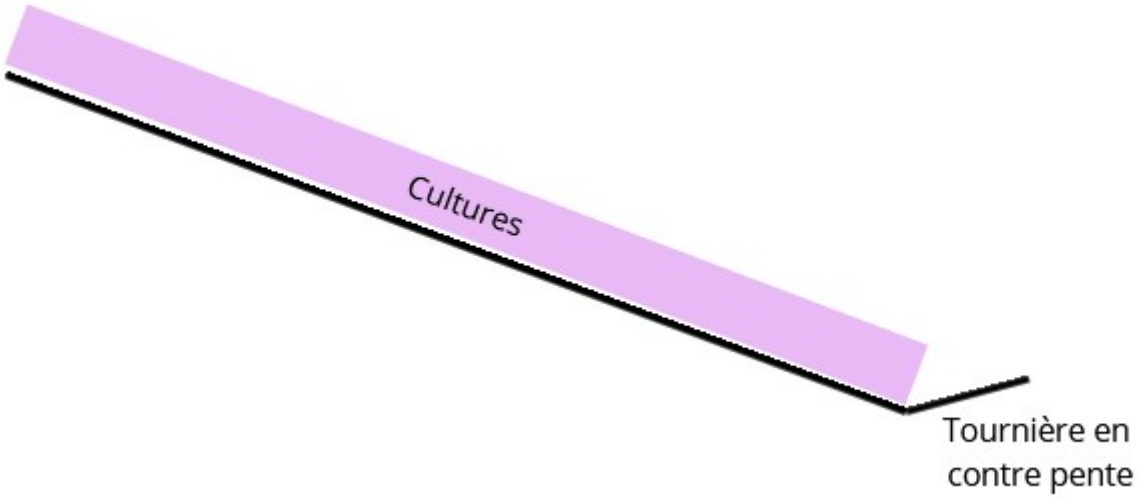
✔ Pour toute nouvelle vigne, il est **fortement recommandé** de :

- **stabiliser les terres** par l'adoption d'une technique alternative, dont le choix est laissé à l'initiative de l'agriculteur ;
- **casser la propagation des vitesses de ruissellement** en réalisant une coupure enherbée sur une largeur minimale de 2 m tous les 125 m en moyenne ;
  Cette coupure enherbée mise en place de façon naturelle ou semée devra être implantée de façon pérenne nonobstant les **aléas*** climatiques pouvant dégénérer la couverture végétale (gel, sécheresse).
  Cette coupure enherbée, jouant le rôle de frein hydraulique, sera placée de façon pertinente par rapport à la topographie et à la morphologie de la parcelle exploitée en vigne.
  Cette coupure enherbée pourra supporter des pieds de vignes.




- **implanter des tournières* en contre pente,** en bas de pente, de manière à intercepter l'eau de ruissellement

Schéma d'une **tournière*** en contre pente :




### VII. 2. 2. BIENS EXISTANTS

#### VII. 2. 2. 1. Interdictions

À l'exception de ceux expressément listés au paragraphe **VII. 2. 2. 2. Autorisation**s, **tous les projets sur biens existants sont interdits**.

#### VII. 2. 2. 2. Autorisations :

✔ **Le changement de destination*** des constructions existantes pour l'ensemble des catégories de constructions.

✔ **Les travaux d'entretien et de gestion courants** des constructions existantes tels que les traitements de façade, la création d'ouvertures et les réfections de toiture, ainsi que les travaux destinés à réduire la **vulnérabilité***.

✔ **L'aménagement interne** et/ou la mise aux normes dans le volume des constructions existantes pour l'ensemble des catégories de constructions y compris les établissements sensibles.

✔ La **démolition-reconstruction*** des **clôtures et portails existants** dans les conditions similaires aux clôtures admises en tant que **projets nouveaux*** :

- Hors zone urbaine : sous réserve qu'ils assurent une transparence hydraulique en cas de ruissellement ;
- En zone urbaine : à condition qu'ils soient ajourés sur les deux tiers de la surface située sous la **cote de référence*** (minimum 0,50 m par rapport à la plus haute des cotes du terrain naturel au droit de la future construction).

*Se référer aux cartes de la Fiche 7 – Carte des centres urbains par communes, du Titre X – Annexes.*

✔ La **démolition-reconstruction*** des **cabanes de jardins existantes.**

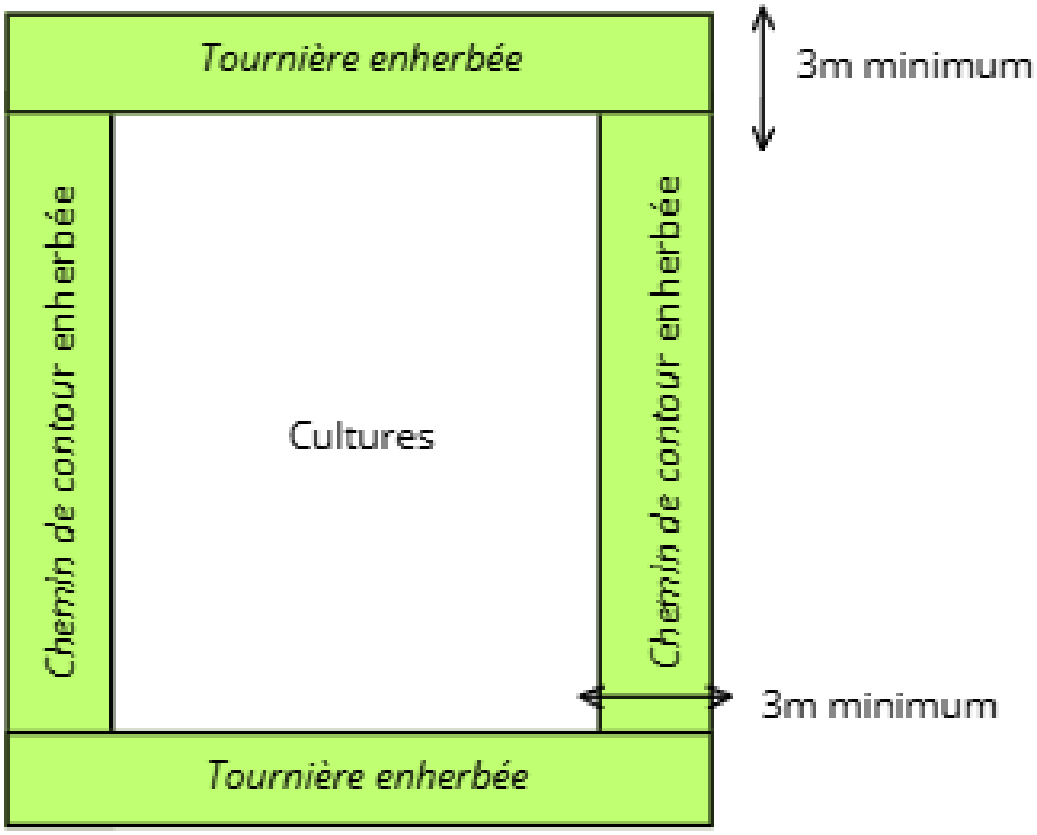
### VII. 2. 2. 3. Prescriptions* :

✔ Toute demande de permis de construire, doit comporter des cotes en 3 dimensions (art. R. 431-9 du Code de l'uranisme), rattachées au système Nivellement Général de la France (« cotes **NGF*** »).

**Obligations :**

✔ Pour toute vigne en place, il est **obligatoire** de :

- mettre en place **un enherbement en haut et en bas de parcelle** sur une largeur minimum de 3 mètres par bande (minimum 3 mètres en haut et 3 mètres en bas, **tournières*** comprises). Cet enherbement qu'il soit naturel ou semé, doit être planté de manière pérenne ;
- mettre en place un enherbement de 3m minimum par bande sur les éventuels **chemins de contours**, situés entre les parcelles, dirigés dans le sens de la pente. Cet enherbement qu'il soit naturel ou semé, doit être planté de manière pérenne.




•

**Recommandations :**

✔ Pour toute culture en place, il est **recommandé** de :

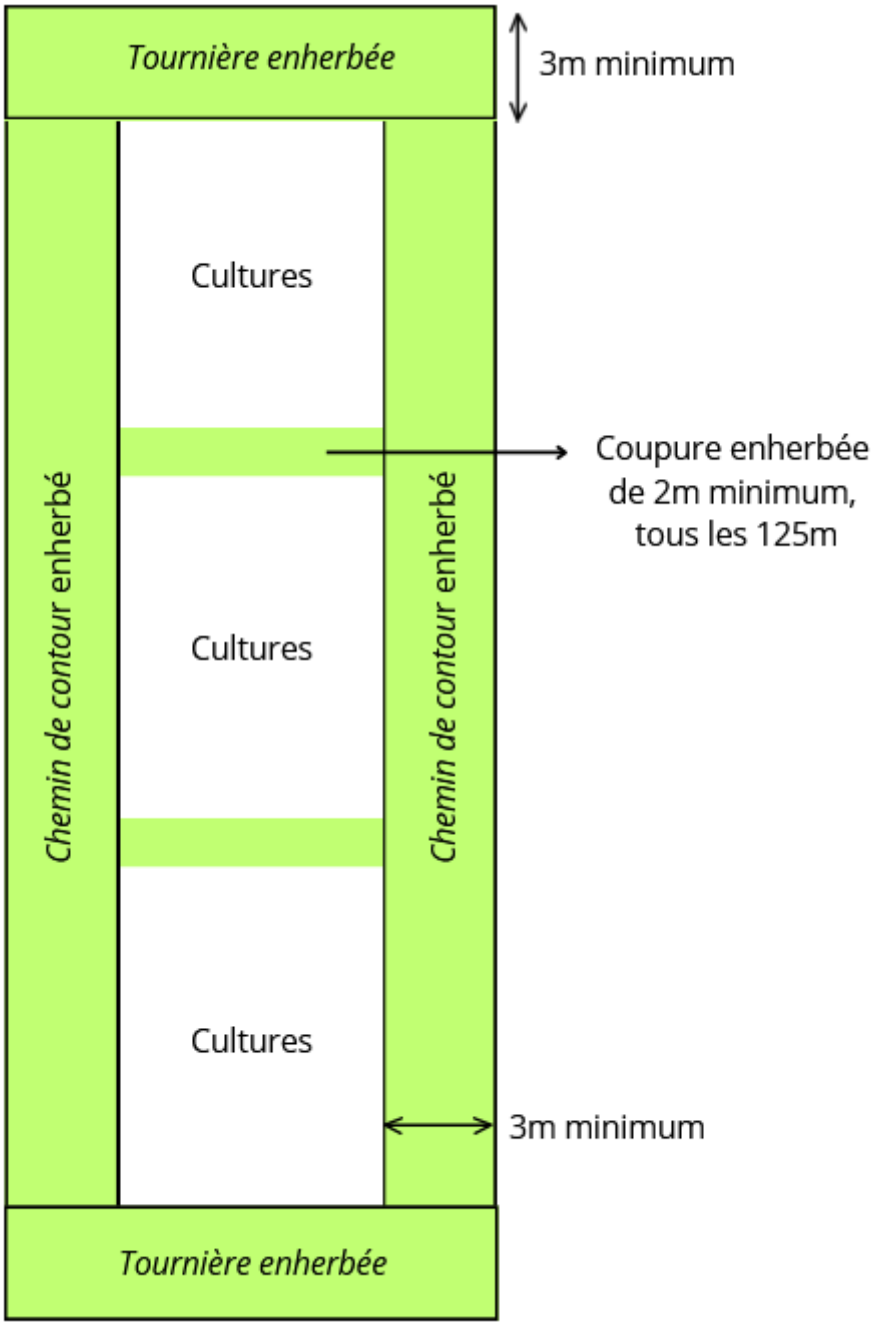
- **stabiliser les terres** par l'adoption d'une technique alternative (labour, mulching, enherbement inter-rangs, apport d'écorces en surface, etc.) dont le choix est laissé à l'initiative du viticulteur ;
- **réaliser un ou plusieurs aménagements** à la parcelle ou de manière collective. Les aménagements devront êtres positionnés de manière à intercepter efficacement les eaux de ruissellement issues de la ou des parcelle(s) concernée(s).
  Ces ouvrages devront êtres dimensionnés au regard d'un orage **trentennal** à l'échelle d'un bassin versant représentant une entité hydrographique homogène.
  Afin d'atteindre le volume de rétention requis par le calcul de dimensionnement de bassins, plusieurs aménagements peuvent être implantés. La capacité d'infiltration de chaque aménagement, une fois additionnée, devra être équivalente au volume total déterminé par le calcul.
  Les aménagements devront être matérialisés (marquages ayant une hauteur suffisante pour être visible en cas d'inondation).

  Pour accéder à la Fiche de Calcul, veuillez cliquer sur le lien suivant : Fiche de calcul aménagements, ou vous rendre directement sur le site de la préfecture via le lien suivant : https://www.yonne.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Securite-et-prevention-desrisques/Risques-majeurs/Risques-naturels/PPR-inondation-par-ruissellement-et-coulees-de-boues-du-Chablisien-Procedure-de-revision

- **casser la propagation des vitesses de ruissellement** en réalisant une coupure enherbée sur une largeur minimale de 2 m tous les 125 m en moyenne ;

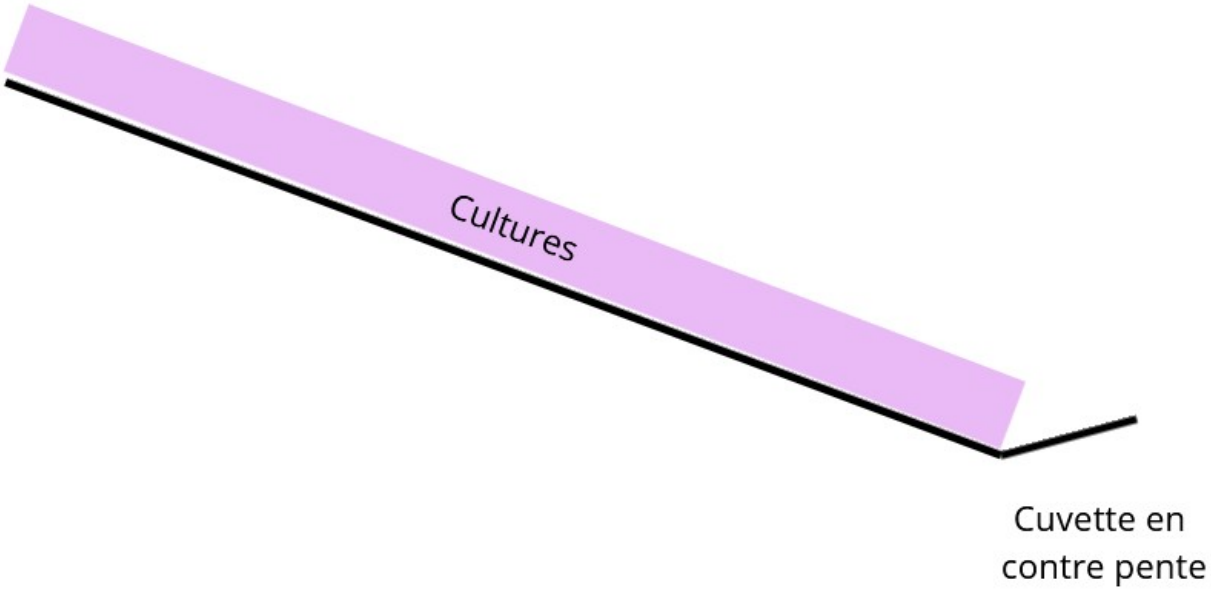
  Cette coupure enherbée mise en place de façon naturelle ou semée devra être implantée de façon pérenne nonobstant les **aléas*** climatiques pouvant dégénérer la couverture végétale (gel, sécheresse).

  Cette coupure enherbée, jouant le rôle de frein hydraulique, sera placée de façon pertinente par rapport à la topographie et à la morphologie de la parcelle exploitée en vigne. Cette coupure enherbée pourra supporter des pieds de vignes.




- **implanter des tournière*s en contre pente,** en bas de pente, de manière à intercepter l'eau de ruissellement .

Schéma d'une **tournière*** en contre pente :



# Titre VII. 3. Réglementation de la zone verte V3

L'objectif du classement en zone verte V3 est de préserver ces zones de tout changement d'occupation du sol qui pourrait aggraver le ruissellement. Ainsi, les aménagements ou constructions qui augmentent le volume ou la vitesse des écoulements ne sont pas autorisés dans cette zone, afin de protéger les biens et les personnes situées à l'aval.

<table>
<tr><th>État futur<br><br>État actuel</th><th>Zone urbaine</th><th>Vigne</th><th>Culture (hors vigne)</th><th>Prairie naturelle (hors jachère)</th><th>Forêt</th></tr>
<tr><td>Zone urbaine</td><td>Autorisé</td><td>Autorisé</td><td>Autorisé</td><td>Autorisé</td><td>Autorisé</td></tr>
<tr><td>Vigne</td><td>N'est pas autorisé</td><td>Autorisé</td><td>Autorisé</td><td>Autorisé</td><td>Autorisé</td></tr>
<tr><td>Culture (hors vigne)</td><td>N'est pas autorisé</td><td>Autorisé</td><td>Autorisé</td><td>Autorisé</td><td>Autorisé</td></tr>
<tr><td>Prairie naturelle (hors jachère)</td><td>N'est pas autorisé</td><td>N'est pas autorisé</td><td>N'est pas autorisé</td><td>Autorisé</td><td>Autorisé</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Forêt<br>Bois</td><td>N'est pas autorisé</td><td>N'est pas autorisé</td><td>N'est pas autorisé</td><td>N'est pas autorisé</td><td rowspan="2">Autorisé</td></tr>
<tr><td colspan="4">Défrichement interdit</td></tr>
</table>

Les prairies, servant à la jachère, seront considérées comme culture dans le tableau ci-dessus.

Les zones urbaines définies dans le tableau correspondent à celles identifiées dans le Titre X – Annexes. Dans ces zones urbaines spécifiquement situées en zone verte V3, **la réglementation applicable est celle de la zone verte V2.**

Les zones V3 correspondent aux zones de production de l'**aléa*** pour :

- des secteurs naturels et de cultures (vignes comprises) en zone d'**aléa*** fort ;
- des espaces urbanisés situés en zone d'**aléa*** fort.

### VII. 3. 1. PROJETS NOUVEAUX*

### VII. 3. 1. 1. Interdictions :

À l'exception de ceux expressément listés au paragraphe **VII. 3. 1. 2. Autorisations,** ci-dessous, **tous les projets nouveaux* sont interdits.**

### VII. 3. 1. 2. Autorisations

**Sont admis au niveau du Terrain Naturel (TN):**

- ✔ **La reconstruction*** des constructions existantes pour l'ensemble des catégories de constructions après démolition volontaire totale ou partielle ou destruction causée par un **sinistre*** autre que l'inondation.
  Cette **reconstruction*** peut s'effectuer sur un autre emplacement que la construction initiale sur la même **unité foncière***, et peut être accompagnée ou non d'un **changement de destination***.

- ✔ Les **centrales hydro-électriques** y compris les constructions annexes directement liées, justifiées par le mémoire technique du projet (locaux techniques, poste de **transformation*** électrique…).

- ✔ **La pose d'ombrières** (seulement celles intégrant un procédé de production d'énergie renouvelable) sur des parcs de stationnement existants, sans limite d'**emprise au sol***, à condition d'être ancrées afin de résister aux inondations.

- ✔ La plantation, la gestion et l'entretien de haies et d'arbres.

- ✔ Les **travaux d'aménagements hydrauliques** destinés à améliorer l'écoulement ou le stockage des eaux et à réduire les risques. Plus précisément, les travaux de nature à réduire les risques, sous réserve qu'ils n'augmentent pas la **vulnérabilité***, ni l'imperméabilisation.
- ✔ **Les clôtures et les portails :**
  - Hors zone urbaine : sous réserve qu'ils assurent une transparence hydraulique en cas de ruissellement ;
  - En zone urbaine : à condition qu'ils soient ajourés sur les deux tiers de la surface située sous la **cote de référence*** (minimum 0,50 m par rapport à la plus haute des cotes du terrain naturel au droit de la future construction).

*Se référer aux cartes de la Fiche 7 – Carte des centres urbains par communes, du Titre X – Annexes.*

- ✔ Les équipements de type **cuves, réserves incendie, et les systèmes d'assainissement non collectif,** nécessaires aux constructions admises, à condition d'être complètement ancrées dans le sol, ou enterrés sous le niveau du terrain naturel et ne générant pas d'exhaussement du sol.

### VII. 3. 1. 3. Prescriptions* :

✔ Pour tout changement d'occupation du sol autorisé en zone verte V3, il sera obligatoire de se référer aux **prescriptions*** de la zone verte V2, au paragraphe **VII. 2. 1. 3.** P**rescriptions***;

✔ Toute demande de permis de construire, doit comporter des cotes en 3 dimensions (art. R. 431-9 du code de l'Uranisme), rattachées au système Nivellement Général de la France (« cotes **NGF*** »).

✔ **Une gestion des eaux pluviales à l'unité foncière*** doit être assurée pour chacun des projets

de construction autorisés. Cette disposition vise à ne pas augmenter les eaux ruisselées à l'aval des terrains supportant les projets autorisés.

Sauf impossibilité, la gestion des eaux pluviales à la parcelle s'effectuera en privilégiant l'évacuation de celles-ci par **infiltration dans le sol** (noues, bassin, cuve, tranchées drainantes, etc...).Le **volume de rétention** considéré sera calculé sur une pluie de période de retour **de 30 ans** (voir Fiche 1 du Titre X - Annexes). Afin d'atteindre le volume de rétention requis par le calcul de gestion des eaux pluviales à la parcelle, **plusieurs aménagements** peuvent être implantés. La capacité d'infiltration de chaque aménagement, une fois additionnée, devra être équivalente au volume total déterminé par le calcul. Ces aménagements devront être matérialisés (marquages visibles au-dessus de la hauteur d'eau).

**Si impossibilité** due :

- à la spécificité pédologique des sols en place au droit du projet,
- à l'appartenance du projet à un périmètre de protection de captage d'eau potable,
- à la présence d'une nappe susceptible d'interférer sur la capacité d'infiltration de l'aménagement,

le projet devra prévoir le rejet des eaux pluviales, après régulation, vers le milieu récepteur superficiel (cours d'eau, fossé, etc.) ou à défaut vers la canalisation publique, sous réserve de l'accord du propriétaire.

À ce titre, une étude de perméabilité est recommandée, en cas de doute sur la nature karstique du sol. La mise en œuvre d'un prétraitement des eaux pluviales pourra être exigée du pétitionnaire en fonction de la nature des activités exercées ou des **enjeux*** de protection du milieu naturel environnant.

Le stockage nécessaire à la rétention des eaux, pour atteindre l'objectif de régulation précité, sera dimensionné de telle façon que les surfaces imperméabilisées ne génèrent pas un ruissellement excédant le rejet naturel avant travaux.

## VII. 3. 2. BIENS EXISTANTS

### VII. 3. 2. 1. Interdictions

À l'exception de ceux expressément listés au paragraphe **VII.3.1.2. Autorisations** ci-dessous, **tous les projets nouveaux* sont interdits.**

### VII. 3. 2. 2. Autorisations

✔ **L'exploitation des vignes, ainsi que les activités agricoles**, sous réserve du respect des pratiques culturales développées au paragraphe **VI.3.1.3** P**rescriptions***

✔ **Le changement de destination*** des constructions existantes pour l'ensemble des catégories de constructions, en appliquant les mesures de réduction et de limitation de la **vulnérabilité*** tels que définit dans le Titre VIII du présent règlement.

✔ **Les travaux d'entretien et de gestion courants** des constructions existantes tels que les traitements de façade, la création d'ouvertures et les réfections de toiture, ainsi que les travaux destinés à réduire la **vulnérabilité***.

✔ **L'aménagement interne** et/ou la mise aux normes dans le volume des constructions existantes pour l'ensemble des catégories de constructions y compris les établissements sensibles, à

condition de ne pas augmenter le nombre de personnes exposées au risque et la **vulnérabilité*** des biens.

✔ La **démolition-reconstruction*** des **clôtures et portails existants** dans les conditions similaires aux clôtures admises en tant que **projets nouveaux*** :
- Hors zone urbaine : sous réserve qu'ils assurent une transparence hydraulique en cas de ruissellement ;
- En zone urbaine : à condition qu'ils soient ajourés sur les deux tiers de la surface située sous la **cote de référence*** (minimum 0,50 m par rapport à la plus haute des cotes du terrain naturel au droit de la future construction).

*Se référer aux cartes de la Fiche 7 – Carte des centres urbains par communes, du Titre X – Annexes.*

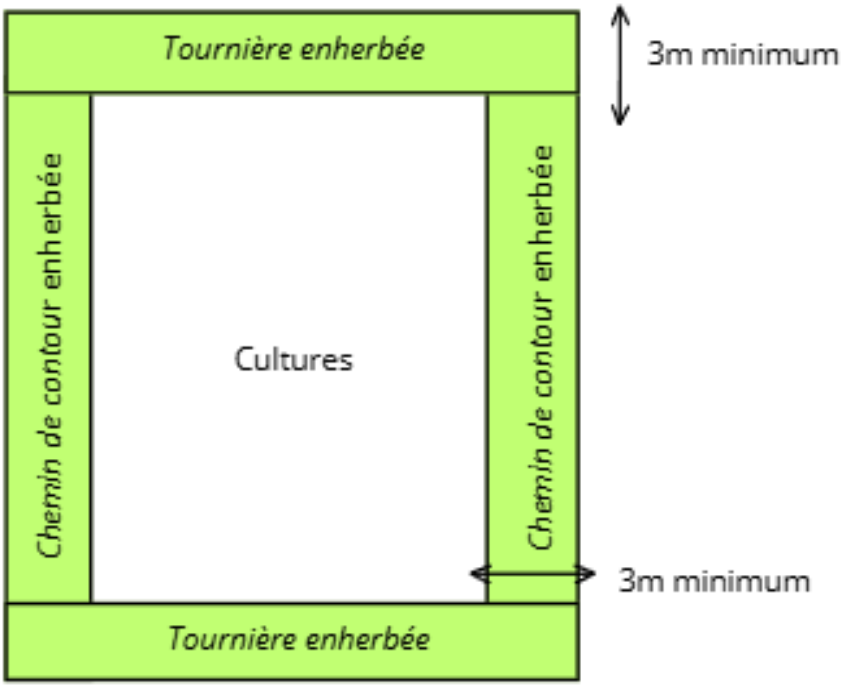
✔ La **démolition-reconstruction*** des **cabanes de jardins existantes.**

### VII. 3. 2. 3. Prescriptions*

✔ Toute demande de permis de construire, doit comporter des cotes en 3 dimensions (art. R. 431-9 du code de l'Uranisme), rattachées au système Nivellement Général de la France (« cotes **NGF*** »).

✔ Pour toute vigne en place, il est obligatoire de :
- mettre en place un **enherbement en haut et bas** de parcelle sur une largeur minimum de 3 mètres par bande (minimum 3 mètres en haut et 3 mètres en bas, **tournière***s comprises). Cet enherbement qu'il soit naturel ou semé, doit être planté de manière pérenne ;
- mettre en place un **enherbement de 3m minimum par bande sur les éventuels chemins de contours,** situés entre les parcelles, dirigés dans le sens de la pente.

  Cet enherbement qu'il soit naturel ou semé, doit être planté de manière pérenne.

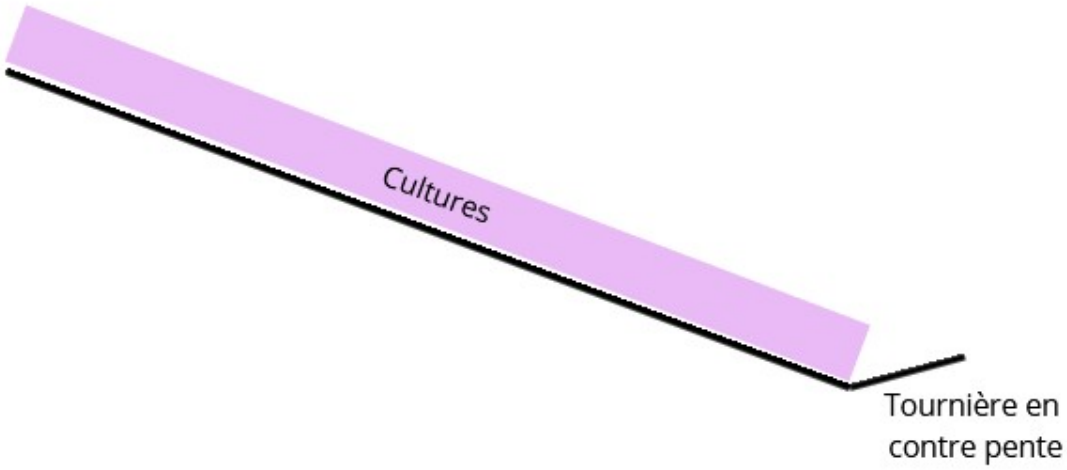


✔ Pour toute vigne en place, il est **fortement recommandé** de :

- **stabiliser les terres** par l'adoption d'une technique alternative, dont le choix est laissé à l'initiative du viticulteur ;
- **réaliser un ou plusieurs aménagements** à la parcelle ou de manière collective. Les aménagements devront êtres positionnés de manière à intercepter efficacement les eaux de ruissellement issues de la ou des parcelle(s) concernée(s) ;
  Ces ouvrages devront êtres dimensionnés au regard d'un orage **trentennal** à l'échelle d'un bassin versant représentant une entité hydrographique homogène.
  Afin d'atteindre le volume de rétention requis par le calcul de dimensionnement de bassins, plusieurs aménagements peuvent être implantés. La capacité d'infiltration de chaque aménagement, une fois additionnée, devra être équivalente au volume total déterminé par le calcul.
  Les aménagements devront être matérialisés (marquages ayant une hauteur suffisante pour être visible en cas d'inondation).

  Pour accéder à la Fiche de Calcul, veuillez cliquer sur le lien suivant : Fiche de calcul aménagements, ou vous rendre directement sur le site de la préfecture via le lien suivant : https://www.yonne.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Securite-et-prevention-des-risques/Risques-majeurs/Risques-naturels/PPR-inondation-par-ruissellement-et-coulees-de-boues-du-Chablisien-Procedure-de-revision
- **implanter des tournière*s en contre pente,** en bas de pente, de manière à intercepter l'eau de ruissellement ;

  Schéma d'une **tournière*** en contre pente :

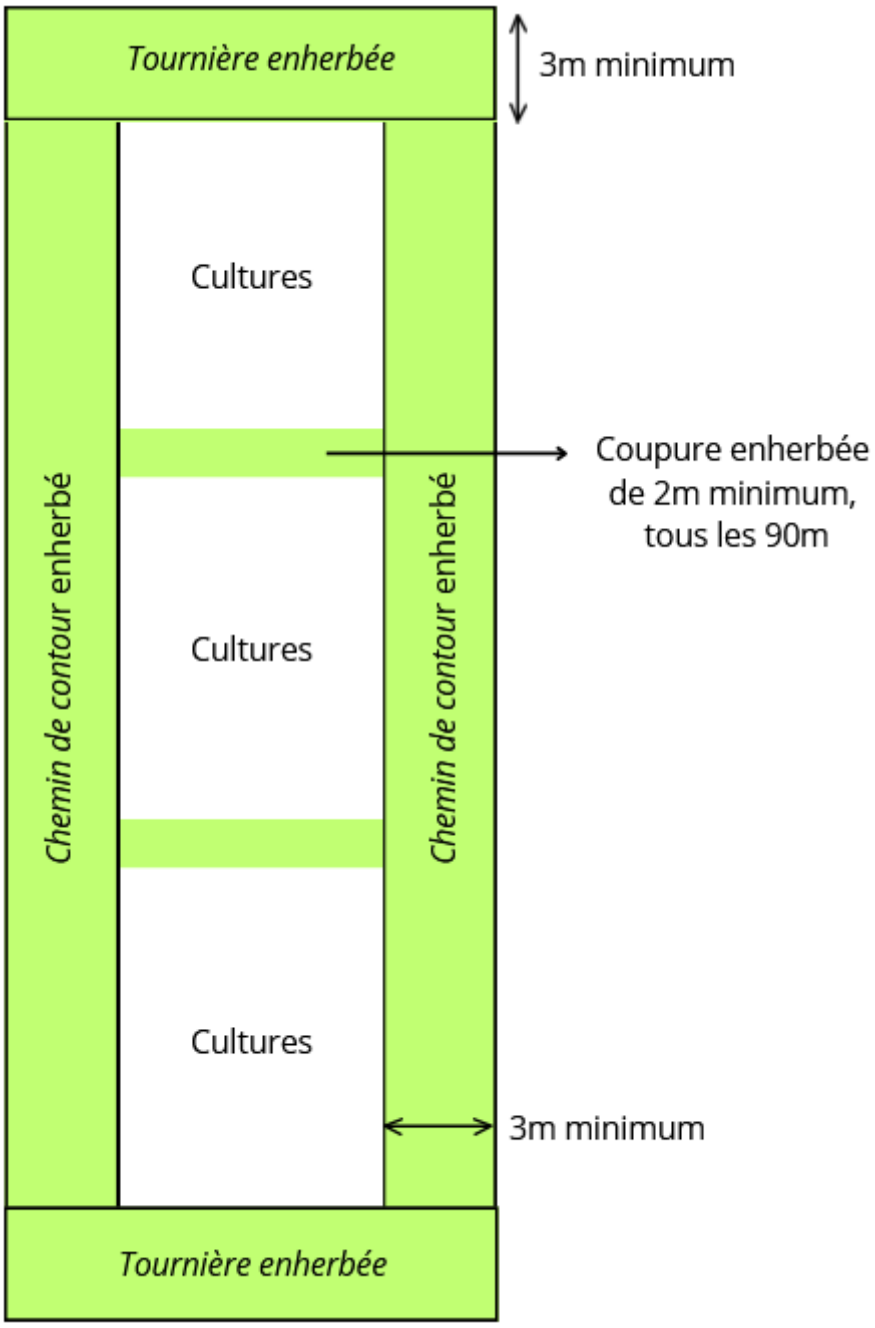



- **Casser les vitesses de propagation du ruissellement** en réalisant une coupure enherbée sur une largeur minimale de 2 m tous les 90 m en moyenne.

  Cette coupure enherbée mise en place de façon naturelle ou semée devra être implantée de façon pérenne nonobstant les **aléas*** climatiques pouvant dégénérer la couverture végétale (gel, sécheresse).

  Cette coupure enherbée, jouant le rôle de frein hydraulique, sera placée de façon pertinente par rapport à la topographie et à la morphologie de la parcelle exploitée en vigne.

  Cette coupure enherbée pourra supporter des pieds de vignes.


Tournière enherbée
3m minimum
Cultures
Coupure enherbée
de 2m minimum,
tous les 90m
Chemin de contour enherbé
Chemin de contour enherbé
Cultures
Cultures
3m minimum
Tournière enherbée

# Titre VII. 4. Tableau de synthèse

Le tableau ci-dessous récapitule l'ensemble des pratiques culturales obligatoires et recommandées en zone verte :

| | Mesures du règlement | Zone verte V1 | Zone verte V2 | Zone verte V3 |
|---|---|---|---|---|
| **Nouvelles vignes** | **Enherbement en haut et bas de parcelles (tournière*s** comprises) | **Obligatoire** bande enherbée de 3m | **Obligatoire** bande enherbée de 3m | **Obligatoire** bande enherbée de 3m |
| | **Enherbement des chemins de contours** | **Obligatoire** bande enherbée de 3m | **Obligatoire** bande enherbée de 3m | **Obligatoire** bande enherbée de 3m |
| | Coupure enherbée de 2m | Fortement recommandé | Fortement recommandé | Fortement recommandé |
| | **Réalisation d'un ou plusieurs aménagements visant à infiltrer les eaux de ruissellement** (bassins, noues, etc.), individuel ou collectif | **Obligatoire** au regard d'un orage **décennal** | **Obligatoire** au regard d'un orage **trentennal** | **Obligatoire** au regard d'un orage **trentennal** |
| | Implantation d'une **tournière*** en contre pente | Fortement recommandé | Fortement recommandé | Fortement recommandé |
| | Stabilisation des terres | Fortement recommandé | Fortement recommandé | Fortement recommandé |
| **Vignes en place** | **Enherbement en haut et bas de parcelles (tournière*s** comprises) | **Obligatoire** bande enherbée de 3m | **Obligatoire** bande enherbée de 3m | **Obligatoire** bande enherbée de 3m |
| | **Enherbement des chemins de contours** | **Obligatoire** bande enherbée de 3m | **Obligatoire** bande enherbée de 3m | **Obligatoire** bande enherbée de 3m |
| | Coupure enherbée de 2m | Fortement recommandé | Fortement recommandé | Fortement recommandé |
| | Réalisation d'un ou plusieurs aménagements visant à infiltrer les eaux de ruissellement (bassin, noues, etc.), individuel ou collectif | Fortement recommandé | Fortement recommandé | Fortement recommandé |
| | Implantation d'une **tournière*** en contre pente | Fortement recommandé | Fortement recommandé | Fortement recommandé |
| | Stabilisation des terre | Fortement recommandé | Fortement recommandé | Fortement recommandé |

# Titre VIII – Mesure de prévention, de protection et de sauvegarde

En application de l'article L.561-3 du code de l'Environnement, les études et travaux de prévention définis et rendus obligatoires par un plan de prévention des risques naturels peuvent être **subventionnés au titre du Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM) dit « Fonds Barnier » sous réserve de réalisation dans le délai imposé.**

Les articles L.562-1 paragraphe V et R.562-5 paragraphe III du code de l'Environnement précisent que les travaux imposés à des biens construits ou aménagés conformément aux dispositions du code de l'Urbanisme avant l'approbation du PPR sont limités à **10 % de la valeur vénale estimée du bien** à la date d'approbation du PPRr. Si le coût de la mise en œuvre de ces mesures est supérieur à cette limite, le propriétaire pourra ne mettre en œuvre que certaines d'entre elles. Les articles D.561-12-3 et D.561-12-7 du code de l'Environnement mentionnent les taux de contribution du FPRNM.

L'article R.562-5 alinéa II du code de l'Environnement impose que ces mesures sont à réaliser dans le **délai de 5 ans,** à compter de l'approbation du PPR sauf délai précisé ci-après.

**Dans le cadre d'un Programme d'Actions et de Prévention des Inondations (PAPI), des diagnostics de vulnérabilité* des bâtiments peuvent être proposés par les syndicats qui exercent la compétnce GEMAPI (GEstion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations). Selon le secteur, il conviendra de solliciter le syndicat compétent pour connaître les modalités.**

## VIII. 1. MESURES À CHARGE DES COMMUNES ET DES MAÎTRES D'OUVRAGE

### *VIII. 1. 1. Plan Communal de Sauvegarde (P.C.S.) et Plans InterCommunaux de Sauvegarde (PICS)*

L'organisation des secours nécessite d'être réfléchie et préparée en amont afin de diminuer au maximum les incertitudes et les actions improvisées.

L'élaboration d'un plan communal de sauvegarde (PCS), ou de plans intercommunaux de sauvegarde (PICS) permet de planifier et d'organiser les secours afin d'assurer la protection et la mise en sécurité de la population.

La mise en œuvre du plan communal de sauvegarde relève de la responsabilité de chaque maire sur le territoire de sa commune.

Les communes ou les collectivités locales compétentes devront établir le PCS prévu par l'article L.731-3 du code de la Sécurité Intérieure, en liaison avec le service départemental d'incendie et de secours, les services compétents de l'État et les collectivités concernées.

**Ce plan doit être élaboré dans un délai de 2 ans à compter de l'approbation du PPR** conformément aux dispositions des articles R.731-1 et suivants du code de la Sécurité Intérieure .

Le PCS, au regard des risques connus, regroupe l'ensemble des documents de compétence communale contribuant à l'information préventive et à la protection des populations. Il détermine les mesures immédiates de sauvegarde et de protection des personnes, fixe l'organisation nécessaire à la diffusion de l'alerte et des consignes de sécurité, recense les moyens disponibles et définit la mise en œuvre des mesures d'accompagnement et de soutien de la population.

La loi du 25 novembre 2025 rend obligatoires les PICS pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, dès lors qu'au moins une commune membre est soumise à l'obligation d'élaborer un PCS.

Les PICS permettent une mise en commun de l'analyse des risques identifiés et du recensement des enjeux propres à chaque commune membre, ainsi qu'une analyse des risques susceptibles de survenir simultanément à l'échelle intercommunale.

Ils facilitent également la mobilisation et l'emploi des capacités intercommunales au profit des communes, la mutualisation des moyens communaux, ainsi que la continuité et le rétablissement des compétences ou des intérêts communautaires.

### *VIII. 1. 2. Dossier d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM)*

Le Dossier d'Information Communal sur les RIsques Majeurs (DICRIM) a pour but d'informer la population sur les risques existants et les moyens de s'en protéger. Il indique les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde, dont les consignes de sécurité, relatives aux risques auxquels est soumise la commune. Il est élaboré par le maire qui informe de son existence par voie d'affichage et le met à disposition en mairie pour une libre consultation (art. R.125-10 et R.125-11 du code de l'Environnement).

### *VIII. 1. 3. Information des populations sur le risque inondation*

Conformément aux dispositions des articles R.125-12 à 14 du code de l'Environnement, les communes ou leurs groupements compétents doivent arrêter les modalités d'affichage des risques et consignes à respecter en cas de danger ou d'alerte.
Dans les communes soumises à un PPR, l**e maire doit informer la population au moins une fois tous les deux ans** sur les caractéristiques des risques et les mesures de prévention et de sauvegarde par le biais de réunions publiques ou tout autre moyen approprié, conformément aux dispositions de l'article L.125-2 du code de l'Environnement .

### *VIII. 1. 4. Maîtrise des écoulements et des ruissellements*

Pour rappel, l'article L.2224-10 3° du Code Général des Collectivités Territoriales indique que les communes, ou leurs établissements publics de coopération, doivent délimiter les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement.

Dans sa mise en œuvre, cet article pourra dans un premier temps définir les zones contributives du ruissellement puis dans un second temps lister des **prescriptions*** et/ou des équipements à mettre en œuvre par la collectivité et les particuliers afin de retenir les eaux de ruissellement et de permettre leur infiltration.

Ces **prescriptions*** pourront contenir des mesures dites alternatives à la parcelle, permettant la rétention des eaux pluviales sur le terrain d'assiette, afin de limiter les impacts des aménagements ou équipements dans les zones émettrices de ruissellements et d'au moins compenser les ruissellements induits.

### *VIII. 1. 5. Exploitants de réseaux*

**À compter de l'approbation du PPRr**, les gestionnaires de réseaux de transport d'énergie, de communication, d'alimentation en eau potable et d'assainissement, devront :

- Dans un **délai de deux ans**, réaliser un **diagnostic de vulnérabilité*** aux inondations de leur réseau ayant pour objectif d'identifier les éventuels travaux de renforcement à entreprendre pour garantir la fonctionnalité de ces réseaux en cas de crue ;

- Dans un **délai de cinq ans,** sur la base de ce diagnostic, prendre les dispositions constructives et techniques appropriées dans des conditions techniques et économiques acceptables pour assurer leur fonctionnement normal de leur réseau, ou à défaut réduire leur **vulnérabilité***, supporter les conséquences de l'inondation et assurer le redémarrage le plus rapide possible. Des points d'avancement quant à la réalisation desdits travaux seront produits régulièrement.

- Dans un **délai de deux ans**, réaliser un **plan d'urgence** ayant pour objectif de définir et d'organiser :

    - les mesures nécessaires pour recevoir et organiser l'alerte ;
    - l'astreinte des personnels et le plan de rappel ;
    - les dispositions nécessaires pour sauvegarder ou, s'il y a lieu, rétablir la continuité du service.

#### *VIII. 1. 6. Sécurisation des tampons d'assainissement*

Les gestionnaires de réseaux d'assainissement pluvial devront, dans un **délai de deux ans,** procéder à la sécurisation des tampons situés en zone inondable, lors de la pose de tampons neufs ou pour les tampons existants.

#### *VIII. 1. 7. Terrains de camping*

Les exploitants de terrains de camping devront respecter les **prescriptions*** d'informations, d'alerte et d'évacuation fixées par les articles R.125-15 à 19 du code de l'Environnement, en application de l'article L.443-2 du code de l'Urbanisme. Ils devront s'assurer régulièrement que toutes les conditions sont réunies pour une évacuation rapide et complète des caravanes et des usagers.

#### *VIII. 1. 8. Aires de stationnement*

Les aires de stationnement ouvertes au public (situées en zone rouge ou bleue) feront l'objet d'un mode de gestion approprié au risque inondation par ruissellement, afin d'assurer l'alerte et la mise en sécurité des usagers et des véhicules. À cette fin, des panneaux devront indiquer leur inondabilité par ruissellement de façon visible pour tout utilisateur.

#### *VIII. 1. 9. Établissements Recevant du Public (ERP) type R, O, U et J (voir §1.5)*

Les exploitants des ERP à vocation de **logement*** ou d'hébergement ont l'obligation d'informer leurs pensionnaires ou, selon le cas, les familles de ceux-ci, sur le risque d'inondation, et sur les mesures prises par l'établissement pour réduire sa **vulnérabilité***. **À compter de l'approbation du PPRr**, les exploitants devront :

- Dans un **délai de deux ans**, réaliser un **diagnostic de vulnérabilité*** aux inondations de leur établissement et des risques encourus par les pensionnaires ;

- Dans un **délai de cinq ans,** sur la base de ce diagnostic, prendre les dispositions constructives qui permettent, dans des conditions techniques et économiques acceptables, de réduire la **vulnérabilité***. Ces dispositions doivent notamment garantir la continuité du chauffage et de l'éclairage et de toute autre fonction vitale. Des points d'avancement quant à la réalisation desdits travaux seront produits régulièrement.

- Dans un **délai de deux ans**, se doter d'un **plan d'urgence** définissant et organisant :

    - les mesures nécessaires pour recueillir et exploiter l'alerte ;

- l'astreinte des personnels et le plan du rappel ;
- les dispositions nécessaires pour, si l'établissement est isolé par l'inondation, assurer le maintien des pensionnaires sur place dans de bonnes conditions, notamment la continuité des soins et de l'alimentation ;
- les dispositions à prendre pour évacuer les pensionnaires si l'évacuation s'avère nécessaire, y compris les dispositions relatives à leur transport et à leur accueil par un autre établissement d'hébergement.

### VIII. 2. MESURES A CHARGE DES ENTREPRISES

L'employeur est tenu, en vertu de l'obligation générale de sécurité qui lui incombe d'évaluer les risques éventuels et de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé des salariés de son entreprise. À cette fin, en application des articles L.4121-3 et R.4121-1 du code du Travail, il doit élaborer et tenir à jour un document unique d'évaluation des risques qui recense l'ensemble des risques pour la santé et la sécurité du personnel dans l'entreprise. Ce document concerne toutes les entreprises.

Les services publics, les établissements sensibles* et stratégiques*, les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), les collectivités et les gestionnaires de réseaux, ainsi que les gestionnaires d'usines de traitement des eaux et de stations d'épuration devront réaliser, **dans un délai de 5 ans,** à compter de l'entrée en vigueur du présent PPRr, un **Plan de Continuité d'Activité (PCA)**.

#### *VIII. 2. 1. Entreprises de plus de 20 salariés*

**À compter de l'approbation du PPRr,** l'employeur devra :

- Dans un **délai de deux ans**, réaliser un **diagnostic de vulnérabilité*** aux inondations de l'entreprise et des risques encourus par les employés. Ce diagnostic, pouvant être réalisé en interne, fera apparaître les éléments techniques et organisationnels suivants caractérisant l'entreprise :

  - Connaissance de l'**aléa*** et conditions d'inondation du site ;
  - Organisation de l'alerte et des secours ;
  - Estimation des dommages et dysfonctionnements potentiels, à savoir :

    1. Atteintes aux biens : résistance des bâtiments, **vulnérabilité*** des équipements, des stocks, des matériels…
    2. Atteintes aux réseaux : électricité, téléphone, voie de communication, transports (secours et fonctionnement)…
    3. Atteinte à l'activité et aspects économiques : arrêt activité, indemnisation assurance, réaction banque, remise en état…

- Dans un **délai de cinq ans,** sur la base de ce diagnostic, prendre les mesures de réduction de la **vulnérabilité*** identifiées qui seront réparties selon les trois catégories suivantes : sécurité des personnes (création d'espaces **refuge***), limitation des dégâts et facilitation du retour à la normale. Les mesures seront hiérarchisées par leur priorité de mise en œuvre. Des points d'avancement quant à la réalisation desdites mesures seront produits régulièrement.

- Dans un **délai de trois ans**, se doter d'un **plan d'urgence** visant à organiser l'alerte, les secours et les moyens techniques et humains internes et externes nécessaires. Ce plan s'appuiera ou complétera le plan particulier d'intervention lorsqu'il existe.

- **Annuellement,** mener des actions de sensibilisation des employés au risque inondation et des exercices concernant le plan d'urgence mentionné précédemment.

- **Annuellement**, afficher et mettre à jour **les consignes de sécurité** et la conduite à tenir en cas d'inondation dans les locaux, pour les employés mais aussi pour les sous-traitants ou clients susceptibles d'être présents sur le site.

- **Faciliter le retour à la normale,** en mettant hors d'eau les équipements sensibles liés aux installations électriques et téléphoniques (compteurs électriques et prises notamment). Ceux ci-seront placés à 50 cm au-dessus de la **cote de référence***.

- **Organiser les locaux** afin de mettre hors d'eau les stocks et les produits polluants. À défaut, l'exploitant prendra les mesures nécessaires afin d'évacuer ceux-ci en dehors de la zone inondable dans des délais compatibles avec la prévision de crues.

- **Empêcher la flottaison d'objets et limiter les pollutions pouvant aggraver le risque.** Les cuves et bouteilles d'hydrocarbures, les réserves de bois ou de chauffage, les constructions légères et, d'une manière générale, tous les objets ou produits polluants ou (et) flottants susceptibles d'être mobilisés par la crue doivent être mis hors d'eau ou à défaut solidement arrimés.

- **Matérialiser** les emprises des piscines, bassins enterrés et regards existants.

- **Limiter les entrées d'eau** dans les constructions dont le niveau du premier plancher est situé au-dessous du niveau de la crue de référence. Les mesures sont à titre d'exemples :

    - traiter les éventuelles fissures pénétrantes et la façade ;
    - installer des systèmes d'obturation amovible d'une hauteur maximale de 1 m (par exemple, des batardeaux) au niveau des ouvertures afin de limiter ou retarder les entrées d'eau ;
    - installer un clapet anti-retour sur les conduites d'évacuation des eaux usées et autres susceptibles de générer des remontées d'eau par refoulement ;
    - occulter, par des dispositifs temporaires, les bouches d'aération et de ventilation ainsi que les trappes d'accès au vide sanitaire (quand il existe) situées en tout ou partie au-dessous du niveau de la crue de référence ;
    - colmater les gaines des réseaux (réseaux électriques, téléphoniques, etc.) également susceptibles de générer des remontées d'eau par refoulement.

#### VIII. 2. 2. Entreprises de moins de 20 salariés

**À compter de l'approbation du PPRr,** l'employeur devra :

<u>Mesures obligatoires</u>

- Dans un **délai de trois ans,** se doter d'un **plan d'urgence** visant à organiser l'alerte, les secours et les moyens techniques et humains internes et externes nécessaires à cette gestion. Ce plan s'appuiera ou complétera le plan particulier d'intervention lorsqu'il existe.

- **Annuellement,** mener des actions de sensibilisation des employés au risque inondation et des exercices concernant le plan d'urgence mentionné précédemment.

- **Annuellement**, afficher et mettre à jour **les consignes de sécurité** et la conduite à tenir en cas d'inondation dans les locaux, pour les employés mais aussi pour les sous-traitants ou clients susceptibles d'être présents sur le site.

- **Garantir la sécurité des personnes** (notamment des employés, sous-traitants ou clients susceptibles d'être présents sur le site) en cas d'inondation par la création d'un espace **refuge***.

- **Limiter les entrées d'eau** dans les constructions dont le niveau du premier plancher est situé au-dessous du niveau de la crue de référence, en installant :
  - des systèmes d'obturation amovible d'une hauteur maximale de 1 m (par exemple, des batardeaux) au niveau des ouvertures afin de limiter ou retarder les entrées d'eau ;
  - un clapet anti-retour sur les conduites d'évacuation des eaux usées et autres susceptibles de générer des remontées d'eau par refoulement.

- **Empêcher la flottaison d'objets et limiter les pollutions pouvant aggraver le risque.** Les cuves et bouteilles d'hydrocarbures, les réserves de bois ou de chauffage, les constructions légères et, d'une manière générale, tous les objets ou produits polluants ou (et) flottants susceptibles d'être mobilisés par la crue doivent être mis hors d'eau ou à défaut solidement arrimés.

- **Matérialiser** les emprises des piscines, bassins enterrés et regard existants.

**Recommandations**

- **Diagnostiquer** la vulnérabilité de l'entreprise aux inondations, afin d'identifier les mesures à mettre en œuvre.

- **Faciliter le retour à la normale** en mettant hors d'eau les équipements sensibles liés aux installations électriques et téléphoniques (compteurs électriques et prises notamment). Ceux-ci seront placés à 50 cm au-dessus de la cote de référence. Pour vider les parties des bâtiments inondées, les entreprises peuvent s'équiper d'un système de pompes.

- **Organiser les locaux** afin de mettre hors d'eau les stocks et les produits polluants. À défaut, l'exploitant prendra les mesures nécessaires afin d'évacuer ceux-ci en dehors de la zone inondable dans des délais compatibles avec la prévision de crues.

- **Diminuer l'infiltration des eaux,** en appliquant les mesures suivantes :
  - traiter les éventuelles fissures pénétrantes et la façade
  - occulter par des dispositifs temporaires les bouches d'aération et de ventilation ainsi que les trappes d'accès au vide sanitaire (quand il existe) situées en tout ou partie au-dessous du niveau de la crue de référence ;
  - colmater les gaines des réseaux (réseaux électriques, téléphoniques, etc.) également susceptibles de générer des remontées d'eau par refoulement.

### *VIII. 2. 3. Bâtiments stratégiques et établissements sensibles*

Les bâtiments stratégiques sont les bâtiments dont la protection est primordiale pour les besoins de la sécurité civile, de la défense nationale ainsi que pour le maintien de l'ordre public.

- ✔ les bâtiments abritant les moyens de secours en personnels et matériels et présentant un caractère opérationnel et décisionnel ;

- ✔ les bâtiments abritant le personnel et le matériel de la défense et de la sécurité civile et présentant un caractère opérationnel ;
- ✔ les bâtiments contribuant au maintien des communications ;
- ✔ les bâtiments de production ou de stockage d'eau potable ;
- ✔ les bâtiments des centres de distribution publique de l'énergie.

**À compter de l'approbation du PPRr,** le propriétaire/gestionnaire du bâtiment stratégique devra :

**Mesures obligatoires**

- Dans un **délai de 2 ans**, réaliser un **diagnostic de vulnérabilité**** aux inondations afin d'identifier les mesures à mettre en œuvre pour réduire la **vulnérabilité*** des constructions concernées. Le diagnostic fera au minimum apparaître les éléments techniques et organisationnels suivants :

    - Connaissance de l'**aléa*** et conditions d'inondation du site ;
    - Organisation de l'alerte et des secours ;
    - Estimation des dommages et dysfonctionnements potentiels :

        1. Atteintes aux biens : résistance des bâtiments, **vulnérabilité*** des équipements, des stocks, des matériels…
        2. Atteintes aux réseaux : électricité, téléphone, voie de communication, transports (secours et fonctionnement)…
        3. Atteinte à l'activité et aspects économiques : arrêt activité, indemnisation assurance, réaction banque, remise en état…

- Dans un **délai de trois ans**, se doter d'un **plan d'urgence** visant à organiser l'alerte, les secours et les moyens techniques et humains internes et externes nécessaires à cette gestion. Ce plan s'appuiera ou complétera le plan particulier d'intervention et le PCS lorsqu'ils existent.

- Annuellement, afficher et mettre à jour les consignes de sécurité et la conduite à tenir en cas d'inondation dans les locaux.

- **Faciliter le retour à la normale** en mettant hors d'eau les équipements sensibles liés aux installations électriques et téléphoniques (compteurs électriques et prises notamment). Ceux-ci seront placés à 50 cm au-dessus de la **cote de référence***.

- **Empêcher la flottaison d'objets et limiter les pollutions pouvant aggraver le risque.** Les cuves et bouteilles d'hydrocarbures, les réserves de bois ou de chauffage, les constructions légères et, d'une manière générale, tous les objets ou produits polluants ou (et) flottants susceptibles d'être mobilisés par la crue doivent être mis hors d'eau ou à défaut solidement arrimés.

- **Limiter les entrées d'eau** dans les constructions dont le niveau du premier plancher est situé au-dessous du niveau de la crue de référence. Les mesures sont par exemples :

    - traiter les éventuelles fissures pénétrantes et la façade ;
    - installer, dans la mesure du possible, des systèmes d'obturation amovible d'une hauteur maximale de 1 m (par exemple, des batardeaux) au niveau des ouvertures afin de limiter ou retarder les entrées d'eau ;
    - installer un clapet anti-retour sur les conduites d'évacuation des eaux usées et autres susceptibles de générer des remontées d'eau par refoulement ;
    - occulter par des dispositifs temporaires les bouches d'aération et de ventilation ainsi que les trappes d'accès au vide sanitaire (quand il existe) situées en tout ou partie au-dessous du niveau de la crue de référence ;

- colmater les gaines des réseaux (réseaux électriques, téléphoniques, etc.) également susceptibles de générer des remontées d'eau par refoulement.

**Recommandations**

- **Garantir la sécurité des personnes** en menant annuellement des actions de sensibilisation des employés au risque inondation et des exercices concernant le plan d'urgence mentionné précédemment.
- **Faciliter le retour à la normale** en plaçant le point d'arrivée d'électricité au moins à 50 cm au-dessus de la **cote de référence*** et différencier les parties inondables et hors d'eau du réseau électrique (créer un réseau séparatif pour les pièces inondables).
- **Adapter** les biens et les équipements à l'inondation en les surélevant, les déplaçant ou en les protégeant contre la crue.

## VIII. 3. MESURES DE REDUCTION ET LIMITATION DE LA VULNERABILITE POUR L'HABITAT

### *VI. 3. 1. MESURES OBLIGATOIRES*

Rappel : Pour le cas des constructions existantes antérieurement à la date d'approbation du PPR, les mesures du présent article doivent être mises en œuvre dans un **délai de 5 ans** à compter de cette même date :

- ✔ Les ouvertures telles que bouches d'aération, d'évacuations et drains, situés sous la **cote de référence***, devront être équipés de dispositifs bloquant les détritus et objets (en pratique des grilles fines) et optionnellement de dispositif d'obturation ;
- ✔ Les vides sanitaires situés sous la **cote de référence***, devront être équipés de dispositifs bloquant les détritus et objets (en pratique des grilles fines) ;
- ✔ Les gaines de réseaux situés sous la **cote de référence*** devront être colmatées ;
- ✔ Les canalisations d'évacuation des eaux usées devront être équipées de clapets anti-retour automatiques afin d'éviter le refoulement des eaux d'égouts ;
- ✔ Les dépôts extérieurs de matériaux flottants (bois de chauffage ou autres) doivent être entreposés dans des lieux fermés, ou bien pourvus de dispositifs de retenue solidement ancrés au sol (ces matériaux peuvent constituer des projectiles dangereux ou générer des embâcles),
- ✔ Les équipements extérieurs (cuves hors-sol, piscines hors-sol, cabanons…) susceptibles d'être emportés en cas de crue, et de constituer des projectiles dangereux ou de générer des embâcles, doivent être solidement arrimés ;
- ✔ Les cuves de gaz ou de fioul doivent être équipées de dispositifs permettant de les rendre totalement étanches en cas de décrochage (risque de retournement ou de rupture du raccordement aux canalisations) ;
- ✔ Les emprises des bassins, piscines enterrées, puits artésiens, forages et regards doivent être matérialisées par des marquages visibles au-dessus de la **cote de référence*** ;
- ✔ Des systèmes de batardeaux, ayant pour but de retarder au maximum la pénétration de l'eau dans la construction et laissant le temps de surélever ou déplacer les biens sensibles à l'eau, **dont la hauteur ne dépassera pas 1 mètre,** seront installés, autant que faire se peut, avant la montée des eaux pour être démontés une fois l'épisode de crue passé. Ces systèmes peuvent également permettre de filtrer l'eau en empêchant la boue de rentrer, ce qui facilitera le nettoyage ;
- ✔ Des portes étanches, réalisées avec des matériaux résistants à l'humidité et aux intempéries, ainsi que des joints d'étanchéité ;
- ✔ Les seuils de portes ou de portes-fenêtres situés en dessous de la **cote de référence*** seront supprimés ou abaissés au niveau du sol fini de la construction (**si cela s'avère techniquement possible**) afin de faciliter le nettoyage des locaux.

### *VIII. 3. 2. MESURES RECOMMANDÉES*

Les sites EPISEINE à l'adresse **www.episeine.fr** et du Centre Européen de Prévention du Risque Inondation (CEPRI) à l'adresse **www.cepri.net** *(http://cepri.net/tl_files/pdf/guidevulnerabilite.pdf)* apportent des détails utiles sur la mise en place des dispositifs évoqués dans cette partie ainsi que des conseils aux particuliers sur la gestion de la crise.

Mesures recommandées concernant l'électricité

- Installer un tableau de distribution électrique conçu de façon à pouvoir couper facilement l'électricité dans le niveau inondable, sans la couper dans les niveaux supérieurs.
- Placer les prises, chauffages et autres équipements électriques à 50 cm au-dessus de la **cote de référence*** à l'exception des dispositifs d'épuisement ou de pompage.
- Installer des réseaux électriques de type descendant, ne comportant pas de gaines horizontales en partie basse (facilite l'évacuation de l'eau dans les lignes).
- Les installations fixes sensibles telles que les moteurs, compresseurs, machineries d'ascenseur (à positionner en partie supérieure ou sur la cabine), appareil de production de chaleur ou d'énergie devront être implantés au-dessus de la **cote de référence***.

Mesures recommandées portant sur la construction en elle-même

- Lorsque cela est possible, rehausser les planchers existants ou installer les planchers nouveaux au-dessus de la **cote de référence***.
- Pour les constructions à usage d'habitation situées en **zone rouge** (hauteur d'eau supérieure à 1 m), il est **fortement recommandé de créer un espace refuge*** accessible de l'intérieur et de l'extérieur et à même de recevoir les personnes et les biens déplaçables dans l'attente des secours *(cf annexe)*.
- Pour les constructions à usage d'habitation situées en **zone bleue** (hauteur d'eau inférieure à 1 m en **aléa*** moyen et 50 cm en **aléa*** faible), il est **recommandé de créer un espace refuge*** accessible de l'intérieur et de l'extérieur pour recevoir les personnes et les biens déplaçables dans l'attente des secours *(cf annexe)*.
- Des matériaux imputrescibles seront utilisés pour les constructions et travaux situés en dessous de la **cote de référence*** plutôt que des matériaux sensibles (moquette, placoplâtre, papier peint, laine de verre, bois aggloméré sont des matériaux trop sensibles à l'eau à éviter). Pour ce qui concerne le sol, utiliser de préférence du carrelage. Certains bois traités utilisés en parquet sont insensibles à l'eau (préférer un parquet traditionnel à un parquet flottant). Utiliser des isolants thermiques retenant faiblement l'eau (type polystyrène extrudé), plutôt que des isolants hydrophiles (laines de verre ou polystyrène expansé) qui se gorgent d'eau et se tassent dans le fond des cloisons.
- Installer des cloisons ou contre-cloisons en plaques de plâtre hydrofuge ou carreaux de plâtre hydrofuge, ou des cloisons maçonnées enduites de mortier de ciment et de chaux, moins sensibles à l'eau.
- Les menuiseries, portes, fenêtres, ainsi que tous les ventaux situés au-dessous de la **cote de référence*** devront être constitués soit avec des matériaux insensibles à l'eau, soit avec des matériaux convenablement traités (huisseries en matériaux non sensibles à l'eau de préférence avec un noyau en acier galvanisé pour renforcer sa solidité, bois ayant subi un traitement thermique de rétification (pyrolyse), bois massif traité avec des vernis résistant à l'eau…).
- Toutes les constructions et installations seront fondées dans le sol de façon à résister à des affouillements, tassements ou érosions localisés.
- Installer un drain souterrain en périphérie des bâtiments, permettant un assèchement plus rapide des murs.
- Réaliser un diagnostic de vulnérabilité visant à évaluer le niveau d'exposition de la construction au risque d'inondation par ruissellement, et à définir les mesures destinées en limiter les impacts.

Mesures recommandées concernant l'utilisation des locaux

- Les équipements de chauffage de type chaudière seront mis en place à 50 cm au-dessus de la **cote de référence***.
- N'entreposer dans les caves, sous-sols et garages situés sous la **cote de référence*** que des biens aisément déplaçables.
- les batardeaux doivent pouvoir être enjambés par un adulte. De plus, au-dessus de cette hauteur, il est nécessaire de laisser entrer l'eau afin d'équilibrer la pression hydraulique et d'éviter des dommages supplémentaires sur la structure du bâtiment.
- Pour les habitations comportant des cuisines équipées dont le mobilier est situé sous la **cote de référence***, prévoir du mobilier démontable en moins de 12 heures et un espace de stockage au-dessus de la **cote de référence***.
- Stocker les produits dangereux, polluants ou flottants au-dessus de la **cote de référence***.

Mesures recommandées concernant les réseaux

- Installer des dispositifs de coupure des réseaux techniques (électricité, eau, gaz) 50 cm au-dessus de la **cote de référence***. Ces dispositifs devront être automatiques dans le cas où l'occupation des locaux n'est pas permanente.
- Les réseaux de toute nature situés au-dessous de la **cote de référence*** devront être étanches ou déconnectables, et les réseaux de chaleurs devront être équipés d'une protection thermique hydrophobe.
- Les installations d'assainissement devront être réalisées de telle sorte que leur fonctionnement ne soit pas perturbé et qu'elles n'occasionnent ni ne subissent de dommages lors des crues.
- Des tampons d'assainissement sécurisés, pour les parties de réseaux pouvant être mises en charge lors des inondations, seront installés.
- Les coffrets de commande et d'alimentation relatifs à la téléphonie devront être positionnés au-dessus de la **cote de référence***. Sous cette cote, les branchements et les câbles devront être étanches.
- Les postes de distribution d'énergie électrique et les coffrets de commandes et d'alimentation électriques devront être facilement accessibles en cas d'inondation et être positionnés au-dessus de la **cote de référence***. Sous cette cote, les branchements et les câbles devront être étanches. Pour éviter les ruptures des câbles par les objets flottants, il est recommandé d'observer une revanche de 2,50 m au point le plus bas de la ligne pour les câbles MT (moyenne tension) et BT (basse tension). D'une façon générale, il est recommandé en zone inondable d'enterrer les réseaux électriques.

### VIII. 4. MESURES RECOMMANDÉES AUX ACTIVITÉS AGRICOLES

Les opérations de remembrement et le classement en zone AOC doivent être mises en œuvre en tenant compte du PPRr et de leurs effets induits sur les écoulements et ruissellements. Elles doivent donc être accompagnées de mesures générales et particulières compensatoires. Le dégagement d'emprise suffisante pour la réalisation de bassin devra être prévu, en fonction de l'intensité de l'**aléa*** recensé, au pied des vallées et versants classés en A.O.C. viticole et ce quelle que soit l'occupation actuelle par la vigne.

### VIII. 5. OPÉRATIONS D'ENTRETIEN, PROTECTION ET PRÉVENTION

Les bassins de rétention réalisés conformément au règlement de la zone verte devront être entretenus régulièrement de manière à conserver de façon pérenne la capacité d'interception des

eaux de ruissellement en cas d'orages. L'entretien de ces bassins devra se faire de manière régulière par le ou les propriétaires.

# Titre IX – Lexique

| | |
|---|---|
| • **Activités et biens existants** | Portions de l'activité humaine employée à la production des biens et des services existants à la date d'approbation du PPRr. |
| • **Aléa** | Conséquences physiques résultant d'un scénario d'événements. L'aléa est caractérisé par son occurrence et son intensité (pour certains aléas). Il peut être qualifié par différents niveaux (très fort, fort, moyen, faible). |
| • **Annexe** | Il s'agit d'une construction secondaire, de dimensions réduites et inférieures à la construction principale, qui apporte un complément aux fonctionnalités de la construction principale. Elle peut-être accolée ou non à la construction principale avec qui elle entretient un lien fonctionnel, sans disposer d'accès direct depuis la construction principale. Elle doit-être située sur la même unité foncière* et constituée d'une dépendance destinée à un autre usage que l'habitation. |
| • **Bâtiment** | Est considérée comme bâtiment au sens du présent règlement, toute construction durable, close et couverte, qui sert d'abri aux hommes, aux animaux ou aux objets. |
| • **Centre urbain** | Ensemble urbanisé caractérisé par son histoire, une occupation des sols importante, une continuité du bâti et la mixité des usages entre logement*s, commerces et services (circulaire du 24 avril 1996 et par la note du décret n°2019-715 du 05 juillet 2019). |
| • **Changement de destination** | Le changement de destination* consiste à affecter à une construction une destination différente de celle qu'elle avait initialement, parmi les 5 destinations prévues par l'article R. 151-27 du code de l'Urbanisme.<br><br>Ces destinations sont : exploitation agricole et forestière, habitation, commerce et activités de service, équipements d'intérêt collectif et services publics et autres activités des secteurs primaire, secondaire ou tertiaire.<br><br>Ces destinations comprennent des sous-destinations, prévues par l'article R. 151-28 du code de l'Urbanisme :<br><br>• pour l'exploitation agricole et forestière : exploitation agricole, exploitation forestière ;<br>• pour l'habitation : logement*, hébergement ;<br>• pour les commerces et activités de service : artisanat et commerce de détail, restauration, commerce de gros, activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle, hébergement hôtelier et touristique, cinéma ;<br>• pour les équipements d'intérêt collectif et services publics : locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés, locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés, établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale, salles d'art et de |

| | |
|---|---|
| | spectacles, équipements sportifs, lieu de culte, autres équipements recevant du public ;<br>• pour les autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire : industrie, entrepôt, bureau, centre de congrès et d'exposition, et cuisine dédiée à la vente en ligne.<br>Les locaux accessoires sont réputés avoir la même destination et sous-destination que le local principal. Ainsi, pour l'application du présent règlement, les logement*s ou hébergements nécessaires à l'exploitation agricole relèvent de la destination « exploitation agricole et forestière » (sous-destination « exploitation agricole ») et non de la destination « habitation ». |
| • **Construction à usage d'activités** | Au sens des articles R. 151-27 et R. 151-28 du code de l'Urbanisme définissant les destinations et sous destinations des constructions. |
| • **Cote de référence** | La cote de référence* visée dans ce règlement correspond à 0,50 m par rapport à la plus haute des cotes du terrain naturel au droit de la future construction. |
| • **Diagnostic de vulnérabilité** | Étude permettant, d'une part, d'évaluer la vulnérabilité* en termes d'atteinte aux personnes et aux biens vis-à-vis de l'aléa en présence et, d'autre part, de hiérarchiser les préconisations, aménagements et travaux à réaliser pour réduire la vulnérabilité* diagnostiquée.<br>Cette étude définira donc les mesures à mettre en œuvre afin de limiter les risques pour les personnes et les dommages aux biens dans la perspective de réduire les travaux de remise en état, mais également limiter le délai de reprise de possession des lieux dans des conditions sanitaires satisfaisantes (exemples : disposer d'une zone refuge*, surélever les équipements électriques, installer des clapets anti-retour, mettre en œuvre des revêtements de sol peu sensibles à l'eau…). |
| • **Emprise au sol** | Surface au sol que tous les bâtiments occupent sur le terrain : elle correspond à la projection verticale au sol du volume hors œuvre brut du bâtiment, hormis les éléments en saillies non incorporées au gros œuvre (balcons en saillie…).<br>Article R. 420-1 du code de l'Urbanisme à la date d'approbation du PPR reproduit ci-après :<br>*« L'emprise au sol* […] est la projection verticale du volume de la construction, tous débords et surplombs inclus. Toutefois, les ornements tels que les éléments de modénature et les marquises sont exclus, ainsi que les débords de toiture lorsqu'ils ne sont pas soutenus par des poteaux ou des encorbellements. »* |
| • **Enjeux** | Personnes, biens, activités, moyens, patrimoine bâti, culturel ou environnemental.<br>Les enjeux* s'apprécient aussi bien pour le présent que pour le futur. Les biens et activités peuvent être évalués monétairement, les personnes exposées dénombrées, sans préjuger toutefois de leur capacité à résister |

| | |
|---|---|
| | à la manifestation du phénomène pour l'aléa retenu. |
| • **Établissement recevant du public (ERP)** | La définition d'E.R.P. utilisée dans le présent règlement est celle de l'article R. 123-2 du code de la Construction et de l'Habitation reproduit ci-après :<br><br>*« constituent des établissements recevant du public tous bâtiments, locaux et enceintes dans lesquels des personnes sont admises, soit librement, soit moyennant une rétribution ou une participation quelconque, ou dans lesquels sont tenues des réunions ouvertes à tout venant ou sur invitation, payantes ou non.*<br>*Sont considérées comme faisant partie du public toutes les personnes admises dans l'établissement à quelque titre que ce soit en plus du personnel. »* |
| • **Établissement sensible** | Les établissements sensibles au sens du présent règlement regroupent :<br><br>• Les établissements nécessaires à la gestion de crise* :<br><br>Sont considérés comme établissements nécessaires à la gestion de crise* les établissements utiles à la sécurité civile, à l'accueil des personnes nécessitant des soins médicaux d'urgence et au maintien de l'ordre public. Ils incluent par exemple les casernes de pompiers, gendarmeries, bureaux de police municipale ou nationale, salles opérationnelles, centres de décision, centre d'exploitation routiers nécessaires à la gestion de crise*, services techniques dédiés aux interventions d'urgence, centres de télétransmissions, hôpitaux et cliniques, etc.<br><br>• Les établissements recevant du public sensibles :<br><br>Les établissements recevant du public (ERP) dits sensibles sont des établissements abritant ou accueillant des personnes vulnérables (personnes jeunes, personnes âgées, personnes dépendantes) qui, en situation de crue, sont difficiles à évacuer ou à mettre à l'abri. Il s'agit notamment des crèches, haltes-garderies, établissements scolaires, centres aérés, maisons de retraite, cliniques, hôpitaux, établissements spécialisés pour personnes handicapées, centres de détention…).<br><br>Tous les établissements recevant du public situés sous ou à la cote de référence* sont également considérés comme sensibles. |
| • **Établissement stratégique** | Sont qualifiés d'établissements stratégiques les établissements liés à la gestion de crise*, notamment les centres de gestion de crise*, les casernes de sapeurs-pompiers et gendarmeries, les postes de police.<br>Sont considérés comme établissements nécessaires à la gestion de crise* les établissements stratégiques qui interviennent en urgence lors des situations de crise et participent au retour à la normale. Il s'agit par exemple des casernes de pompiers, de gendarmerie, des locaux de la police, des centres de décision et des services techniques dédiés aux interventions d'urgence d'une collectivité… |

| | |
|---|---|
| • **Extension** | C'est une construction attenante à un bâti déjà existant et qui en prolonge l'activité. Elle doit présenter un lien physique et fonctionnel avec la construction existante. |
| • **Gestion de crise** | Établissements nécessaires à la gestion de crise* : centre de secours, casernes de pompiers, gendarmeries et police |
| • **Infrastructures, ouvrages et constructions nécessaires aux réseaux et cours d'eau** | Sont notamment considérés comme tels :<br>• les infrastructures linéaires (routes, voies ferrées…) et les ouvrages afférents (ponts, bassins de rétention…) ;<br>• les constructions et installations liées aux réseaux d'électricité, d'eau, de gaz, de télécommunication ou d'assainissement comme les pylônes, les canalisations, les ouvrages de distribution électrique (transformateurs…) mais aussi les stations d'épuration ;<br>• les ouvrages hydrauliques et de protection contre les crues (digues, ouvrages de régulation des crues…) ;<br>• les constructions, ouvrages et équipements nécessitant la proximité d'un cours d'eau, c'est-à-dire, dont la localisation est justifiée par l'exercice d'activités liées à la voie d'eau (centres d'activités nautiques, ouvrages hydroélectriques…). |
| • **Installations sensibles à l'eau** | Tous les équipements qui, sous l'action de l'eau d'une crue, sont susceptibles d'être endommagés, voire détruits, ou dont le dysfonctionnement en cas de crue est de nature à porter atteinte à la sécurité des personnes et des biens (installations électriques en général, y compris tableaux de répartition électrique, chaufferie, climatisation, ascenseur…). |
| • **Locaux à sommeil** | En dehors des logements, des espaces peuvent être réservés au sommeil de personnel dans le cadre d'une contrainte particulière : gardien, surveillance de process… |
| • **Logement** | Il s'agit ici de la cellule de vie familiale comportant un couchage. Les locaux annexes tels que les garages, caves, accès du rez-de-chaussée (couloir, escalier, placards ou rangements…) d'une habitation ne sont pas compris dans cette dénomination. |
| • **Maître d'ouvrage** | Porteur du projet et financeur de l'ouvrage. |
| • **Mesures de prévention** | Ensemble des dispositions visant à réduire les impacts d'un phénomène naturel : connaissance des aléas et la vulnérabilité*, réglementation de l'occupation des sols, information des populations (information |

| | |
|---|---|
| | préventive), plan de secours, alerte… |
| • **NGF-IGN69** | Nivellement général de la France dont les références ont été modifiées en 1969. Les valeurs sont d'environ 30 cm plus élevées que le système antérieur (dit « Lallemand »). Le système d'altitude du réseau NGF*-IGN69 est un système d'altitude normal, calculé en utilisant des mesures de pesanteur réelle. |
| • **Plan de prévention des risques** | Document valant servitude d'utilité publique, il est annexé au plan local d'urbanisme (PLU) en vue d'orienter le développement urbain d'une commune en dehors des zones à risques. Il vise à réduire les dommages lors de catastrophes (naturelles ou technologiques) en limitant l'urbanisation dans les zones à risques et en diminuant la vulnérabilité* des zones déjà urbanisées. C'est un outil essentiel de l'État en matière de prévention des risques. |
| • **Préjudice** | Dommages, conséquence néfaste, physique ou morale, d'un phénomène naturel sur les personnes ou les biens. |
| • **Prescriptions** | Règles locales à appliquer à une construction ou un aménagement afin de limiter le risque et/ou la vulnérabilité*. |
| • **Prévention des risques naturels** | Ensemble des dispositions visant à réduire les impacts d'un phénomène naturel : connaissance des aléas et la vulnérabilité*, réglementation de l'occupation des sols, information des populations (information préventive), plan de secours, alerte… |
| • **Projets nouveaux** | Toutes créations ou toutes extensions, surélévations<br>En opposition aux projets sur les biens et activités existantes concernées uniquement par des travaux d'entretien et de gestion courants ainsi que les travaux destinés à réduire les risques pour leurs occupants. |
| • **Reconstruction** | *(D'après Dicobat)*<br>« Construction d'un édifice, analogue et de même usage après que le bâtiment ou l'ouvrage d'origine ait été détruit. »<br>Est considéré comme reconstruction* au sens du présent règlement, tout projet visant à reconstruire un bâtiment détruit ou démoli par un sinistre* (autre qu'un événement lié aux risques pris en compte dans le cadre du présent PPRr) depuis moins de 10 ans en conservant la même destination et sans augmenter son emprise au sol.<br>Lorsqu'elle ne remplit pas ces conditions, notamment en cas de démolition volontaire, toute reconstruction* doit être considérée comme un projet nouveau. |

| | |
|---|---|
| • **Refuge (zone, espace)** | Cette zone, dont l'objectif est la mise en sécurité des personnes, est destinée à accueillir les résidents ou occupants des constructions.<br>Cet espace refuge* n'a pas pour vocation une utilisation exclusive à cet usage : il peut s'agir d'un espace susceptible d'accueillir de façon banalisée la population liée à la construction. Il devra cependant être adapté à cet usage avec les caractéristiques principales suivantes : plancher porteur à une cote définie par le présent règlement susceptible d'admettre l'effectif pouvant être présent, accès intérieur et extérieur aisés y compris en cas de crise, éclairage naturel. |
| • **Sinistre** | Il désigne ici tout événement remettant en cause l'usage de l'ouvrage à cause de la fragilité de sa structure. Celui-ci peut être consécutif ou lié à un incendie, un tremblement de terre, la ruine, la démolition avant ruine, etc. L'insalubrité n'est pas un sinistre* au sens du présent règlement. |
| • **Surface de plancher** | Au sens de l'article R. 111-22 du code de l'Urbanisme :<br>« La surface de plancher* de la construction est égale à la somme des surfaces de plancher de chaque niveau clos et couvert, calculées à partir du nu intérieur des façades après déduction :<br>1) des surfaces correspondant à l'épaisseur des murs entourant les embrasures des portes et fenêtres donnant sur l'extérieur,<br>2) des vides et des trémies afférentes aux escaliers et ascenseurs,<br>3) des surfaces de plancher d'une hauteur sous plafond inférieure ou égale à 1,80 mètre,<br>4) des surfaces de plancher aménagées en vue du stationnement des véhicules motorisés ou non, y compris les rampes d'accès et les aires de manœuvres,<br>5) des surfaces de plancher des combles non aménageables pour l'habitation ou pour des activités à caractère professionnel, artisanal, industriel ou commercial,<br>6) des surfaces de plancher des locaux techniques nécessaires au fonctionnement d'un groupe de bâtiments ou d'un immeuble autre qu'une maison individuelle au sens de l'article L.231-1 du Code de la construction et de l'habitation, y compris les locaux de stockage des déchets,<br>7) des surfaces de plancher des caves ou des celliers, annexes à des logements, dès lors que ces locaux sont desservis uniquement par une partie commune,<br>8) d'une surface égale à 10 % des surfaces de plancher affectées à l'habitation telles qu'elles résultent le cas échéant de l'application des alinéas précédents, dès lors que les logements sont desservis par des parties communes intérieures. » |
| • **Talweg** | *(D'après Géoconfluences)*<br>*« Le talweg est la ligne reliant tous les points les plus bas d'une vallée. C'est nécessairement le chemin emprunté par le cours d'eau lorsqu'il existe, sauf aménagements particuliers. On parle également d'un talweg* pour les vallées sèches ou à écoulement intermittent. Alors que le lit d'un cours* |

| | |
|---|---|
| | *d'eau est une surface, son talweg* est une ligne. »* |
| • **Transformation** | *(D'après Dicobat)*<br>« Architecture : ensemble de travaux concernant la distribution de locaux d'un bâtiment, sans incidence sur ses volumes extérieurs (agrandissement ou surélévation), mais éventuellement avec percement ou remaniement de baies, lucarnes, etc. » |
| • **Tournière** | *(D'après la proposition de la commission terroir et environnement, 2005 ; INAO)*<br>*« Partie de parcelle située en extrémité des rangs et où manœuvrent les outils de culture. La dénomination varie selon les régions. »* |
| • **Unité foncière** | (D'après CE 27/08/2005)<br>Îlot d'un seul tenant composé d'une ou de plusieurs parcelles cadastrales contiguës appartenant à un même propriétaire ou une même indivision. |
| • **Vulnérabilité** | Qualifie ici le plus ou moins grand nombre de personnes ou de biens susceptibles d'être affectés par la présence d'une inondation. Pour diminuer la vulnérabilité, il sera recherché en priorité de diminuer la présence humaine (diminution du nombre de logements, pas de nouveaux logements, pièces de service inondables, pièces de commerces avec une zone de protection du personnel et des marchandises…) et celle des biens dégradables par l'eau (mise en œuvre de produits et de méthodes réduisant la dégradation du bâti par l'inondation et de batardeaux…). |
| • **Zone d'accumulation du ruissellement** | Cuvette topographique dans laquelle les eaux de ruissellement peuvent s'accumuler, ou stagner. |
| • **Zone de production du ruissellement** | Zone qui n'est pas directement soumise au risque d'inondation par ruissellement, mais qui l'aggrave. |

# Titre X – Annexes

**Les fiches qui suivent n'ont pas de valeur réglementaire mais servent à clarifier certaines dispositions du règlement.**

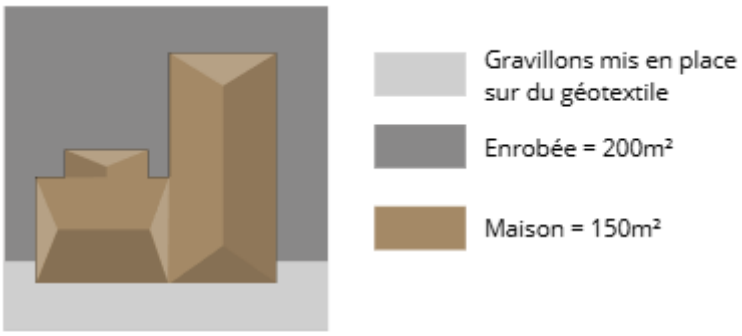
**Fiche 1 – Gestion des eaux pluviales à l'échelle de l'unité foncière* :**

Le PPRr du Chablisien impose une gestion des eaux de pluies à l'échelle de l'**unité foncière***, afin de ne pas augmenter le ruissellement des eaux à l'aval, et ce dans toutes les zones du plan.

Ainsi, par exemple, pour un projet de maison individuelle il convient de prendre en compte la **superficie totale imperméabilisée,** c'est-à-dire les surfaces bétonnées, dallées, enrobées, etc. En revanche, les surfaces réalisées à l'aide de gravillons, qu'ils soient posés librement, sur géotextile, sur fondations légères, ou sur structures stabilisée, ne sont pas considérées comme surfaces imperméabilisées.

On **multiplie ensuite soit par :**
- **33,7 mm/m²/h** pour une pluie décennale de 1 heure ;
- **43 mm/m²/h** pour une pluie trentennale de 1 heure.

Exemple pour une pluie décennale :

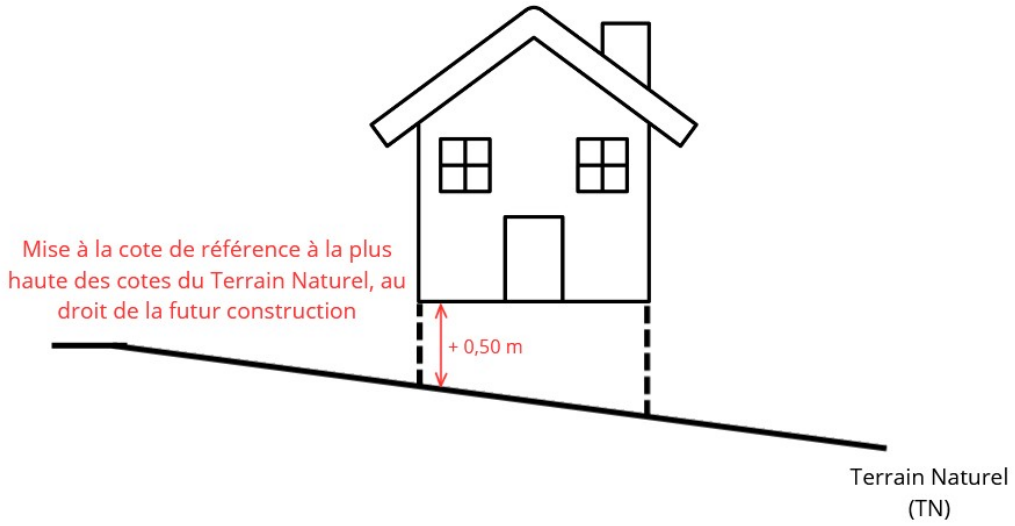



**Formule : superficie imperméabilisée x 0,0337**

(150+200) x0,0337 = 11,795m³

Ainsi, il sera nécessaire de réaliser un aménagement d'environ 12 m³.

**Fiche 2 – Cote de référence* :**
La **cote de référence*** à prendre en considération pour l'élaboration des nouvelles constructions autorisées est fixée à **0,50 m** par rapport à la plus haute des cotes du terrain naturel, au droit de la future construction.

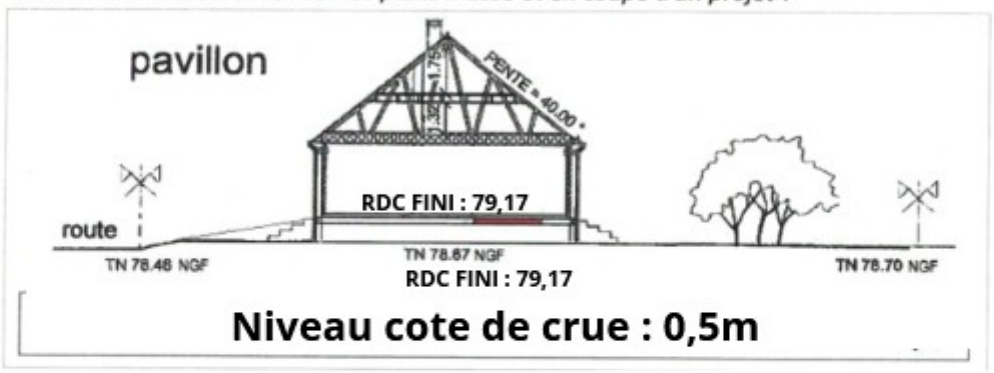


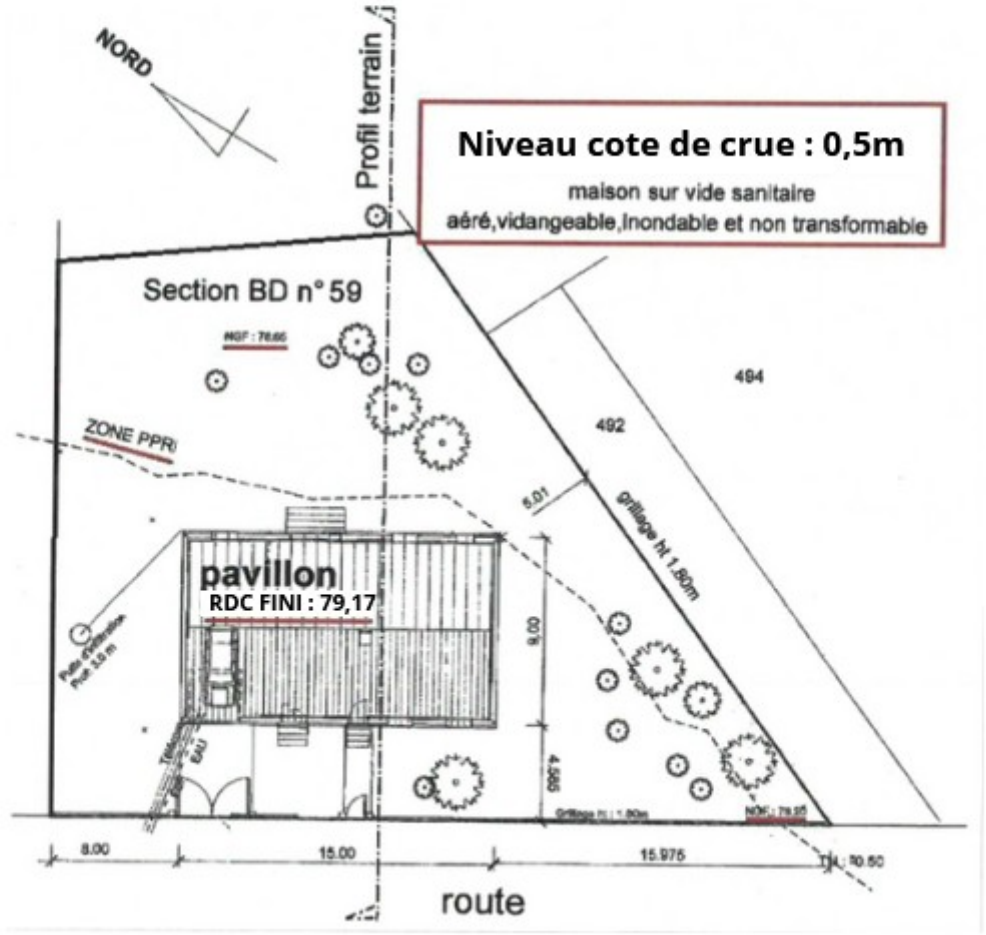

Pour des explications plus détaillées, se reporter à la note de présentation.

**Fiche 3 – Cotation des plans en Nivellement Général de la France (NGF*) :**
En application de l'article R.431-9 du code de l'Urbanisme, les cotes des plans figurant dans les demandes d'autorisation d'urbanisme doivent être rattachées au système **NGF***.
Le respect de la cote réglementaire doit être vérifié sur l'ensemble des plans fournis dans le dossier par une mention de la cote **NGF*** des différents planchers (plan masse et/ou plan en coupe). Une simple surélévation sans référence à la cote **NGF*** ne saurait garantir la mise en sécurité de la construction. La cotation **NGF*** est la seule donnée objective qui permet de vérifier la prise en compte de la cote réglementaire.

S'ils ne disposent pas d'un plan topographique du parcellaire coté en **NGF***, les maîtres d'ouvrage/d'œuvre des projets devront avoir recours à un géomètre pour obtenir ces valeurs et pouvoir ainsi réaliser leurs plans de construction.

*Exemple d'indication de la cote NGF sur les plans masse et en coupe d'un projet :*



**Fiche 4 - Emprise au sol* des constructions :**
L'**emprise au sol*** est définie dans le présent règlement de PPRr comme la projection verticale du volume de la construction. Toutefois, les débords de toiture, balcons ou étages décalés n'ayant aucune liaison avec le sol ne sont pas à prendre en compte, tout comme les ornements de façade tels les modénatures ou marquises.

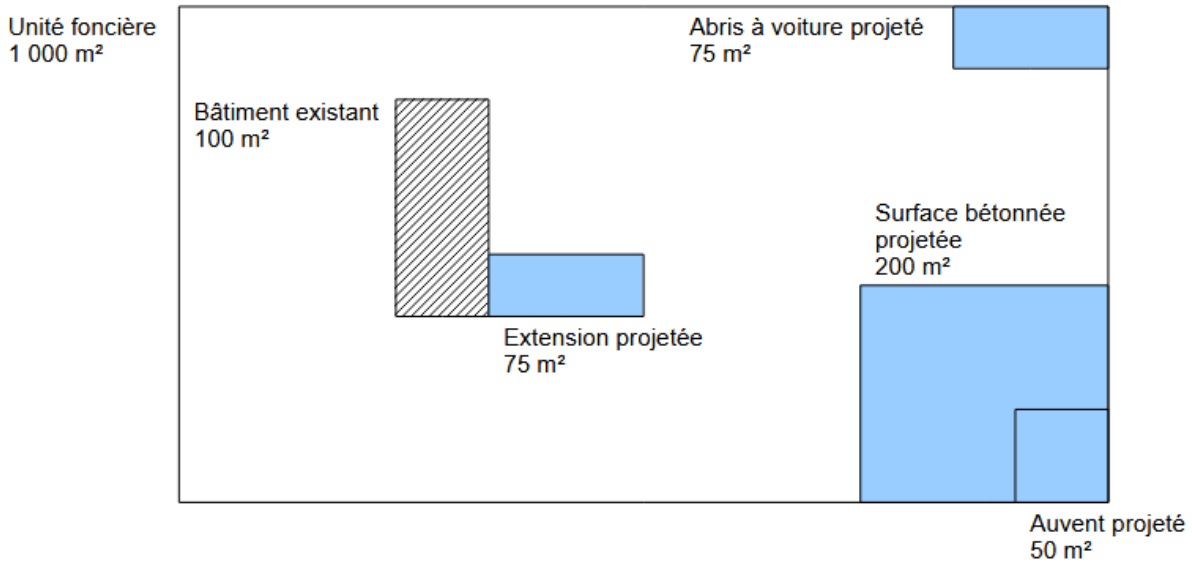
L'**emprise au sol*** comprend :

- les surfaces relatives aux constructions closes ;
- les surfaces relatives aux constructions ouvertes par une toiture supportée par des poteaux ou des murs (hangar, garage, auvent) ;
- les surfaces de terrasses ou chapes de béton lorsque ces dernières sont surélevées par rapport au terrain naturel.

*Sans être exhaustif, cela inclus les bâtiments principaux, garages, porches, pergolas, appentis, vérandas, débords de toit portés par des poteaux, rampes d'accès extérieures, bassins de piscine, terrasses sur pilotis, abris à voiture, à jardin ou à poubelle, etc.*

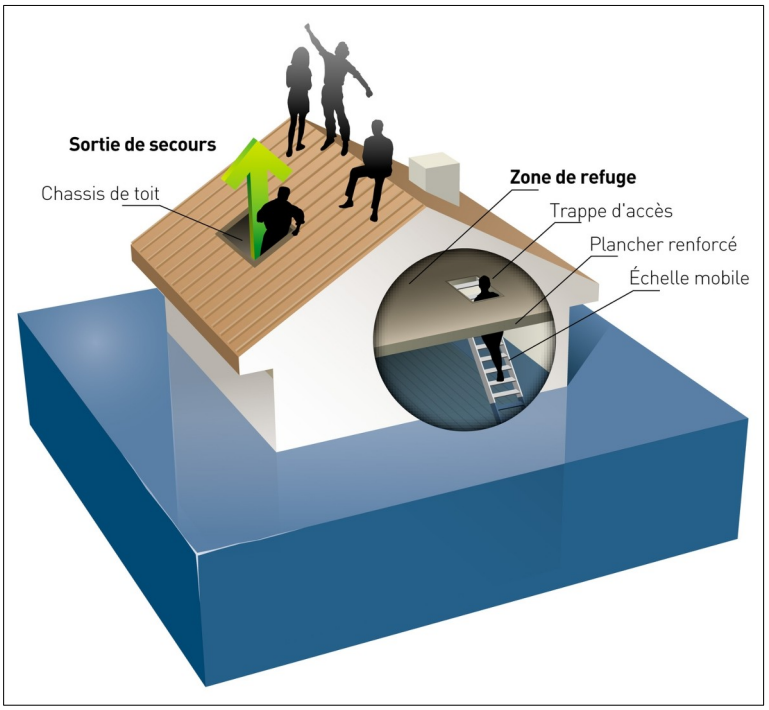
Il faut tenir compte des dimensions extérieures des **constructions existantes et projetées** pour le calcul de l'**emprise au sol*** (CES).

**<u>Important :</u>** En cas de divergences entre les coefficients d'**emprise au sol*** (CES) inscrits dans les documents d'urbanisme en vigueur et ceux fixés dans le présent règlement du PPRr, c'est le plus restrictif des deux qui devra s'appliquer.




$$CES = \frac{100\ m^2 + 2x75\ m^2 + 200\ m^2}{1000\ m^2} = 0,45\ (OK)$$

**Fiche 5 - Zone de refuge* et Plan Familial de Mise en Sûreté (PFMS) (zone rouge et bleue)**




La zone **refuge*** est une **zone d'attente située au-dessus de la cote de référence*** qui permet de se mettre à l'abri de l'eau jusqu'à l'intervention des secours ou la décrue.

Elle doit être réalisée de manière à permettre aux personnes de se manifester auprès des équipes de secours et de faciliter leur intervention d'évacuation par hélitreuillage ou par bateau. Il peut s'agir d'un espace ouvert (toit, terrasse, balcon, plate-forme, loggia, etc) ou d'un espace fermé avec sortie de secours, même non habitable en temps normal (étage, grenier).

L'accès à cette zone doit être double :
– **Depuis l'intérieur** dans des conditions défavorables liées à une inondation (sans lumière, de nuit, pièces inondées). Un dispositif de signalisation peut permettre d'en identifier l'accès. Son accès direct doit se faire obligatoirement au moyen d'un escalier fixe avec main courante (à défaut de place, l'installation d'une échelle fixe ou d'un escalier escamotable pourra être retenue) ;
– **Depuis l'extérieur** afin de permettre aux occupants de se signaler et d'être secourus.

**La préparation à une crise est une responsabilité** partagée, qui incombe aux pouvoirs publics mais également à chaque citoyen qui peut et doit y participer.

Outre des mesures de prévention et de protection, la constitution d'un **Plan Familial de Mise en Sûreté (PFMS)**, propre à chaque **logement***/famille, permet de faire face à la gravité d'une inondation en attendant les secours.

Contenu non exhaustif d'un PFMS (*http://www.risquesmajeurs.fr/preserver-son-habitation-de-linondation*) :

– détaille les signaux d'alerte, les consignes de sauvegarde et les comportements à adopter (mise à l'abri en zone **refuge*** ou évacuation) ;
– recense les contacts utiles à mobiliser (mairie, secours…) ;
– contient du matériel d'évacuation (lampe torche, radio portative, piles, bouée, gilet fluo…) et de première nécessité (eau potable, médicaments, couvertures, vêtements…)
– centralise les documents importants (pièces d'identité, assurances…) et objets de valeurs à protéger ;
– localise les dispositifs de coupure des réseaux à neutraliser (électricité, gaz, eau potable…) et les produits dangereux sources de pollution devant être stockés en hauteur ;

**Le** temps d'alerte **permettant de se** protéger avant un événement exceptionnel est dans la très grande majorité des cas insuffisant pour être efficace sans un minimum de préparation. **La réalisation à l'avance d'un tel plan ainsi que des exercices réguliers de sa mise en application permettent de ne pas être pris au dépourvu et de minimiser la panique le moment venu.**

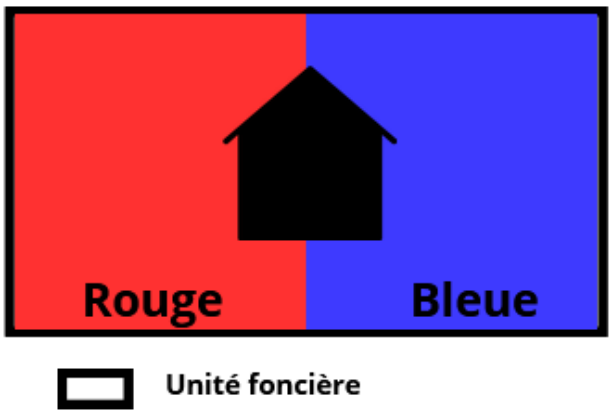
**Fiche 6 – Application du zonage réglementaire en fonction des différentes zones**

- **Zone d'accumulation rouge ou bleue :**

Lorsqu'une unité foncière est concernée par plusieurs zonages réglementaires en zone d'accumulation, et qu'une construction est implantée à cheval sur deux zones distinctes, la réglementation applicable est déterminée comme suit :

- ➔ chaque partie de la construction est applicable aux prescriptions de la zone dans laquelle elle se situe ;
- ➔ lorsque l'application différenciée des réglementations n'est pas possible, c'est la réglementation la plus restrictive qui s'applique à l'ensemble du projet.

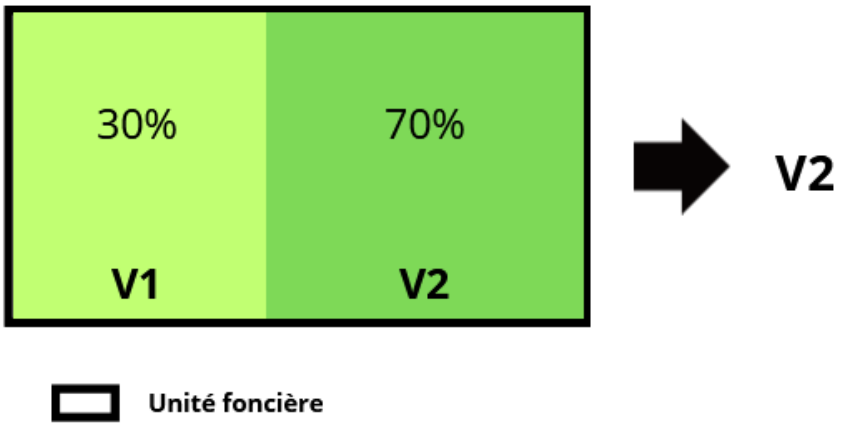
Par exemple :




Dans cet exemple, les prescriptions relatives à la zone rouge et à la zone bleue peuvent s'appliquer à la portion de construction concernée, ou le cas échéant, seules les prescriptions de la zone rouge sont applicables.

- **Zones de production vertes :**

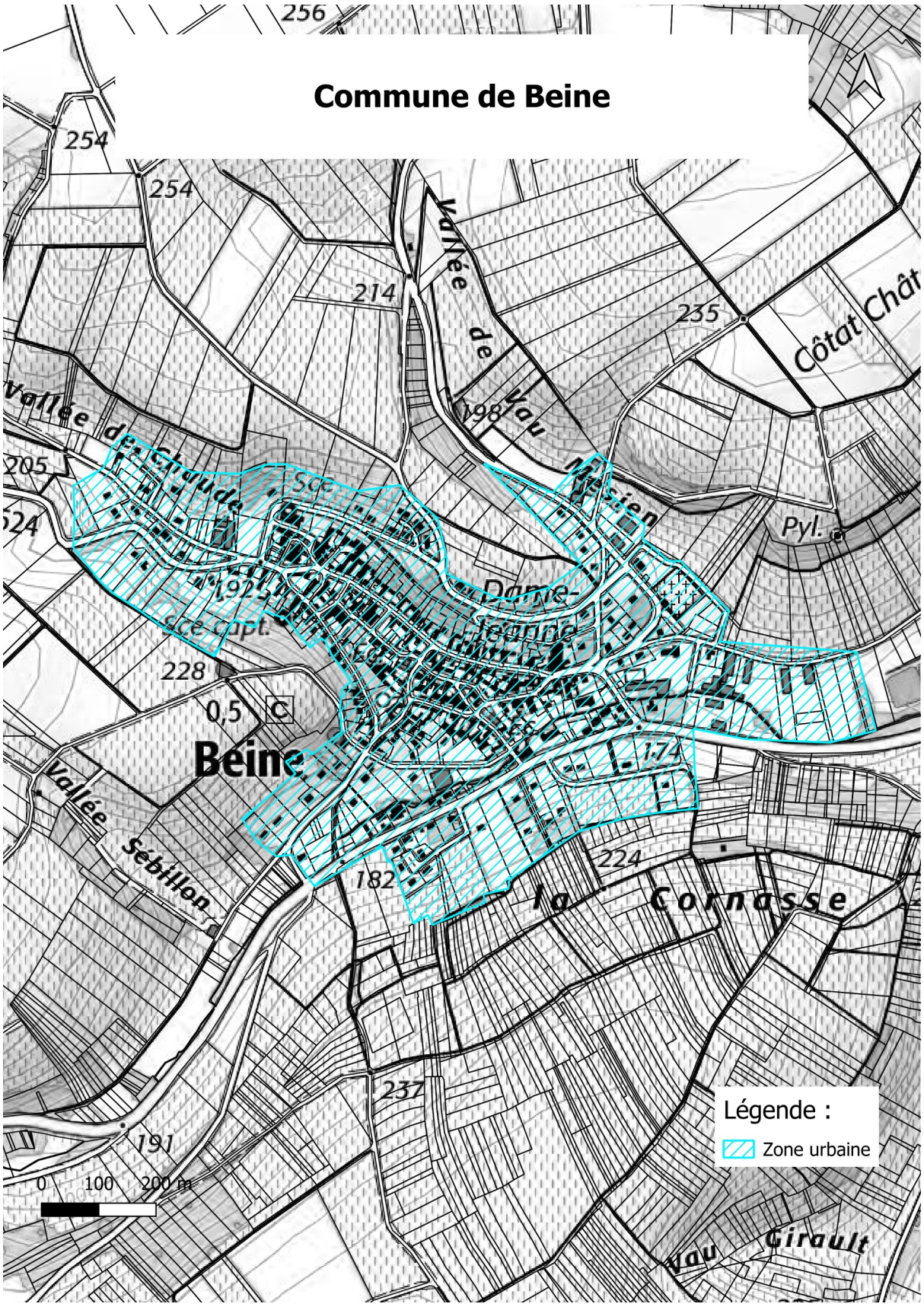
Lorsqu'une unité foncière est concernée par les zones vertes **V1** ou **V2**, c'est le zonage prédominant, couvrant la plus grande superficie de l'unité foncière, qui s'applique à l'ensemble de celle-ci.

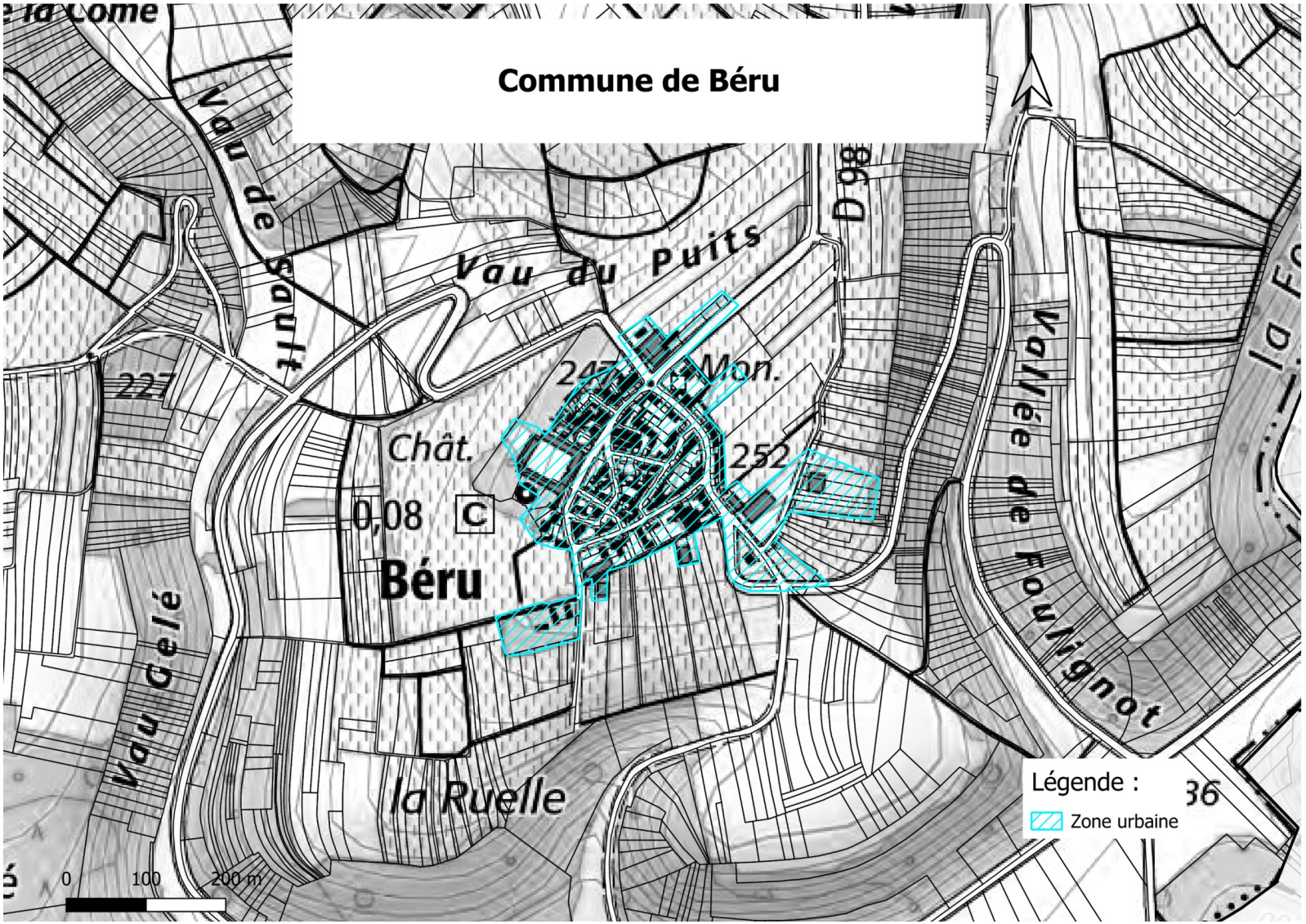


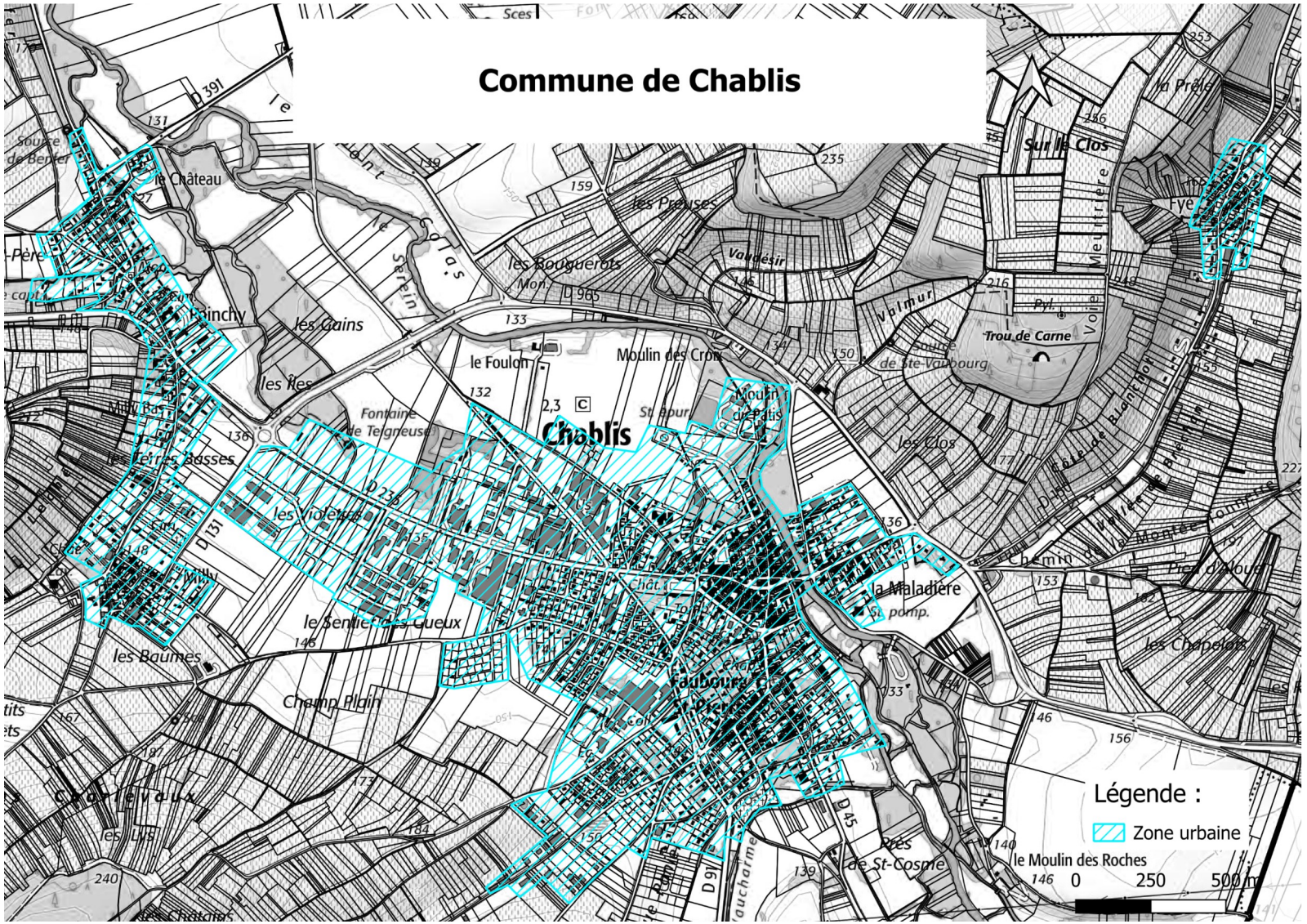
**Application spécifique à la zone verte V3** :

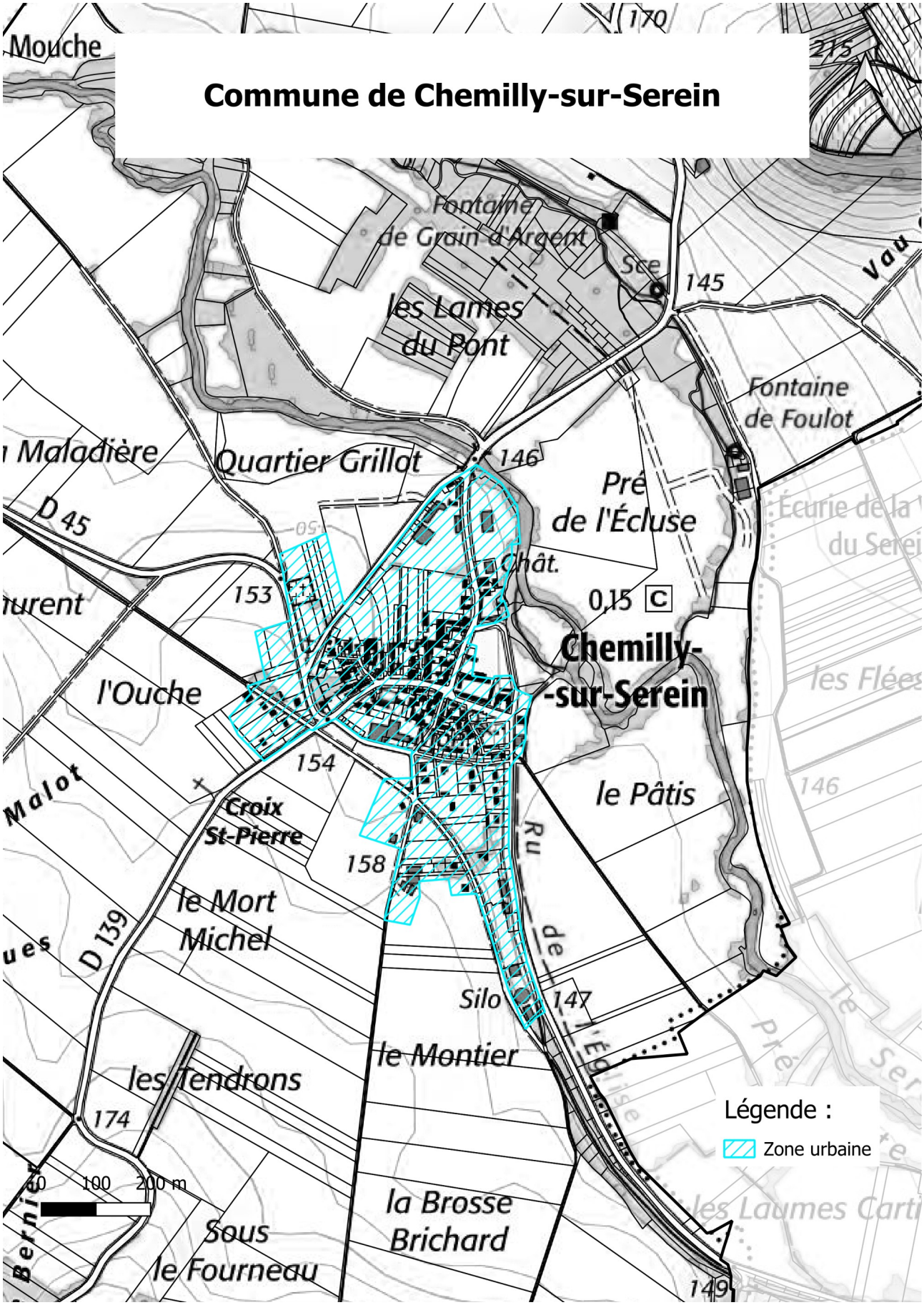
- Dans le cadre de plantation de vignes :
  - lorsque l'unité foncière est concernée par un zonage V1/V2 et V3 ; et que la zone verte V3 est catégorisée en tant que forêt ou prairie, alors chaque zonage applique ses propres prescriptions ;
  - lorsque l'unité foncière est concernée par un zonage V1/V2 et V3 ; et que la zone verte V3 est catégorisée en tant que zone urbaine, vigne ou culture, alors c'est le zonage prédominant, couvrant la plus grande superficie de l'unité foncière, qui s'applique à l'ensemble de celle-ci.
- Dans le cadre d'une nouvelle construction :
  - lorsque l'unité foncière est concernée par un zonage V1/V2 et V3 ; et que la zone verte V3 est catégorisée en tant que zone urbaine, alors c'est le zonage prédominant, couvrant la plus grande superficie de l'unité foncière, qui s'applique à l'ensemble de celle-ci.

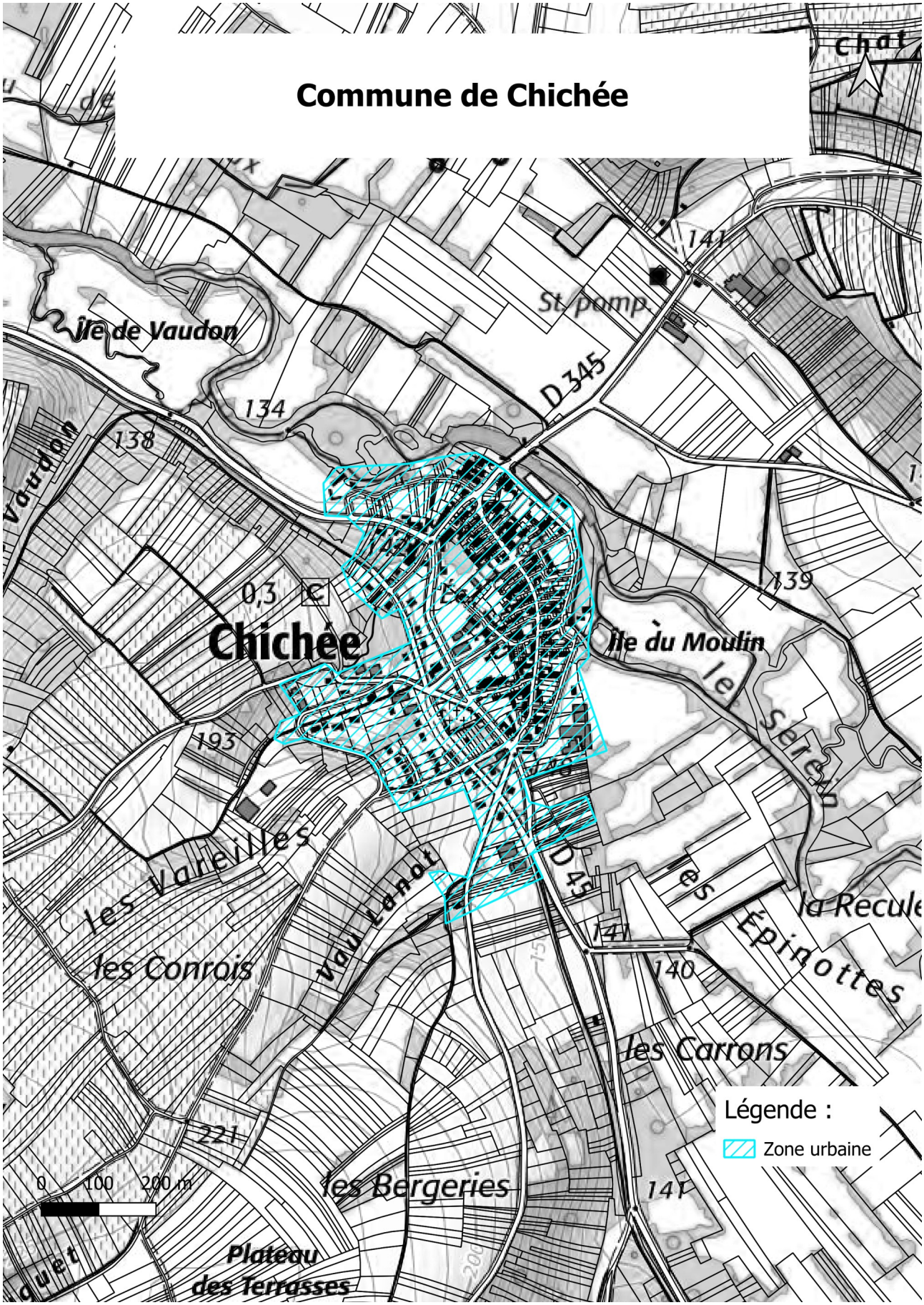
**Fiche 7 – Cartes des zones urbaines par communes**

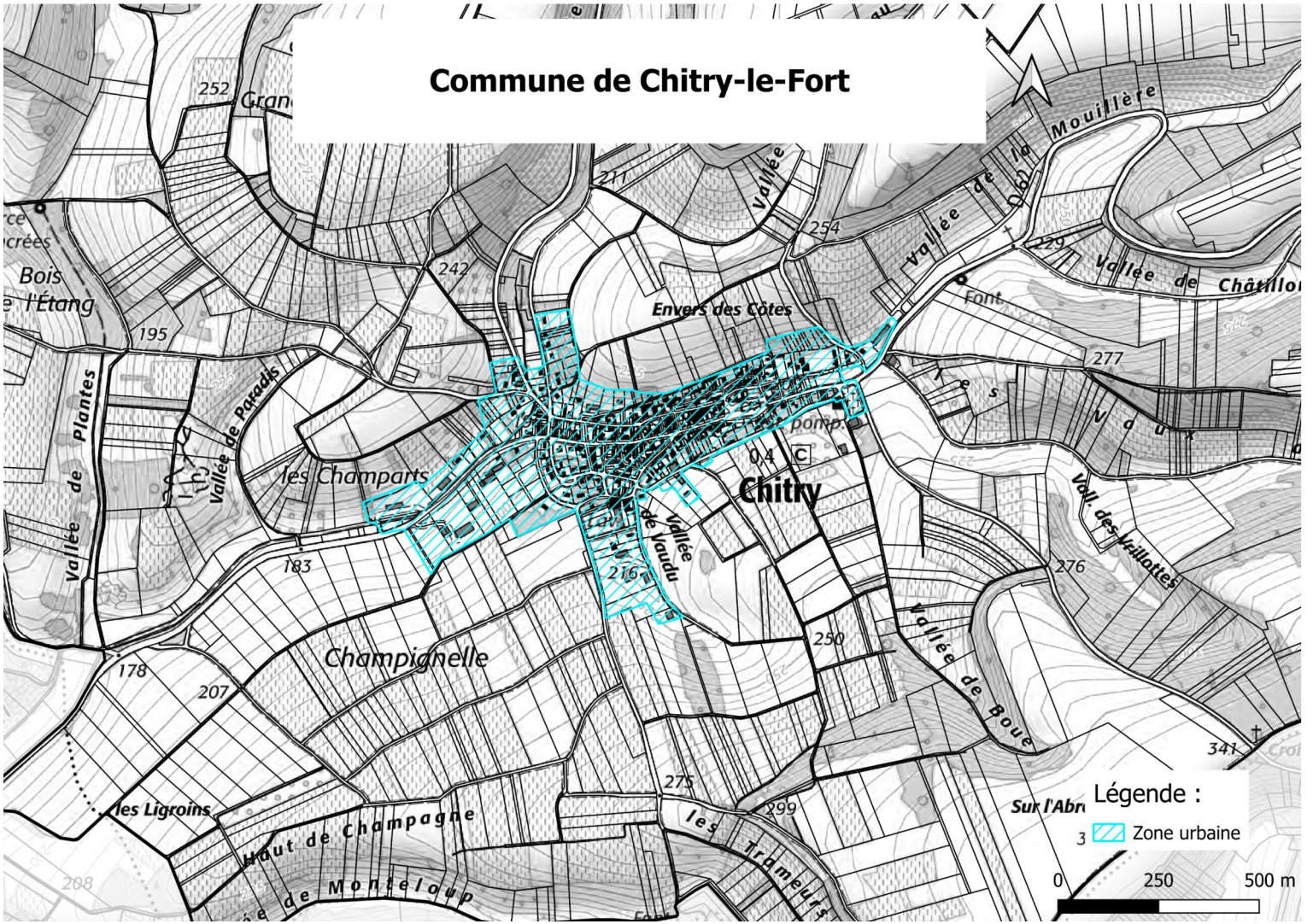


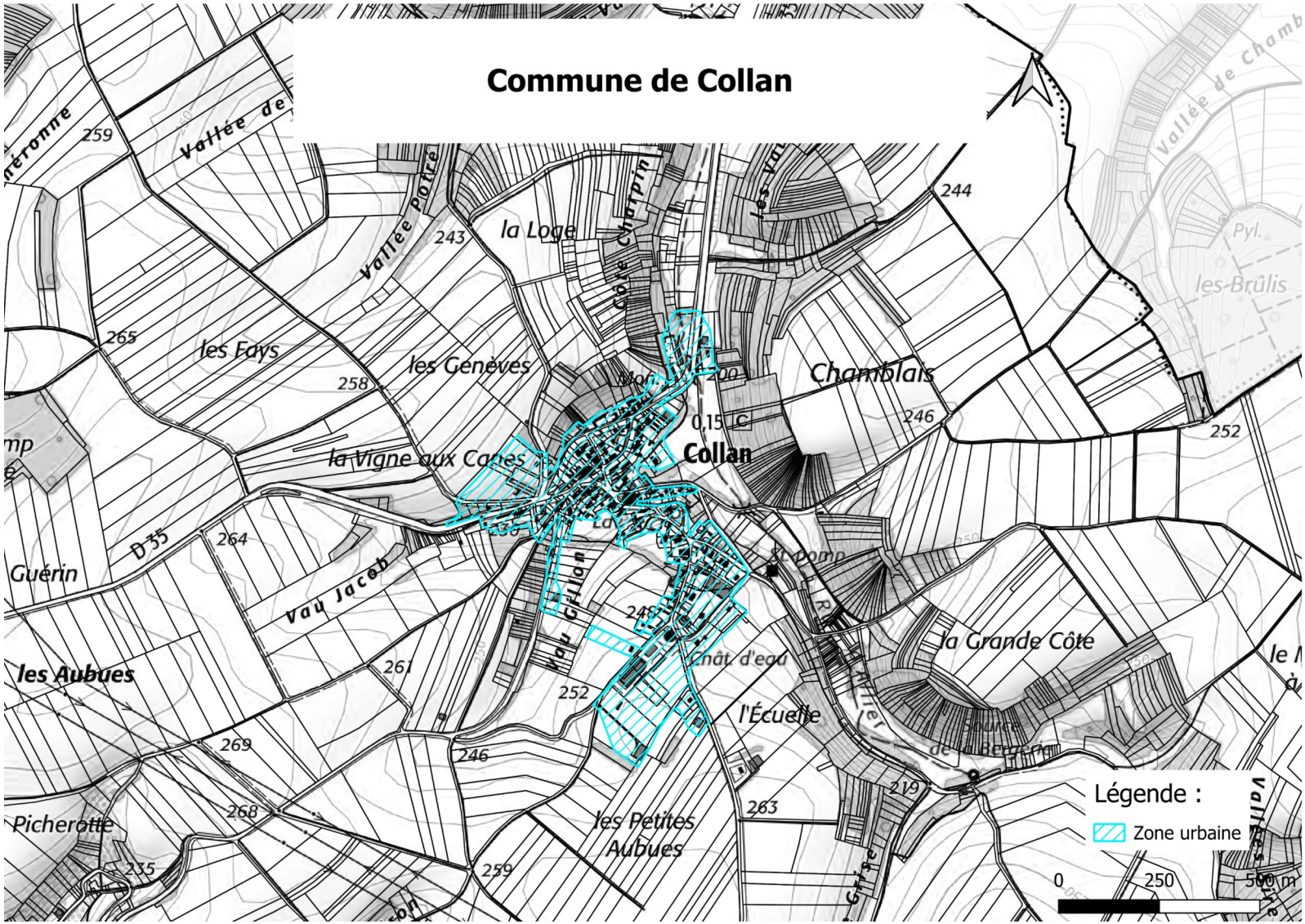

Commune de Béru
la Come
Vau de Saint
Vau du Puits
D98
Vallée de Fouvignot
Mon.
Chât.
252
227
0,08
C
Béru
Vau Gelé
la Ruelle
36
Légende :
Zone urbaine
0
100
200 m

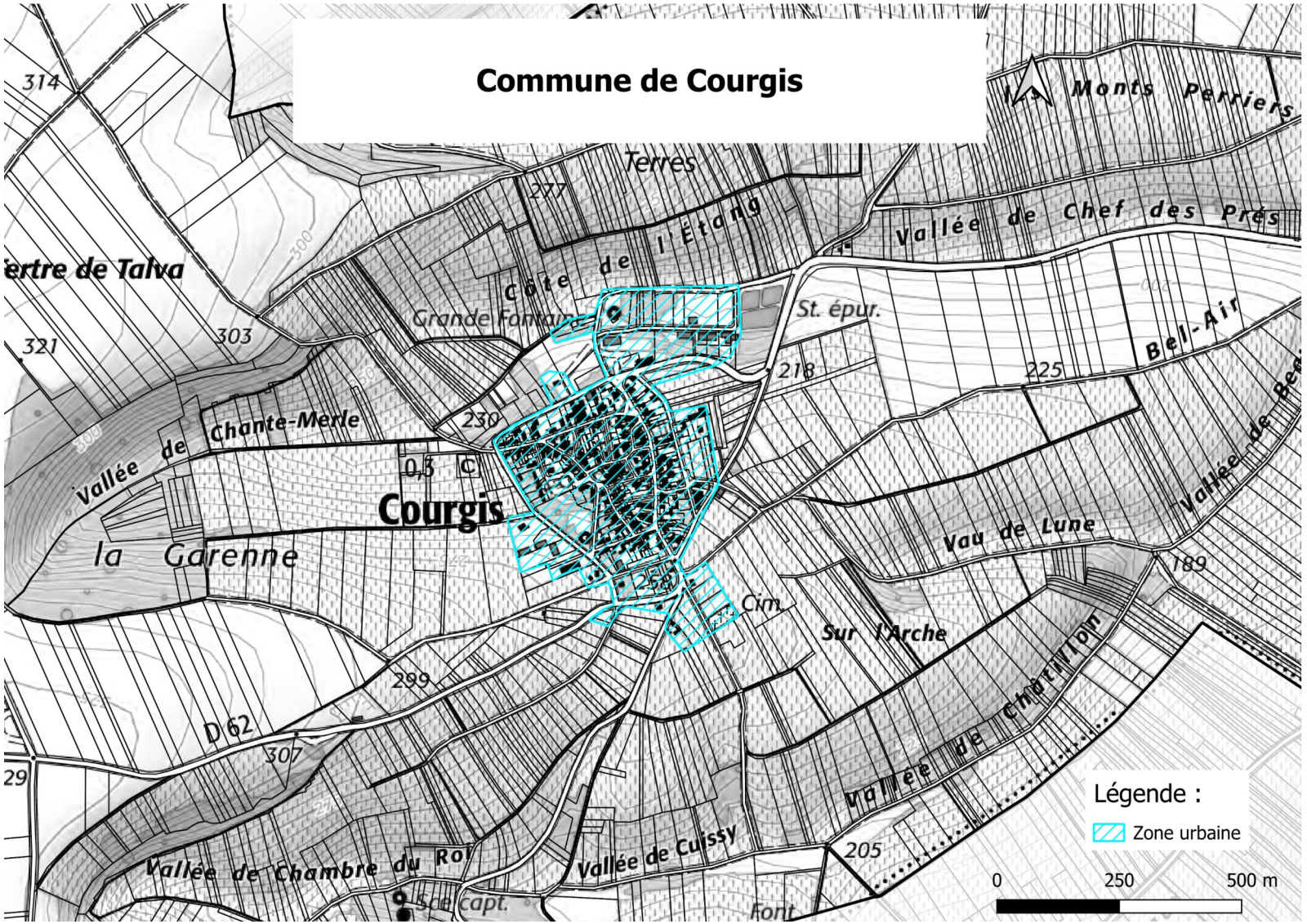

Commune de Chablis
Chablis
le Château
les Prêuses
les Bouguerots
les Gains
le Foulon
Moulin des Crots
Fontaine de Teigneuse
les Clos
Sur le Clos
Trou de Carne
la Maladière
les Chapelots
les Baumes
Champ Plain
le Moulin des Roches
Légende :
Zone urbaine
0
250
500 m

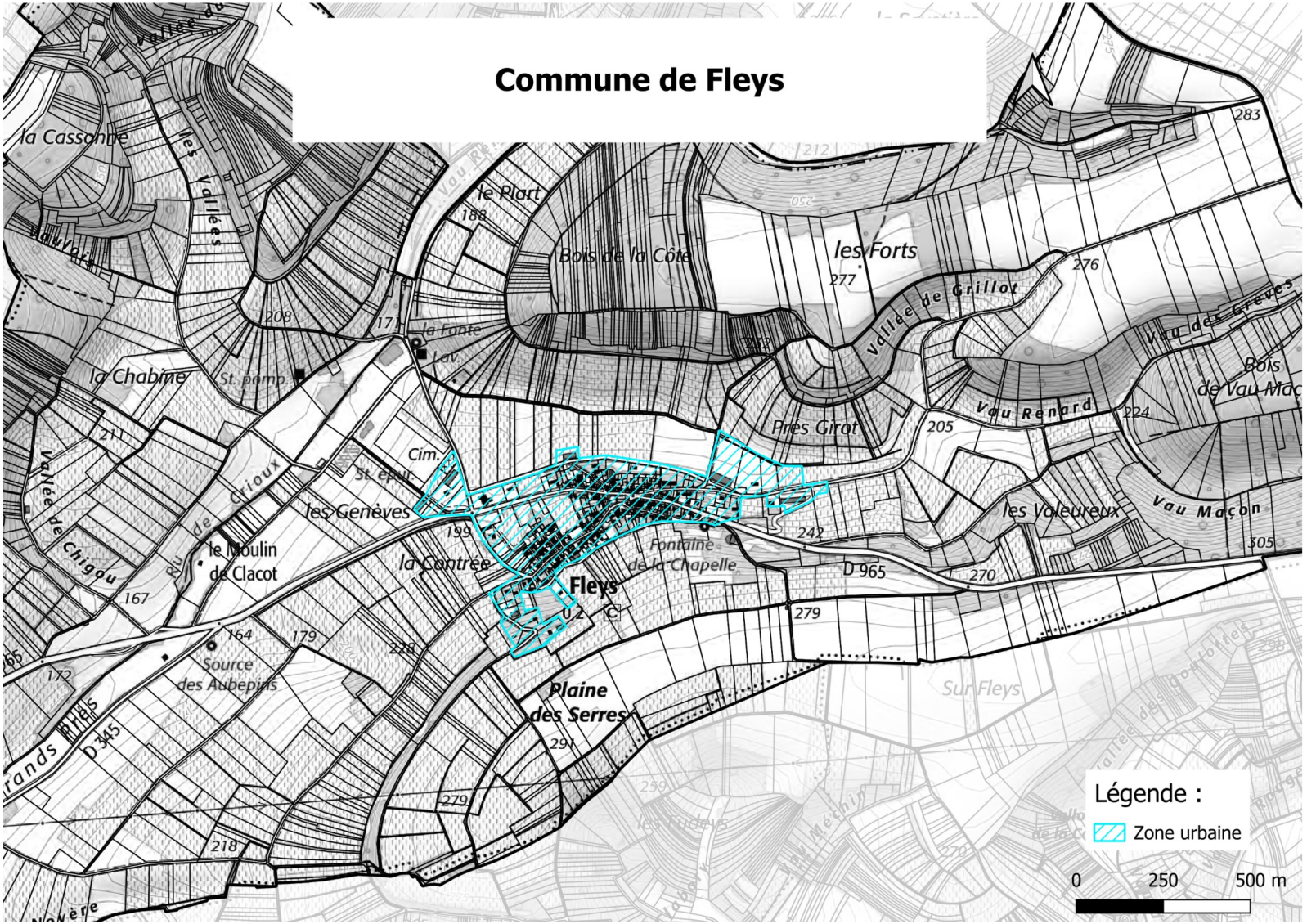

Commune de Chemilly-sur-Serein
Mouche
170
215
Fontaine de Grain d'Argent
Sce
145
les Lames du Pont
Fontaine de Foulot
Maladière
Quartier Grillot
146
Pré de l'Écluse
D 45
Écurie de la
du Serei
Chât.
153
0,15 C
Chemilly-sur-Serein
l'Ouche
les Flées
154
le Pâtis
146
Malot
Croix St-Pierre
158
le Mort Michel
D 139
Silo
147
le Montier
les Tendrons
174
Légende :
Zone urbaine
0 100 200 m
la Brosse Brichard
Sous le Fourneau
149

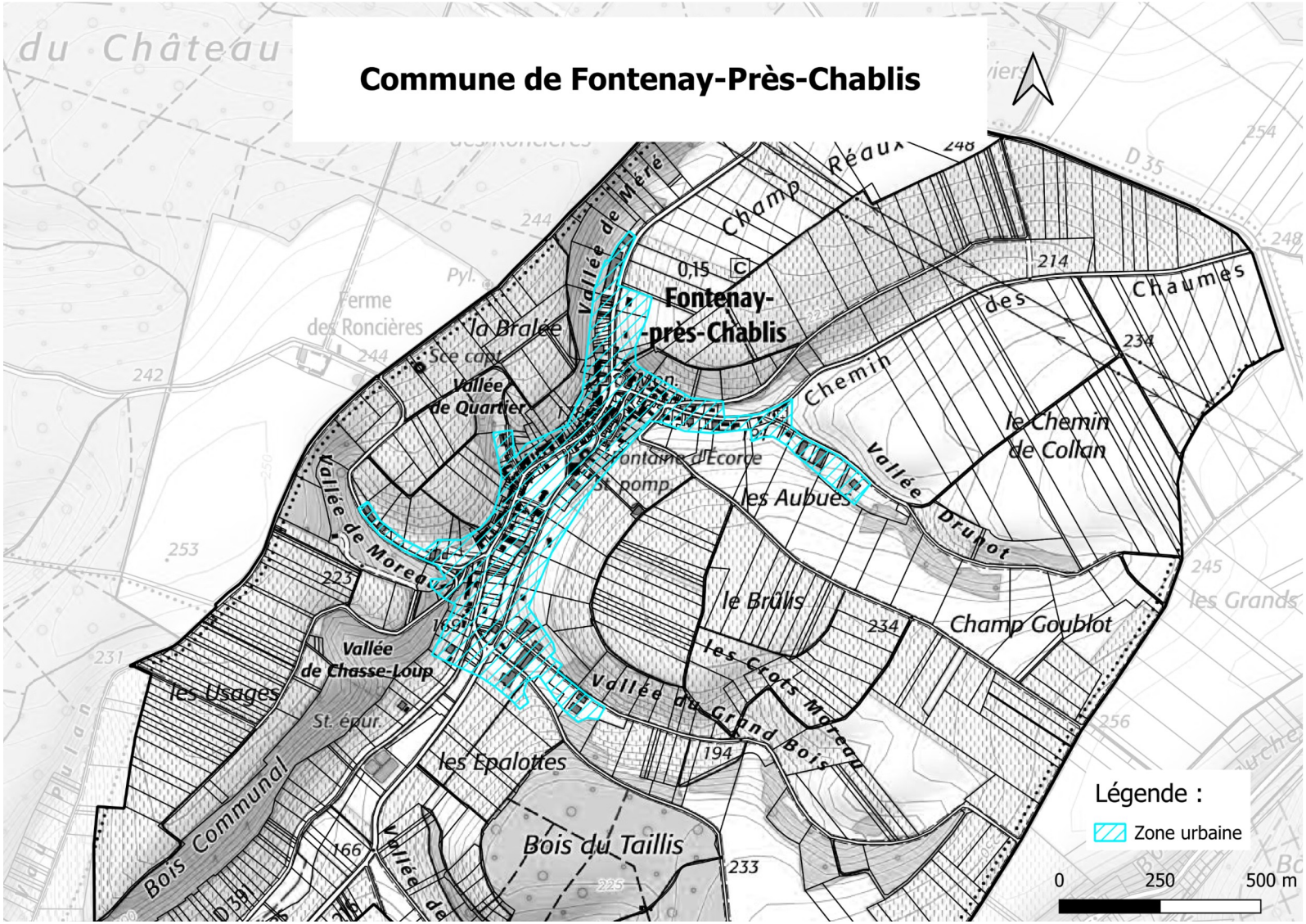

Commune de Chichée
Chichée
Ile de Vaudon
St pomp.
D345
134
138
141
139
193
Ile du Moulin
le Sereon
les Vareilles
les Conrois
Vau Lenot
les Epinottes
la Recule
140
les Carrons
221
les Bergeries
Plateau des Terrasses
0,3
0
100
200 m
Légende :
Zone urbaine

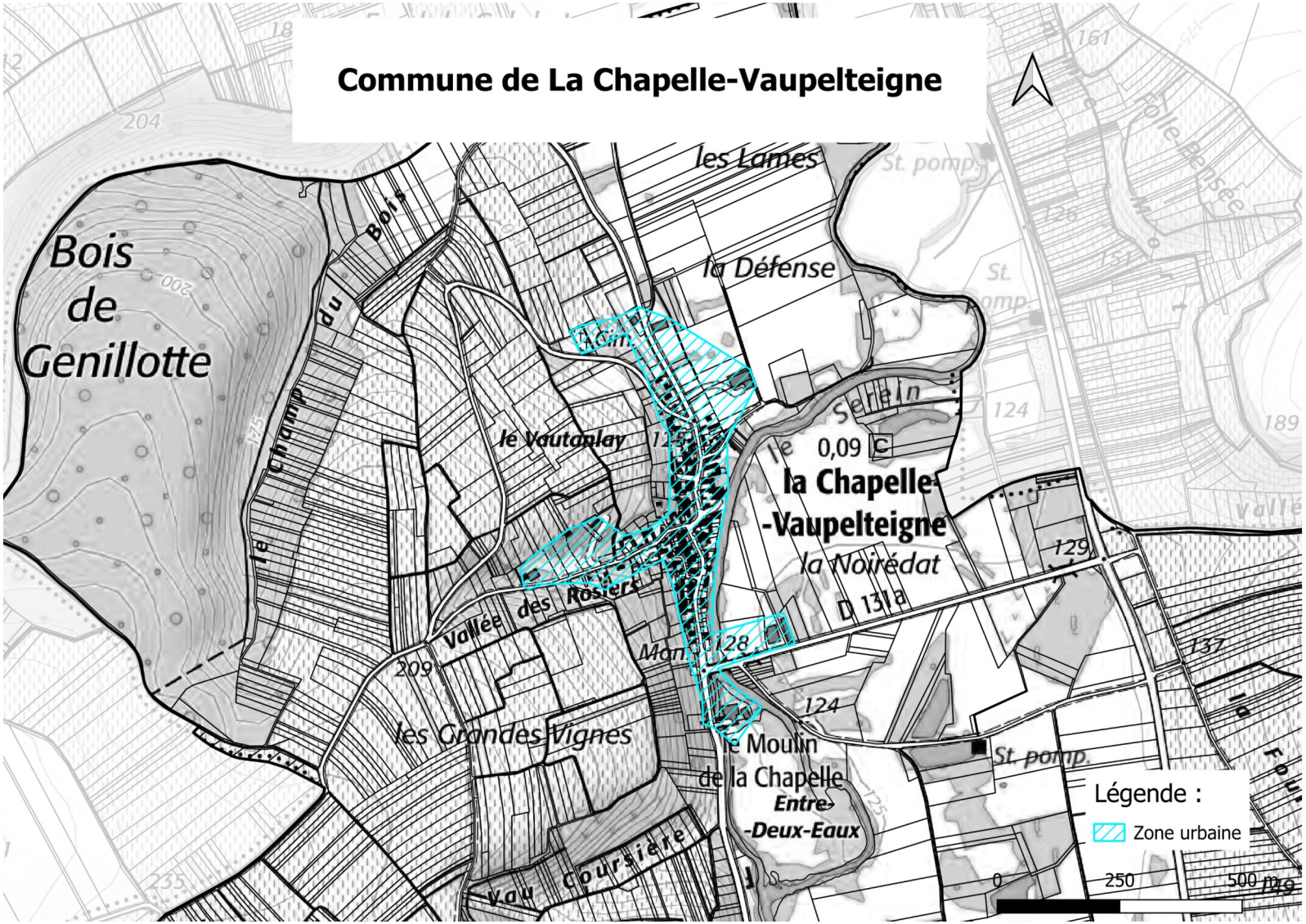

Commune de Chitry-le-Fort
Chitry
Envers des Côtes
les Champarts
Champignelle
Vallée de Paradis
Vallée de Plantes
Vallée de Vaudu
Vallée de Boue
Vallée de la Mouillère
Vallée de Châtillon
Voll. des Vrillottes
les Ligroins
Haut de Champagne
les Trameurs
Bois de l'Étang
Font
pompe
Légende :
Zone urbaine
0
250
500 m

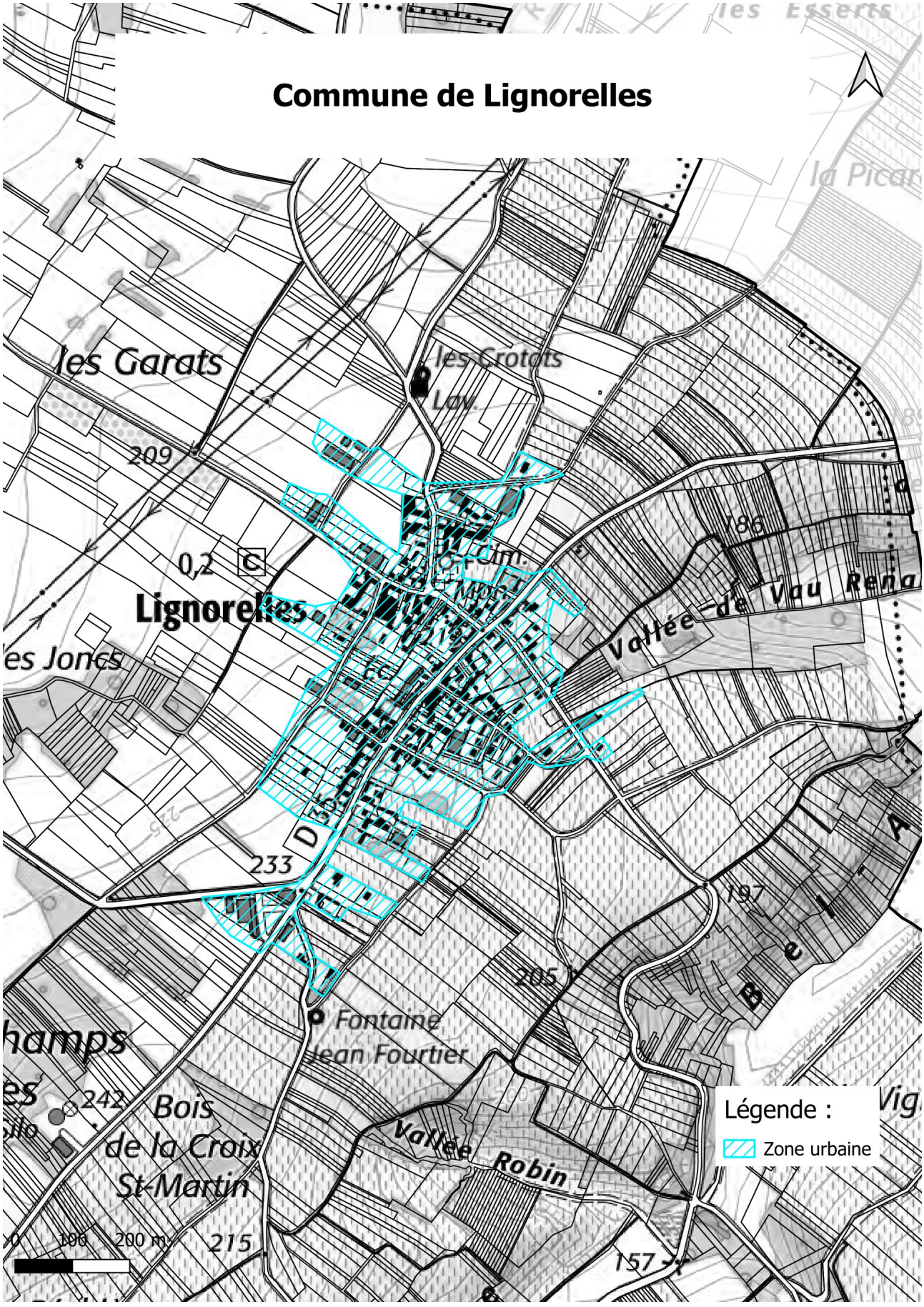

Commune de Collan
Collan
la Loge
les Fays
les Genèves
la Vigne aux Corres
Chamblais
la Grande Côte
l'Écuelle
les Petites Aubues
les Aubues
Guérin
Picherotte
Vau Jacob
Vau Gillon
D 35
St Domp
chât. d'eau
les Brûlis
Légende :
Zone urbaine
0
250
500 m

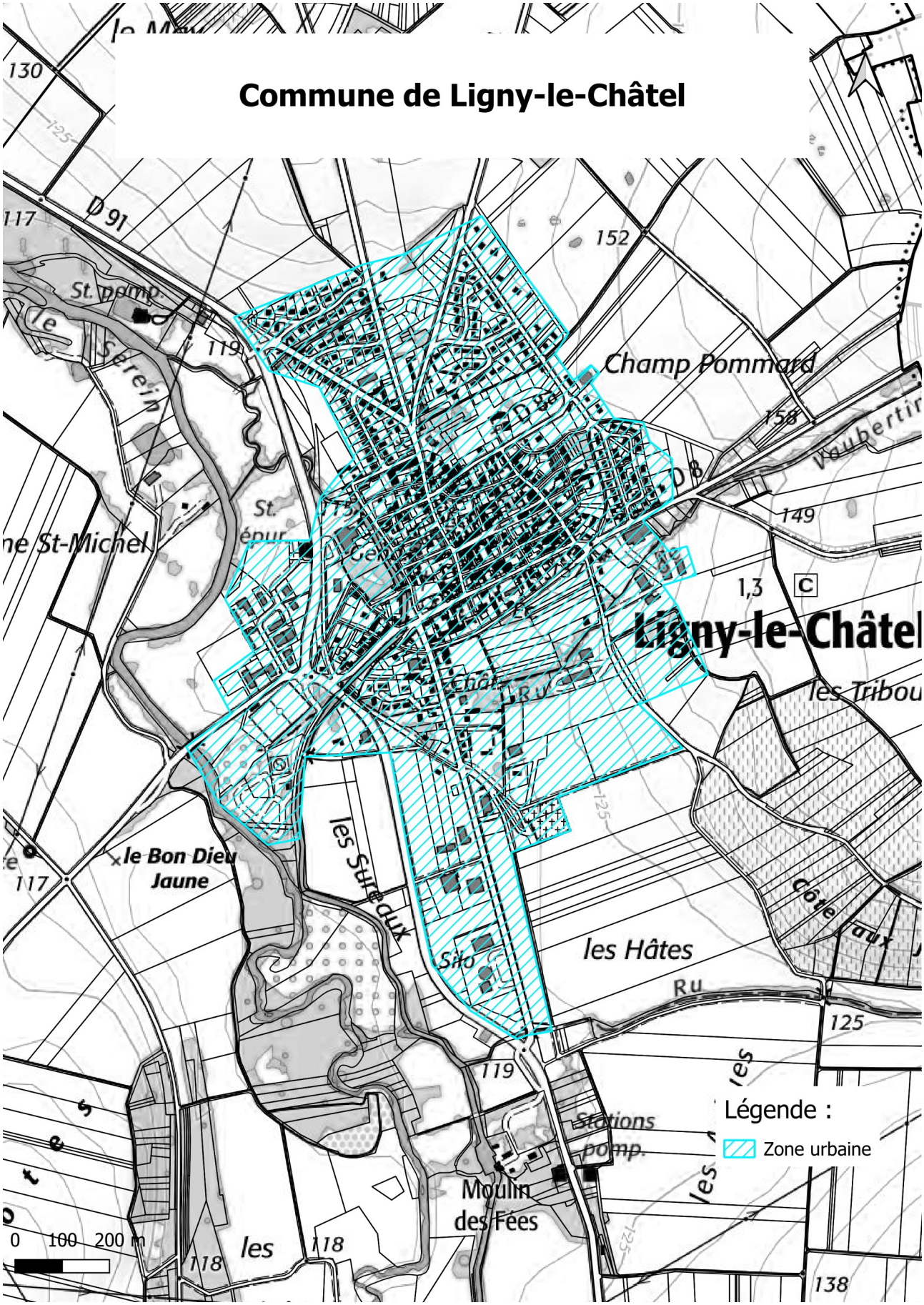

Commune de Courgis
Courgis
la Garenne
Vallée de Chante-Merle
Côte de l'Étang
Grande Fontaine
Terres
Vallée de Chef des Prés
Monts Perriers
St. épur.
Bel-Air
Vau de Lune
Cim.
Sur l'Arche
Vallée de Chambre du Roi
Vallée de Cuissy
Vallée de Chatillon
D62
314
321
303
277
230
218
225
189
299
307
205
0,3
Légende :
Zone urbaine
0
250
500 m

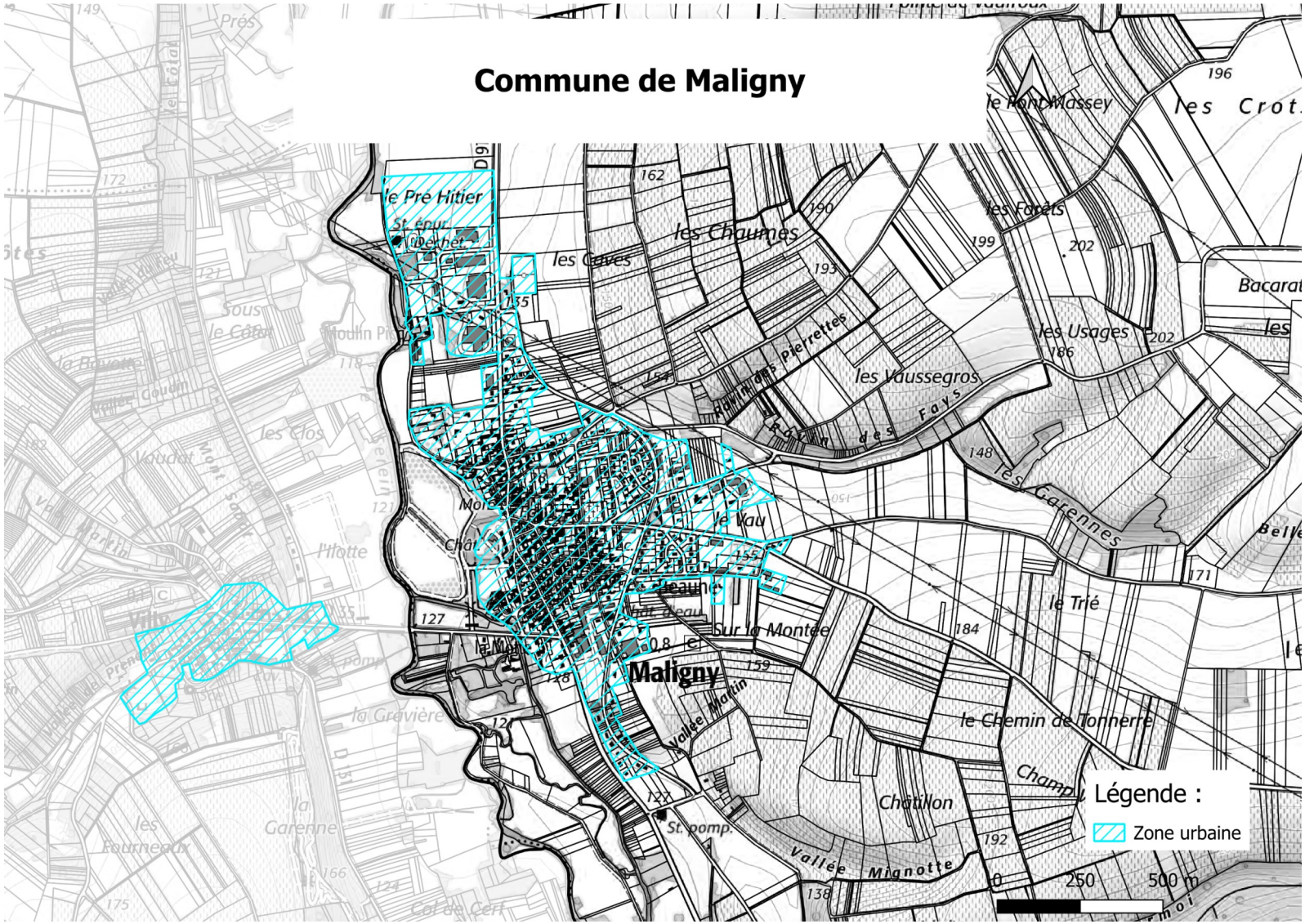

Commune de Fleys
la Cassonne
les Vallées
le Plart
188
Bois de la Côte
les Forts
277
276
283
Vallée de Grillot
Vau des Greves
Bois de Vau Mac
la Chabine
St. pomp.
la Fonte
Lav.
208
171
211
Près Girot
205
Vau Renard
224
Cim.
St. Eguit
les Genèves
199
Vallée de Chigou
Ru de Crioux
le Moulin de Clacot
la Contrée
Fontaine de la Chapelle
242
les Valeureux
Vau Maçon
305
D 965
270
Fleys
279
167
164
179
228
Source des Aubepins
172
Plaine des Serres
291
D 345
218
Sur Fleys
Légende :
Zone urbaine
0
250
500 m

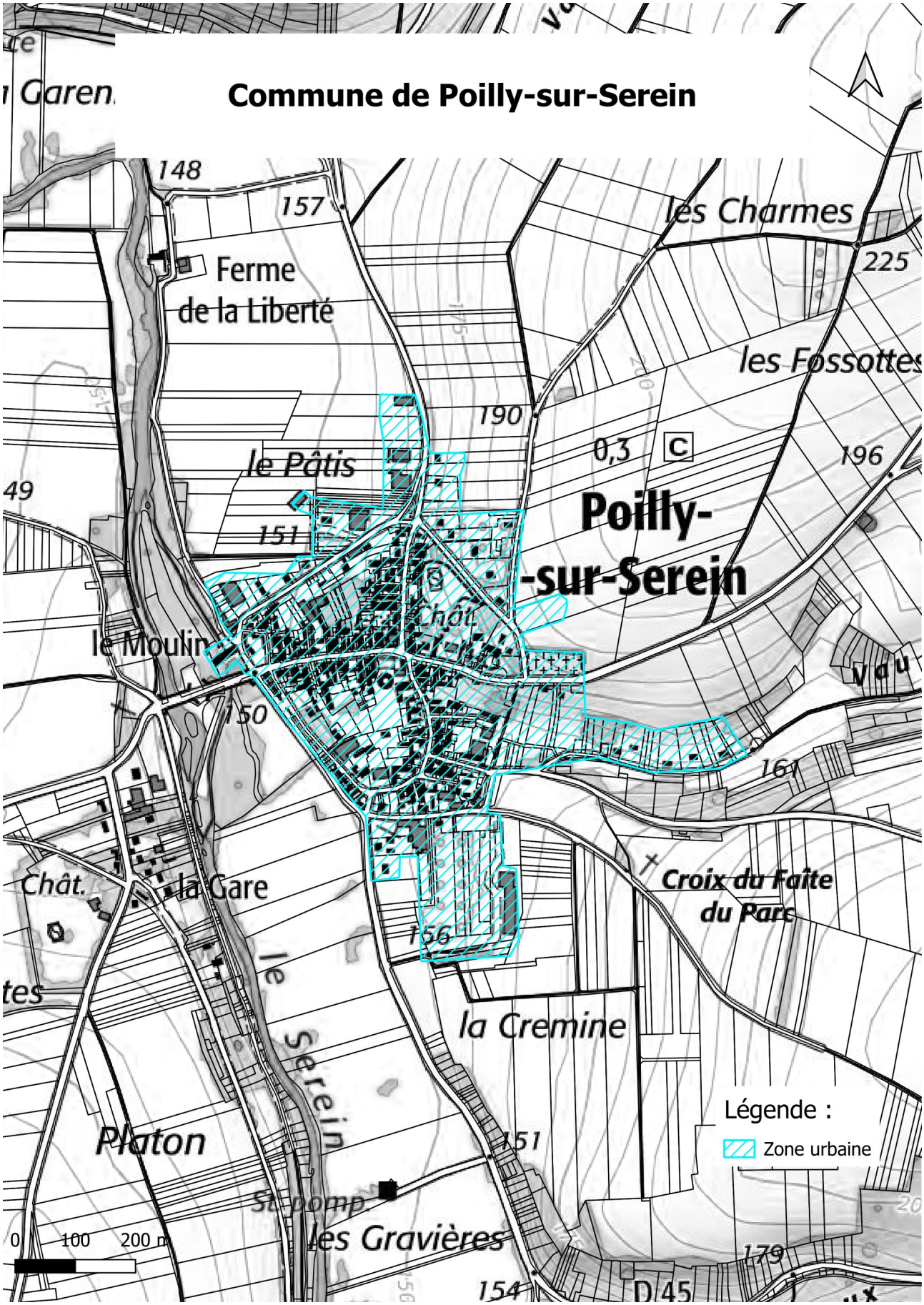

Commune de Fontenay-Près-Chablis
Fontenay-
-près-Chablis
Légende :
Zone urbaine
0
250
500 m
Vallée de Meré
Champ Réaux
la Bralée
Vallée de Quartier
Vallée de Moreau
Vallée de Chasse-Loup
les Usages
Bois Communal
les Epalottes
Bois du Taillis
Vallée du Grand Bois
les Crots Moreau
le Brûlis
les Aubues
Vallée Druhot
Champ Goublot
le Chemin de Collan
Chaumes des
Chemin
Ferme des Roncières
St. épur.
St. pomp.
D35
D39

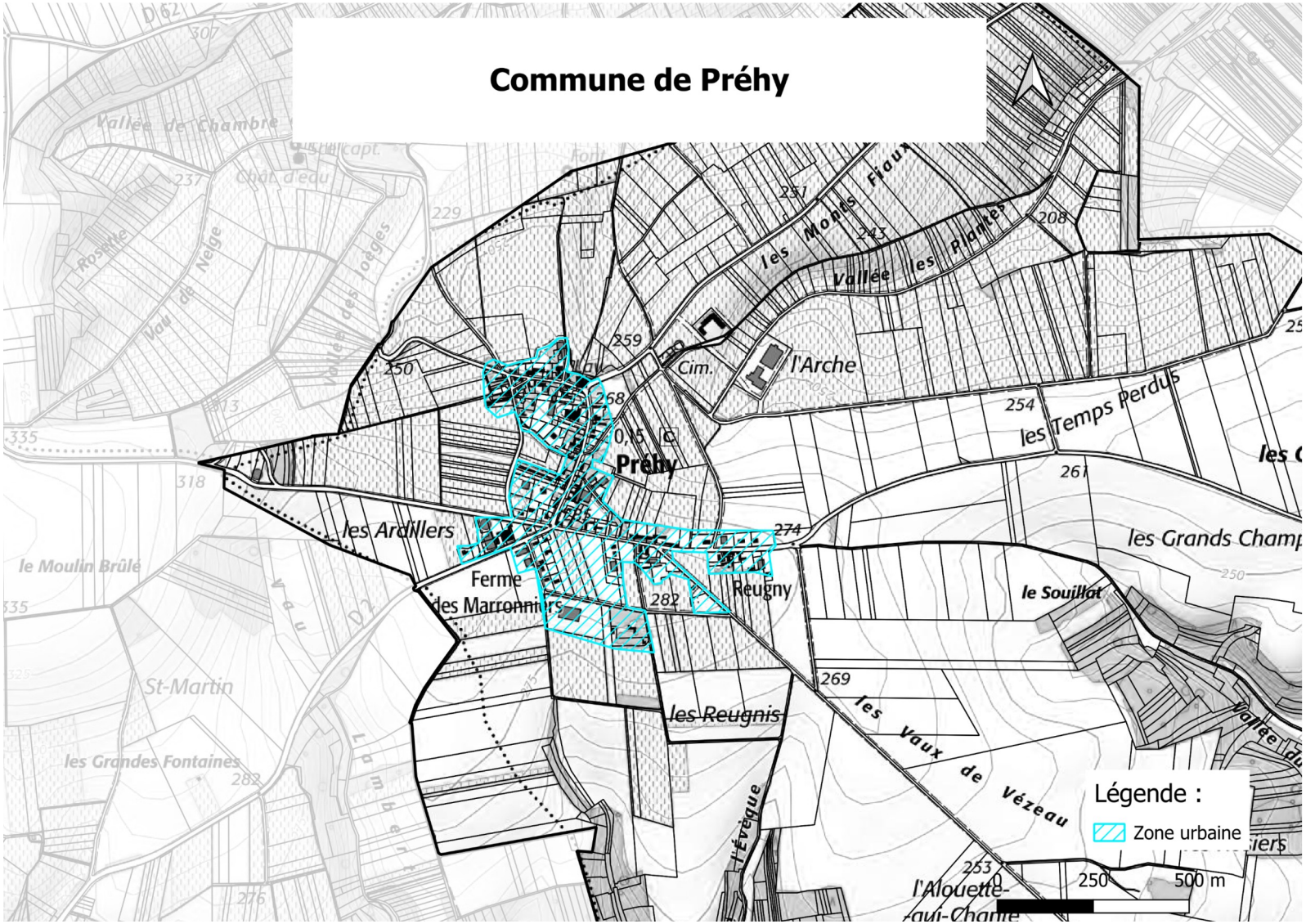

Commune de La Chapelle-Vaupelteigne
Bois de Genillotte
le Champ du Bois
les Lames
la Défense
le Vautanlay
la Chapelle-Vaupelteigne
la Noirédat
D 131a
Vallée des Rosiers
les Grandes Vignes
le Moulin de la Chapelle
Entre-Deux-Eaux
Vau Coursière
St. pomp.
Légende :
Zone urbaine
0
250
500 m

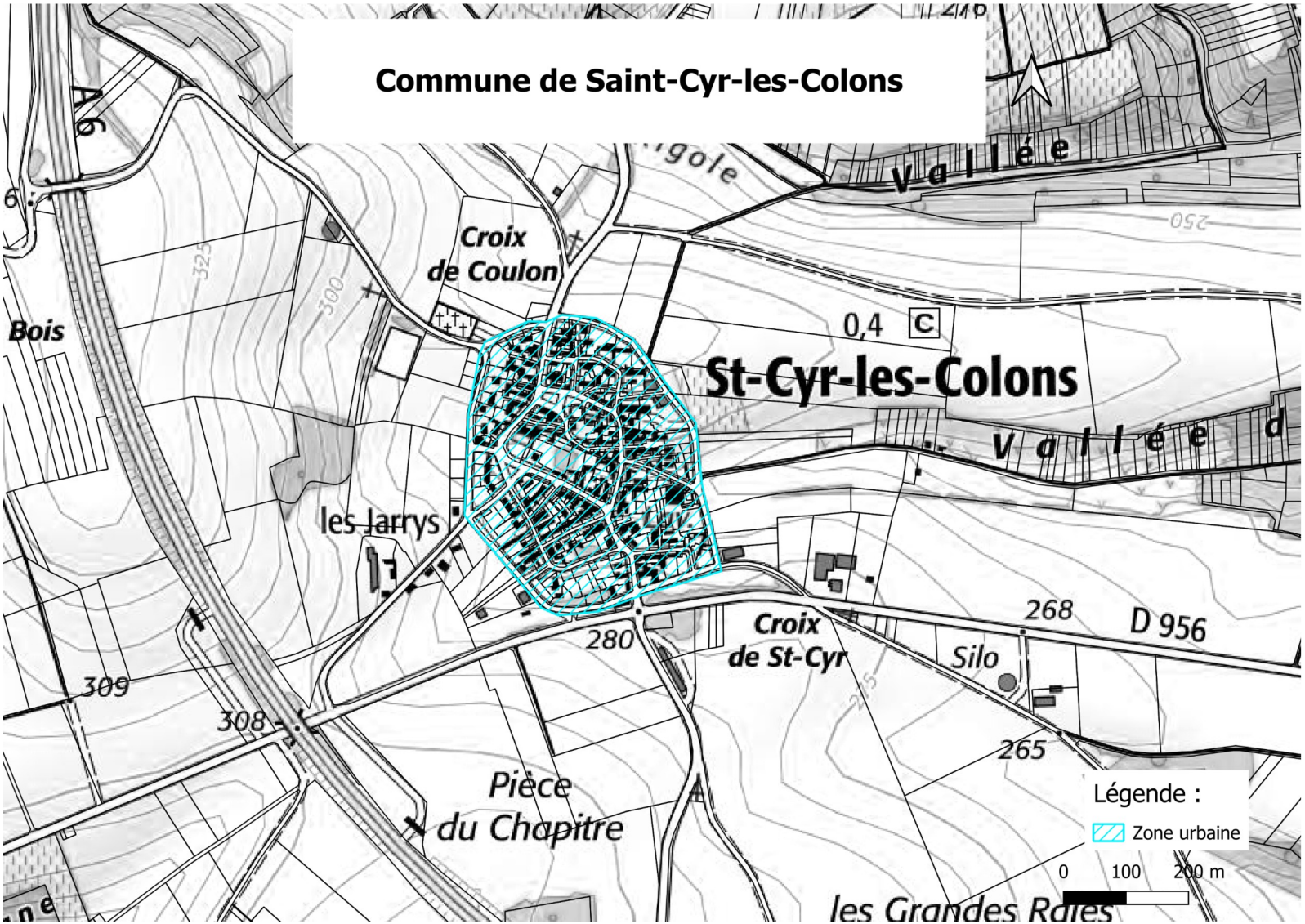

Commune de Lignorelles
les Garats
les Crotats
209
0,2
Lignorelles
les Joncs
Vallée de Vau Rena
233
205
197
Fontaine
Jean Fourtier
Bois
de la Croix
St-Martin
242
Vallée Robin
215
157
0
100
200 m
Légende :
Zone urbaine


Commune de Ligny-le-Châtel
130
117
D 91
St. pomp.
le Sereine
119
152
Champ Pommard
158
D 8
149
St. épur.
ne St-Michel
1,3
C
Ligny-le-Châtel
les Tribou
le Bon Dieu Jaune
les Sureaux
Silo
les Hâtes
Ru
125
Côte aux
119
Stations pomp.
Moulin des Fées
les
118
138
0 100 200 m
Légende :
Zone urbaine

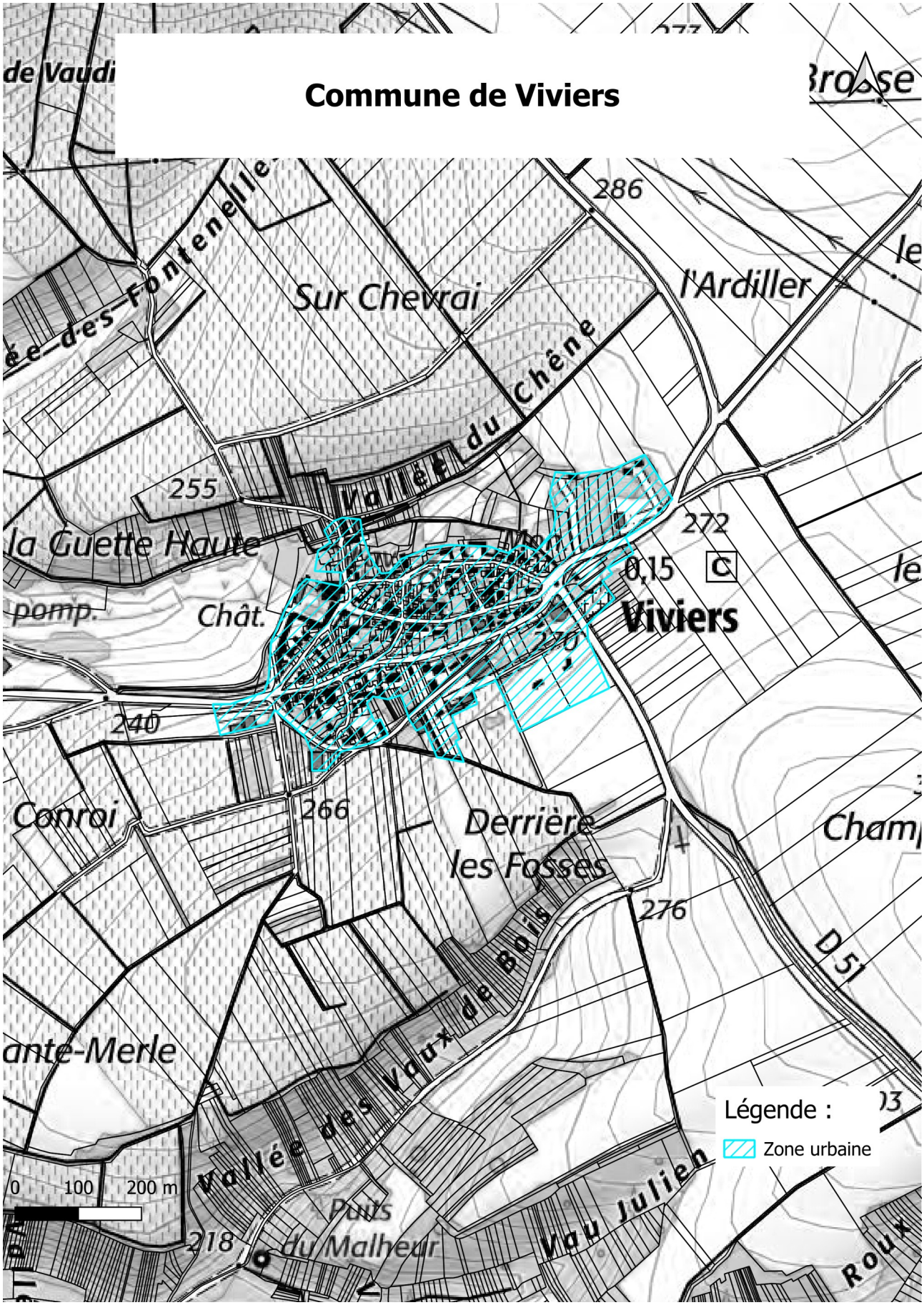

Commune de Maligny
le Pré Hitier
les Chaumes
les Caves
les Forêts
les Usages
les Vaussegros
les Garennes
le Trié
le Chemin de Tonnerre
Châtillon
Maligny
Légende :
Zone urbaine
0
250
500 m


Commune de Poilly-sur-Serein
Garen
148
157
les Charmes
225
Ferme
de la Liberté
les Fossottes
190
0,3
C
196
le Pâtis
49
151
Poilly-
-sur-Serein
le Moulin
150
161
Croix du Faîte
du Parc
Chât.
la Gare
156
la Cremine
le Serein
Légende :
Zone urbaine
Platon
151
les Gravières
154
D 45
179
0
100
200 m


Commune de Préhy
Légende :
Zone urbaine
0
250
500 m
Préhy
Cim.
l'Arche
les Ardillers
Ferme des Marronniers
Reugny
les Reugnis
les Temps Perdus
les Grands Champ
le Souillat
les Vaux de Vézeau
l'Évêque
l'Alouette-qui-Chante
les Grandes Fontaines
St-Martin
le Moulin Brûlé
Vallée de Chambre
Vallée les Plantes
les Moyes Fleux
Val de Neige
Rosette
Chât. d'eau
259
268
274
282
269
253
250
254
208
231
243
229
307
237
318
335
276


Commune de Saint-Cyr-les-Colons
Croix
de Coulon
Bois
0,4
C
St-Cyr-les-Colons
les Jarrys
Croix
de St-Cyr
Silo
268
D 956
280
309
308
265
Pièce
du Chapitre
les Grandes Raies
Légende :
Zone urbaine
0
100
200 m


Commune de Villy
Vallée Goudin
les Clos
Voudat
Mont Sabot
Sce
Vac. Martin
182
121
l'Hotte
0,1
C
Villy
D 35
127
St pomp
Lav.
Sce
la Gravière
Vallée de Prenedoz
166
D 151
la Garenne
les Fourneaux
166
175
180
0
100
200 m
Légende :
Zone urbaine


Commune de Viviers
Sur Chevrai
l'Ardiller
Vallée du Chêne
la Guette Haute
Viviers
Derrière les Fosses
Conroi
Vallée des Vaux de Bois
Puits du Malheur
Vau Julien
D51
Légende :
Zone urbaine
0 100 200 m